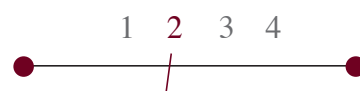


ÉCOLE  
NORMALE  
SUPÉRIEURE  
DE LYON



2022

*Budget Initial  
2022*



ENS DE LYON

# Sommaire

<b>1.</b>	<b>Préambule</b>	<b>2</b>
<b>2.</b>	<b>Principaux chiffres du budget initial 2022</b>	<b>4</b>
2.1	Synthèse	4
2.2	Recettes du budget initial 2022	5
2.3	Dépenses du budget initial 2022	6
<b>3.</b>	<b>Recettes et dépenses globalisées du budget initial 2022</b>	<b>10</b>
3.1	Recettes globalisées du budget initial 2022	10
3.1.1	La subvention pour charges de service public – SCSP	11
3.1.2	Les recettes globalisées générées par l'établissement	13
3.1.3	Les recettes globalisées pré-affectées	14
3.2	Dépenses globalisées du budget initial 2022	15
3.2.1	Les dépenses de fonctionnement	15
3.2.2	Les dépenses d'investissement	17
3.2.3	La masse salariale	21
<b>4.</b>	<b>Recettes et dépenses fléchées du budget initial 2022</b>	<b>35</b>
4.1	Recettes fléchées du budget initial 2022	35
4.2	Dépenses fléchées du budget initial 2022	36
4.2.1	Les dépenses de fonctionnement	36
4.2.2	Les dépenses d'investissement	36
4.2.3	La masse salariale	37
<b>5.</b>	<b>Indicateurs et ratios budgétaires et comptables</b>	<b>38</b>
5.1.1	Le solde budgétaire du BI 2022	39
5.1.2	La trésorerie du BI 2022	40
5.1.3	Les restes-à-payer	40
5.1.4	Les ratios en comptabilité budgétaire	41
5.2.1	Le résultat du BI 2022	43
5.2.2	La capacité d'autofinancement (CAF) du BI 2022	44
5.2.3	Le fonds de roulement du BI 2022	45
5.2.4	Les ratios en comptabilité générale	46
<b>6.</b>	<b>Annexes réglementaires</b>	<b>48</b>
6.1	Annexe 1 : tableau des emplois	48
6.2	Annexe 2 : tableau des autorisations budgétaires	49
6.3	Annexe 3 : tableau des dépenses par destination et des recettes par origine	52
6.4	Annexe 4 : tableau d'équilibre financier	58
6.5	Annexe 5 : tableau des opérations pour compte de tiers	61
6.6	Annexe 6 : tableau de situation patrimoniale	64
6.7	Annexe 7 : tableau présentant le plan de trésorerie	67
6.8	Annexe 8 : tableau des opérations liées aux recettes fléchées	68
6.9	Annexe 9 : tableau agrégé des opérations pluriannuelles	69
6.10	Annexe 9bis : tableau de suivi des opérations immobilières	71
6.11	Annexe 10 : tableau détaillé des opérations pluriannuelles	72
6.12	Annexe 11 : tableau des unités mixtes de recherche	73
6.13	Tableau de synthèse budgétaire et comptable	74
6.14	Document prévisionnel de gestion des emplois et des crédits de paiement (DPGECP)	75
6.15	Projet annuel de performance (PAP)	78
<b>7.</b>	<b>Structure budgétaire 2022</b>	<b>80</b>
<b>8.</b>	<b>Critères des recettes fléchées</b>	<b>81</b>
<b>9.</b>	<b>Glossaire</b>	<b>83</b>



# 1. Préambule

Le budget initial 2022 a été initié au début de l'été 2021, à l'appui du débat d'orientations budgétaires (DOB) présenté et voté au conseil d'administration du 9 juillet dernier. Dans le cadre du dialogue de gestion se déroulant entre juillet et septembre, les services opérationnels (SO) ont fait remonter leurs besoins financiers auprès de leurs centres de responsabilité budgétaire (CRB) respectifs. Dans un second temps, à l'appui d'une synthèse des besoins, le Président a réuni les CRB début octobre afin de contextualiser leurs demandes et de leur préciser une prévision d'allocation pour 2022.

Construit dans la même logique que le DOB, ce rapport présente le BI 2022 par le prisme des deux grandes catégories de recettes instaurées par la GBCP : globalisées et fléchées.

Malgré un contexte toujours dominé par la crise sanitaire du COVID-19, l'exercice 2022 prévoit une activité de l'établissement en recrudescence, en Recherche mais également au sein des services supports en termes d'aménagements et de travaux portés par la direction du patrimoine ou encore de projets informatiques menés par la DSI par exemple. Après des annulations ou reports en 2020 et 2021, la vice-présidence Recherche coordonne l'organisation de colloques d'envergure internationale en 2022 par le biais de laboratoires tels que celui de géologie.

L'emménagement de l'ensemble des équipes du LGL et des infrastructures techniques de serres du RDP dans le nouveau bâtiment M8 sur le site Monod, livré à l'automne 2021, s'achèvera au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2022. En parallèle et toujours sur le site Monod, des études vont être menées en prévision de la construction d'un futur bâtiment qui accueillera un nouvel équipement cryomicroscope ainsi que le laboratoire P3 à l'horizon 2024.

Le budget 2022 tient compte de la hausse significative des dépenses d'énergie : l'électricité mais aussi le gaz dont la flambée des prix risque d'impacter fortement les charges de l'établissement. C'est également le cas de la hausse des matières premières. De plus, la mise en service du M8 et donc des surfaces supplémentaires engendre des coûts de fonctionnement évalués à plus de 565k€ sur une année.

L'établissement prend également en compte dans son budget les éléments relatifs à la loi de programmation de la recherche (LPR), qui attribue des moyens supplémentaires pour les laboratoires prévus dans le socle conformément à la politique gouvernementale avec 3 hausses successives : 10% en 2021, 15% en 2022, 20% en 2023.

Les dépenses de masse salariale Etat évaluées pour 2022 sont supérieures de 2,6M€ par rapport aux prévisions 2021, dont 1,7M€ relèvent de mesures réglementaires comme la hausse du SMIC, la refonte indemnitaire liée à la LPR ou encore le repyramidage RIFSEEP.

En septembre 2021, la direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (DGESIP) a initié la phase 2022 du dialogue stratégique de gestion (DSG).

L'ENS de Lyon a déposé six projets : trois projets de recherche et d'innovation, et trois projets hors recherche et innovation. Les montants de chaque projet retenu seront arbitrés par la DGESIP au 1<sup>er</sup> trimestre 2022.

Lors de la phase précédente du DSG, l'ENS de Lyon a obtenu en août 2021 des fonds pour deux projets de recherche et innovation et un projet hors recherche : 340k€ versés en 2021 et 140k€ qui seront notifiés sur l'exercice 2022.

Ce budget initial a ainsi été élaboré en tenant compte des éléments suivants :

- hausse des dépenses de masse salariale Etat de 2,6M€, en partie compensée en recettes lorsqu'il s'agit de mesures gouvernementales
- hausse significative des investissements notamment sur les projets fléchés (contrats de recherche)
- nouveaux projets portés par la direction du patrimoine et la direction des systèmes d'informations, en investissement et en fonctionnement

Au vu de ces différents éléments, les principaux chiffres et indicateurs prévisionnels de l'établissement sont les suivants :

- Un volume de 152,1M€ d'autorisations d'engagement dont 103,1M€ de masse salariale
- 147,8M€ de crédits de paiement
- Des recettes encaissables estimées à 141,3M€
- Un solde budgétaire déficitaire de 6,5M€
- Un niveau de trésorerie à hauteur de 21,6M€.
- Un résultat d'environ 2M€ et une capacité d'autofinancement (CAF) de 4,7M€
- Un prélèvement sur fonds de roulement de 3,6M€, ce qui porte le niveau de fonds de roulement à 16,2M€ représentant 43 jours de fonctionnement

### De quoi parle-t-on ?

**Le BI** signifie le **Budget Initial**. Il constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de l'établissement. Approuvé par le Conseil d'administration (CA), le budget est l'acte qui prévoit et autorise les recettes et les dépenses pour une année donnée.

**Le BR** signifie le **Budget Rectificatif**. En cours d'année et en fonction de la réalisation des objectifs de recettes et de la consommation des crédits, l'établissement peut être amené à revoir les prévisions inscrites au budget primitif. Il le fait via un BR. Le BR est voté dans les mêmes formes que le budget initial, lors du CA de juillet au sein de l'ENS de Lyon

## 2. Principaux chiffres du budget initial 2022

### 2.1 Synthèse

#### BI 2022 : RECETTES

##### Recettes en encaissements

Recettes globalisées	131 572 804 €
Recettes fléchées	9 691 618 €
<b>TOTAL</b>	<b>141 264 422 €</b>

<b>Solde budgétaire</b>	<b>-6 491 015 €</b>
-------------------------	---------------------

##### Détail recettes globalisées

Subvention pour charges de service public (SCSP)	121 225 528 €
Recettes propres générées par l'établissement	6 253 765 €
Recettes globalisées pré-affectées	4 093 511 €
<b>TOTAL recettes globalisées</b>	<b>131 572 804 €</b>

<b>Solde budgétaire globalisé</b>	<b>-3 203 330 €</b>
-----------------------------------	---------------------

##### Détail recettes fléchées

ANR PIA	2 373 681 €
ANR hors PIA	3 047 658 €
Union européenne	1 121 798 €
Région	1 003 522 €
Autres	2 144 959 €
<b>TOTAL recettes fléchées</b>	<b>9 691 618 €</b>

<b>Solde budgétaire fléché</b>	<b>-3 287 685 €</b>
--------------------------------	---------------------

#### BI 2022 : DÉPENSES

##### Dépenses en crédits de paiement (CP)

Dépenses de masse salariale	103 109 350 €
Dépenses de fonctionnement	32 967 699 €
Dépenses d'investissement	11 678 388 €
<b>TOTAL</b>	<b>147 755 437 €</b>

Dépenses globalisées en CP	Masse salariale	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
Masse salariale Etat + reversements CDSN	95 903 907 €	10 658 918 €		<b>106 562 825 €</b>
Dépenses courantes de l'établissement		8 931 500 €		<b>8 931 500 €</b>
Fonctionnement des services		7 367 368 €		<b>7 367 368 €</b>
Investissements Direction patrimoine			5 239 112 €	<b>5 239 112 €</b>
Autres dépenses	1 415 218 €	2 439 193 €	2 820 918 €	<b>6 675 329 €</b>
<b>TOTAL dépenses globalisées</b>	<b>97 319 125 €</b>	<b>29 396 979 €</b>	<b>8 060 030 €</b>	<b>134 776 134 €</b>

Dépenses fléchées en CP	Masse salariale	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
<b>ANR PIA</b>	732 398 €	272 237 €	1 244 146 €	<b>2 248 781 €</b>
<b>ANR hors PIA</b>	2 182 193 €	1 169 938 €	338 032 €	<b>3 690 163 €</b>
<b>Union européenne</b>	990 646 €	667 427 €	1 123 743 €	<b>2 781 816 €</b>
<b>Région</b>	291 535 €	498 860 €	47 895 €	<b>838 290 €</b>
<b>Autres</b>	1 593 453 €	962 258 €	864 543 €	<b>3 420 253 €</b>
<b>TOTAL dépenses fléchées</b>	<b>5 790 225 €</b>	<b>3 570 720 €</b>	<b>3 618 358 €</b>	<b>12 979 303 €</b>

Le solde budgétaire est la différence entre les encaissements et les crédits de paiement. Les recettes et dépenses globalisées et les recettes et dépenses fléchées entraîneront un solde déficitaire (prélèvement de la trésorerie).

## 2.2 Recettes prévisionnelles du budget initial 2022

Recettes en encaissements		Exécution 2018	Exécution 2019	Exécution 2020	BR 2021	BI 2022	Ecart BI 2022/ BR 2021
Recettes globalisées	ENS de Lyon	120 951 065 €	125 282 423 €	126 353 388 €	127 581 987 €	130 503 828 €	2 921 841 €
	BDL	1 082 871 €	1 053 323 €	994 051 €	1 060 061 €	1 068 976 €	8 915 €
	<b>TOTAL</b>	122 033 936 €	126 335 746 €	127 347 439 €	128 642 048 €	131 572 804 €	2 930 756 € 2,3%
Recettes fléchées	ENS de Lyon	12 110 257 €	6 434 544 €	9 976 001 €	13 941 756 €	9 681 618 €	-4 260 138 €
	BDL	0 €	87 021 €	0 €	0 €	10 000 €	10 000 €
	<b>TOTAL</b>	12 110 257 €	6 521 565 €	9 976 001 €	13 941 756 €	9 691 618 €	-4 250 138 € -30,5%
<b>TOTAL recettes en encaissements</b>		134 144 193 €	132 857 311 €	137 323 440 €	142 583 804 €	141 264 422 €	-1 319 382 € -0,9%

Tableau 1 – Recettes en encaissement inscrites au budget initial 2022

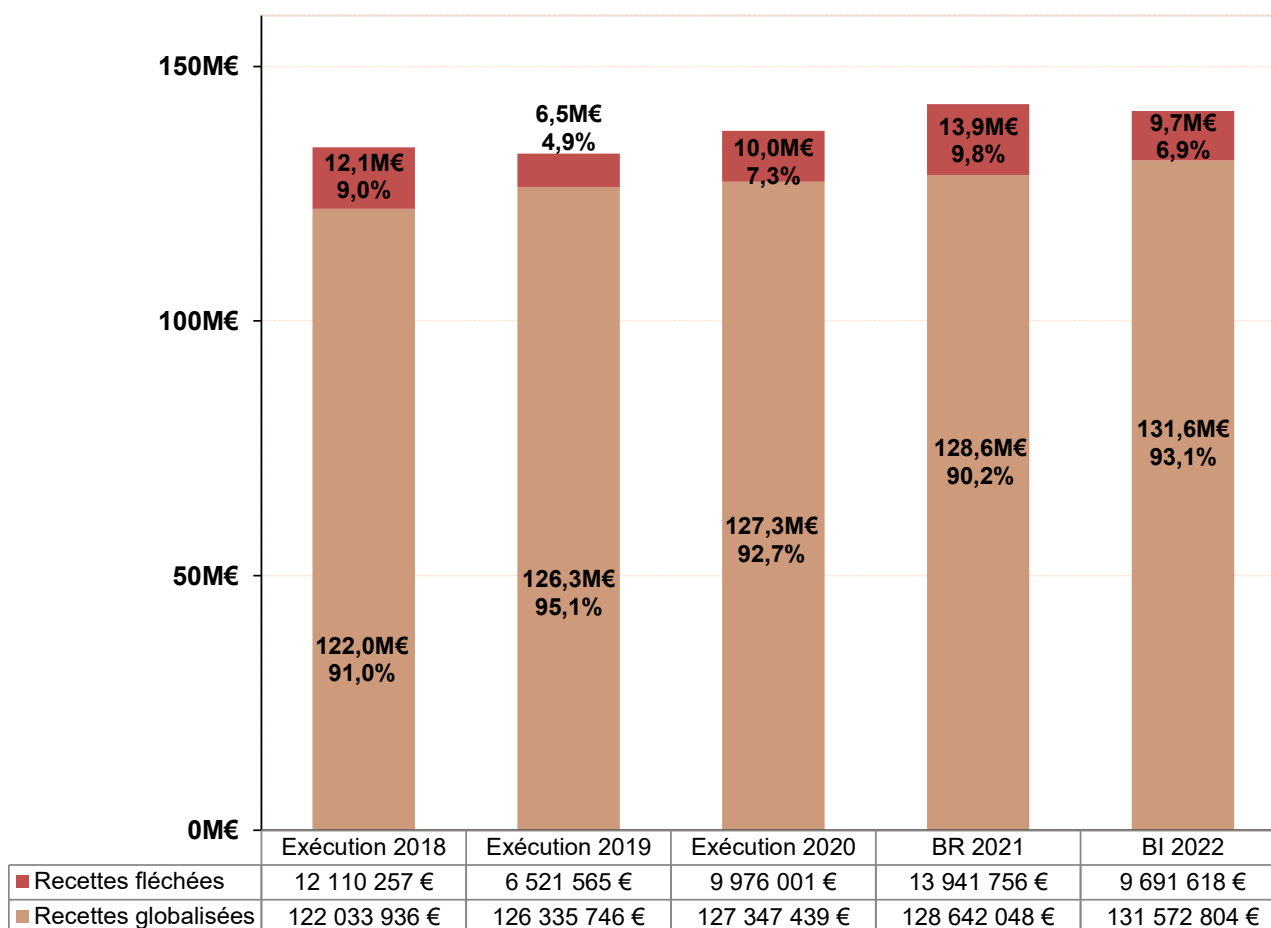


Figure 1 – Evolution des recettes globalisées et fléchées encaissées depuis 2018 (données prévisionnelles pour 2021 et 2022)

Les recettes à l'encaissement prévues en 2022 sont en légère diminution de 0,9% par rapport aux prévisions du budget rectificatif 2021. Elles sont estimées à **141,26M€**.

Elles sont réparties entre les recettes globalisées pour 131,57M€ et les recettes fléchées pour 9,69M€.

## 2.3 Dépenses prévisionnelles du budget initial 2022

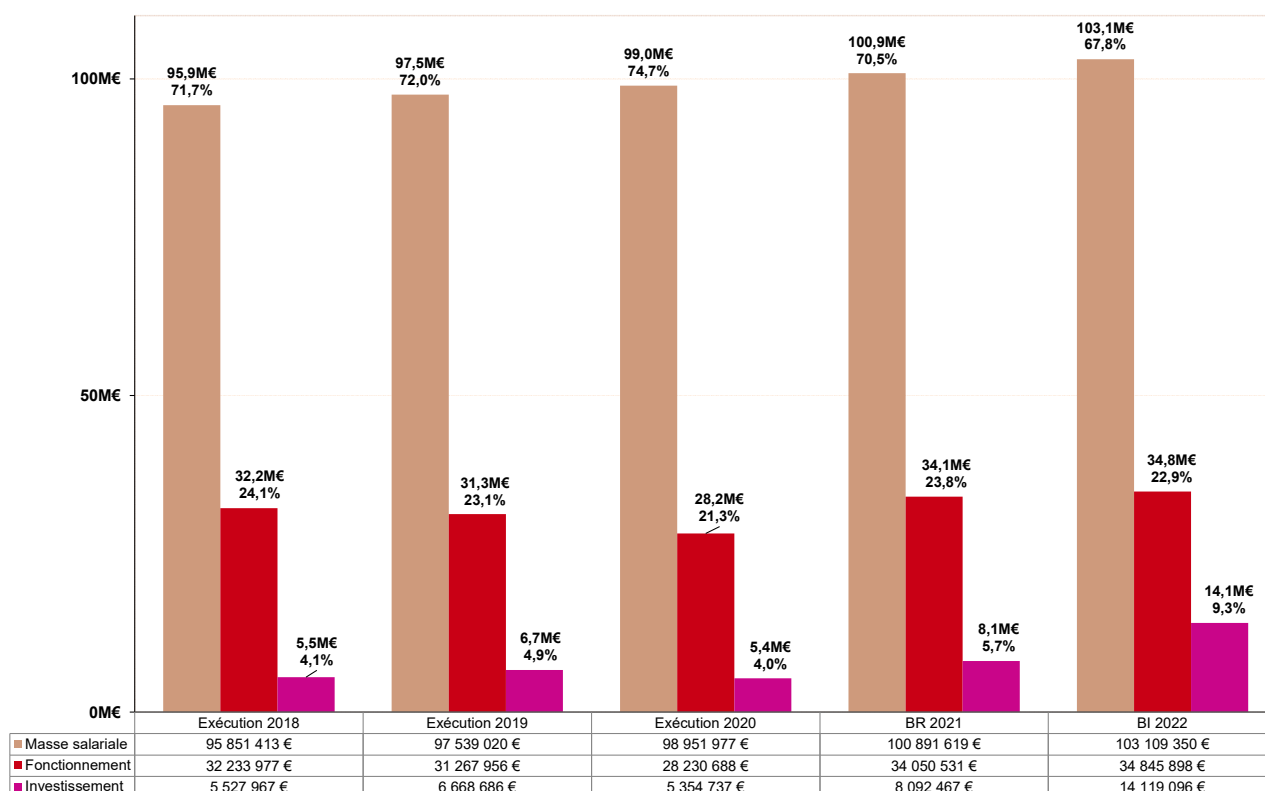
### 2.3.1.1 Autorisations d'engagement

#### De quoi parle-t-on ?

Les **autorisations d'engagement (AE)** constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées sur l'exercice budgétaire. Elles sont entièrement consommées dès l'origine de la dépense, c'est-à-dire lors de la signature de l'acte juridique engageant la dépense de l'établissement. Les AE peuvent avoir une portée pluriannuelle lorsque des engagements souscrits sur un exercice s'exécutent et donnent lieu à des paiements sur un ou des exercices ultérieurs.

Autorisations d'engagement (AE)		Exécution 2018	Exécution 2019	Exécution 2020	BR 2021	BI 2022	Ecart BI 2022/ BR 2021
Masse salariale	ENS de Lyon	95 827 276 €	97 462 239 €	98 928 905 €	100 845 619 €	<b>103 088 350 €</b>	2 242 731 €
	BDL	24 137 €	76 781 €	23 072 €	46 000 €	<b>21 000 €</b>	-25 000 €
	<b>TOTAL</b>	<b>95 851 413 €</b>	<b>97 539 020 €</b>	<b>98 951 977 €</b>	<b>100 891 619 €</b>	<b>103 109 350 €</b>	2 217 731 € 2,2%
Fonctionnement	ENS de Lyon	31 174 115 €	30 259 532 €	27 254 838 €	33 044 510 €	<b>33 722 163 €</b>	677 653 €
	BDL	1 059 862 €	1 008 424 €	975 851 €	1 006 021 €	<b>1 123 735 €</b>	117 714 €
	<b>TOTAL</b>	<b>32 233 977 €</b>	<b>31 267 956 €</b>	<b>28 230 688 €</b>	<b>34 050 531 €</b>	<b>34 845 898 €</b>	795 367 € 2,3%
Investissement	ENS de Lyon	5 483 450 €	6 640 230 €	5 345 959 €	8 038 718 €	<b>14 104 096 €</b>	6 065 378 €
	BDL	44 517 €	28 457 €	8 779 €	53 749 €	<b>15 000 €</b>	-38 749 €
	<b>TOTAL</b>	<b>5 527 967 €</b>	<b>6 668 686 €</b>	<b>5 354 737 €</b>	<b>8 092 467 €</b>	<b>14 119 096 €</b>	6 026 629 € 74,5%
<b>TOTAL autorisations d'engagement</b>		<b>133 613 358 €</b>	<b>135 475 662 €</b>	<b>132 537 403 €</b>	<b>143 034 617 €</b>	<b>152 074 344 €</b>	9 039 727 € 6,3%

Tableau 2 – Autorisations d'engagement par masse inscrites au budget initial 2022



**Figure 2 : évolution des autorisations d'engagement depuis 2018 par nature (données prévisionnelles pour 2021 et 2022)**

Les dépenses en **autorisations d'engagement** (AE) sont prévues pour 152,07M€ à ce budget initial, soit une hausse de 9M€ en comparaison du BR 2021 soit +6,3%. Cela s'explique principalement par une forte augmentation (+74,5%) des engagements prévus en investissement soit +6M€, et dans une moindre mesure par la hausse des engagements en fonctionnement de 2,3% (+0,8M€).

La masse salariale mobilise 67,8% des AE inscrites à ce BI 2022, le fonctionnement 22,9% et enfin l'investissement 9,3%.

Au regard de l'exécution de l'année 2020 marquée par la crise sanitaire, ce sont 15,4M€ d'engagements supplémentaires en fonctionnement et investissement qui sont inscrits au budget initial 2022.

Nous verrons dans les paragraphes suivants l'analyse détaillée de ces prévisions.



### 2.3.1.1.2 Crédits de paiement

#### De quoi parle-t-on ?

Les **crédits de paiement (CP)** représentent la limite supérieure des dépenses pouvant être payées pendant l'année civile pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement. Dans le cas d'un engagement juridique s'exécutant sur plusieurs exercices, la consommation des CP est échelonnée sur plusieurs exercices budgétaires, jusqu'à atteindre le total des autorisations d'engagement initiales. Les CP sont annuels et permettent de prévoir les décaissements, assurant alors une meilleure visibilité sur l'évolution de la trésorerie.

Crédits de paiement (CP)		Exécution 2018	Exécution 2019	Exécution 2020	BR 2021	BI 2022	Ecart BI 2022/ BR 2021
Masse salariale	ENS de Lyon	95 810 059 €	97 463 294 €	98 874 667 €	100 845 619 €	<b>103 088 350 €</b>	2 242 731 €
	BDL	24 137 €	76 781 €	23 072 €	46 000 €	<b>21 000 €</b>	-25 000 €
	<b>TOTAL</b>	<b>95 834 196 €</b>	<b>97 540 075 €</b>	<b>98 897 740 €</b>	<b>100 891 619 €</b>	<b>103 109 350 €</b>	2 217 731 € 2,2%
Fonctionnement	ENS de Lyon	25 482 280 €	28 766 254 €	28 826 934 €	32 018 648 €	<b>31 928 964 €</b>	-89 684 €
	BDL	1 051 434 €	1 012 592 €	971 223 €	1 011 478 €	<b>1 038 735 €</b>	27 257 €
	<b>TOTAL</b>	<b>26 533 714 €</b>	<b>29 778 845 €</b>	<b>29 798 156 €</b>	<b>33 030 126 €</b>	<b>32 967 699 €</b>	-62 427 € -0,2%
Investissement	ENS de Lyon	6 104 210 €	7 195 599 €	5 049 043 €	8 759 472 €	<b>11 663 388 €</b>	2 903 916 €
	BDL	44 517 €	14 419 €	22 816 €	53 749 €	<b>15 000 €</b>	-38 749 €
	<b>TOTAL</b>	<b>6 148 727 €</b>	<b>7 210 018 €</b>	<b>5 071 859 €</b>	<b>8 813 221 €</b>	<b>11 678 388 €</b>	2 865 167 € 32,5%
<b>TOTAL crédits de paiement</b>		<b>128 516 638 €</b>	<b>134 528 937 €</b>	<b>133 767 755 €</b>	<b>142 734 966 €</b>	<b>147 755 437 €</b>	5 020 471 € 3,5%

Tableau 3 – Crédits de paiement par masse inscrits au budget initial 2022

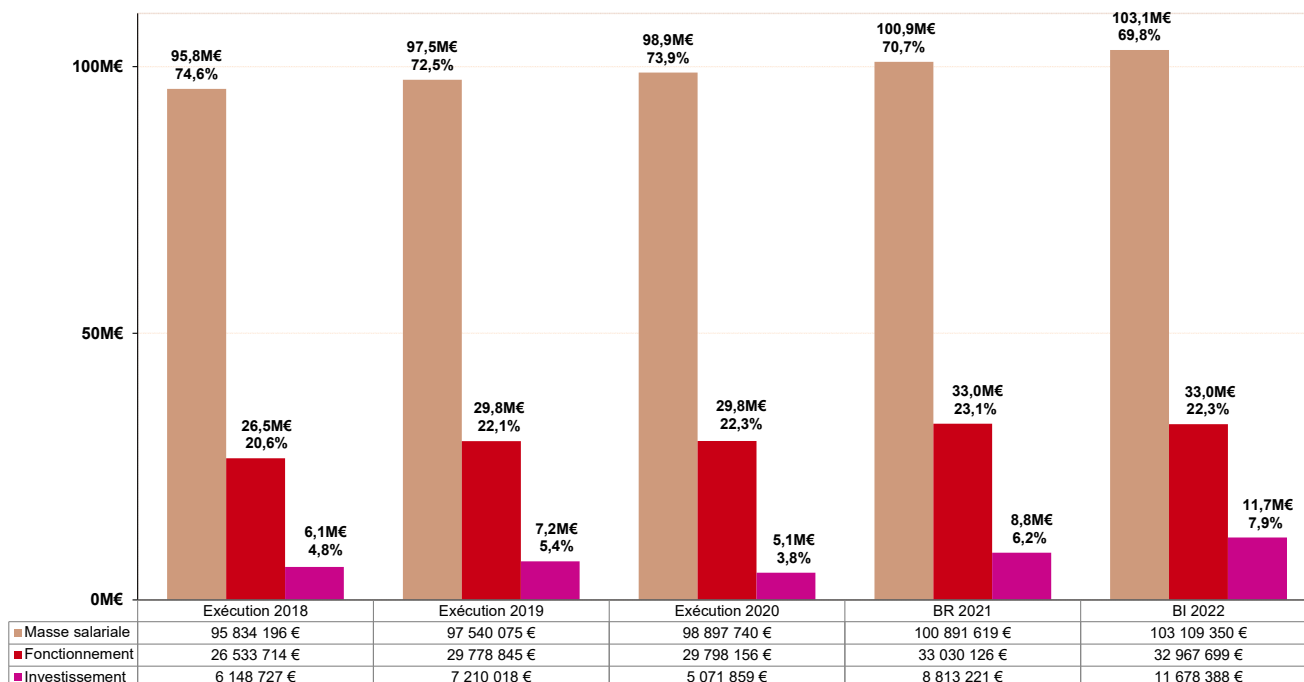


Figure 3 : évolution des crédits de paiement depuis 2018 par nature de dépenses (données prévisionnelles pour 2021 et 2022)

Les crédits de paiement sont en hausse de 5M€ par rapport aux prévisions du BR 2021.

Les prévisions sont logiquement liées à l’augmentation des AE, mais dans un volume moindre en fonctionnement et en investissement du fait que certains des engagements pris sur l’exercice 2022 verront les paiements se réaliser en 2023 voire sur les exercices suivants comme par exemple les reversements CDSN ou de nouveaux marchés pluriannuels.

La masse salariale représente 69,8% des CP prévus au BI 2022, le fonctionnement 22,3% et enfin l’investissement 7,9%.

Les actions LOLF précisent la destination des crédits consommés, permettant ainsi de mettre en lumière les moyens affectés par l’établissement sur ses missions principales. Pour ce budget initial 2022, la répartition de l’ensemble des crédits de paiement est la suivante :

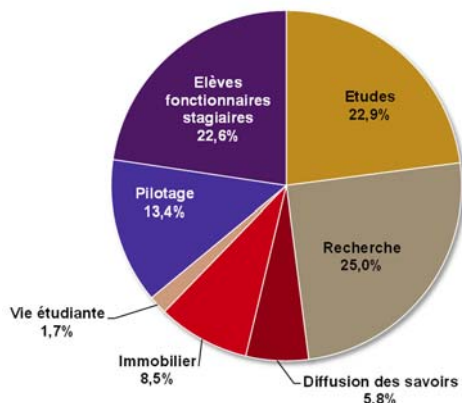


Figure 4 – Répartition des crédits de paiement par destination

### 3. Recettes et dépenses globalisées du budget initial 2022

#### 3.1 Recettes globalisées du budget initial 2022

##### De quoi parle-t-on ?

Les **recettes globalisées** comprennent toutes les ressources qui n'ont pas d'utilisation prédéterminée. Par principe, toutes les recettes sont censées être globalisées. La subvention pour charges de service public (SCSP) est ainsi dans cette catégorie.

Les recettes globalisées à l'encaissement sont estimées à **131 572 804€** soit 93,1% des recettes totales inscrites à ce budget initial 2022.

Recettes globalisées	Exécution 2019	Exécution 2020	BR 2021	BI 2022
Subvention pour charges de services public - SCSP	115 750 080 €	118 673 852 €	118 508 872 €	121 225 528 €
Recettes propres générées par l'établissement	5 182 626 €	4 458 258 €	5 222 790 €	6 253 765 €
Recettes globalisées pré-affectées	4 726 849 €	3 448 731 €	4 344 142 €	4 093 511 €
<b>TOTAL recettes globalisées</b>	<b>125 659 555 €</b>	<b>126 580 841 €</b>	<b>128 075 804 €</b>	<b>131 572 804 €</b>

### 3.1.1 La subvention pour charges de service public – SCSP

Subvention pour charges de service public	Montants
<b>Dotation de masse salariale</b>	<b>107 703 748 €</b>
Masse salariale	88 791 574 €
Transfert contrats doctoraux spécifiques normaliens - CDSN	13 499 640 €
Compensation surcoût contrats doctoraux CDSN revalorisation promotion 2021	657 855 €
Compensation surcoût contrats doctoraux CDSN revalorisation promotion 2022	319 715 €
Contrats doctoraux ordinaires sur appels d'offre - CDO	1 734 400 €
Compensation surcoût contrats doctoraux CDO revalorisation promotion 2021	83 727 €
Compensation surcoût contrats doctoraux CDO revalorisation promotion 2022	40 691 €
Compensation PERSEE	500 000 €
Compensation LPR 2021-2022 - loi de programmation de la recherche	505 195 €
Compensation glissement vieillesse technicité (GVT)	0 €
Compensation indemnité CSG	481 078 €
Compensation protection sociale complémentaire	355 681 €
Compensation hausse SMC 2021	238 556 €
Compensation révision IFSE	72 905 €
Actions spécifiques : compensations IUF	72 999 €
Plan bibliothèques ouvertes + (PBO +)	74 419 €
Compensation prolongation contrats doctoraux crise sanitaire	131 304 €
Compensation PPCR 2021-2022	52 358 €
Compensation indemnité télétravail	36 651 €
Compensation congé pour projet pédagogique	10 000 €
Compensation congé pour recherches ou conversions thématiques (CRCT)	5 000 €
Financement DSG volet 2 phase 2021 - projets stratégiques RI	40 000 €
<b>Dotation de fonctionnement</b>	<b>13 638 030 €</b>
Dotation globalisée de fonctionnement	12 212 816 €
Egalité des chances - diversité et réussite étudiante 2021-2022	266 666 €
LPR 2021 - moyens aux laboratoires	169 900 €
LPR 2022 - moyens aux laboratoires	91 200 €
LPR 2022 - dotation au démarrage	12 500 €
Actions spécifiques : participation concours communs session 2021	498 983 €
Actions spécifiques : IUF crédits scientifiques	116 250 €
Financement DSG volet 2 phase 2021 - projets stratégiques RI	100 000 €
Actions spécifiques : mission d'étude structuration de l'édition scientifique publique française	72 000 €
Opérations immobilières - dotation sûreté	90 000 €
Actions spécifiques : dotation Persée	50 000 €
Actions spécifiques : indemnités et frais de déplacement des membres du CNU et du CNAP	15 000 €
Actions spécifiques : indemnités et frais de déplacement des membres du CNU	10 000 €
Actions spécifiques : concours ITRF 2022	5 000 €
Aides spécifiques aux étudiants en situation de handicap 2022	5 000 €
Groupeement de commandes 2019-2022 avec Elsevier - contribution 2022	-77 285 €
<b>Total subvention pour charges de service public</b>	<b>121 341 778 €</b>

La subvention pour charges de service public (SCSP) est évaluée en tenant compte de la pré-notification 2022 transmise par le MESRI en date du 29 octobre 2021. Elle représente 85,8% de l'ensemble des recettes de l'établissement prévues au BI. Dans le tableau ci-dessus sont indiqués 116 250€ de crédits scientifiques IUF qui sont inscrits parmi les recettes fléchées à ce budget initial soit un total de 121 341 778€ pour la SCSP comme on l'observe dans l'annexe n°3 recensant les recettes par origine.

La SCSP est réévaluée à la hausse de +2,7M€ au BI 2022 en comparaison de l'estimation faite pour l'exercice 2021.

Les recettes de **masse salariale État** incluent la dotation soclée depuis la rentrée universitaire 2020 pour les **CDSN** : 13,5M€. Elles prennent en compte l'estimation de la compensation du surcoût généré par les revalorisations des rémunérations des doctorants soit **+978k€**.

La compensation de ce surcoût pour les contrats doctoraux ordinaires est également prévue à hauteur de **124k€**. Des discussions sont en cours avec le MESRI au sujet de la rémunération des doctorants.

La pré-notification 2022 affiche une recette relative notamment à la refonte indemnitaire pour les enseignants-chercheurs et les BIATSS dans le cadre de la **loi de programmation de la recherche 2021-2022** : **505,2k€**.

Le remboursement aux agents dès le 1<sup>er</sup> janvier 2022 d'un forfait lié à la **complémentaire santé** est compensé par l'État pour un montant de **356k€** dans la pré-notification.

La hausse du **SMIC** à l'automne 2021 a un impact financier d'environ **239k€** dont l'État a prévu la compensation de cette charge.

Comme en 2020 et 2021, il n'est pas prévu de compensation par l'État du glissement-vieillesse-technicité **GVT** qui reste une charge annuelle, mécanique et significative pour l'établissement.

S'agissant de la dotation de fonctionnement, il est à noter une subvention de **266k€** relatif au dispositif **Egalité des chances** pour la diversité et la réussite étudiante. Le ministère a précisé par courrier à l'ENS de Lyon que 200k€ sont désormais soclés dans la SCSP.

Les crédits de **moyens aux laboratoires** ont bénéficié d'une dotation supplémentaire de **170k€** dès 2021, pour atteindre **261k€** dans la pré-notification 2022 dans le cadre de la loi programmation recherche.

### 3.1.2 Les recettes globalisées générées par l'établissement

Les recettes propres générées par l'établissement sont estimées à **6,25M€** en 2022. Il s'agit des recettes liées au cycle d'exploitation de l'ENS de Lyon et qui sont pilotées principalement par les services centraux.

	Exécution 2019	Exécution 2020	BR 2021	BI 2022
Hébergement Résidences Descartes et Monod	1 588 457 €	1 298 360 €	1 600 000 €	1 600 000 €
Recettes liées à des dépenses RH (mises à disposition)	1 089 048 €	831 482 €	799 095 €	1 085 916 €
Droits de scolarité	680 461 €	722 461 €	760 000 €	660 000 €
Engagement décennal	665 225 €	563 169 €	500 000 €	500 000 €
Recettes de la VPE	231 803 €	207 094 €	221 927 €	208 716 €
Refacturations restaurants CROUS	155 537 €	105 180 €	235 000 €	200 000 €
Indemnisation assurance pour sinistres				200 000 €
CVEC	149 165 €	136 758 €	140 000 €	140 000 €
Location de salles / amphis	125 627 €	42 534 €	100 000 €	100 000 €
Recettes de la BDL	103 138 €	106 473 €	102 603 €	93 800 €
Autres recettes Présidence et DGS	55 274 €	29 978 €	53 233 €	87 333 €
Antennes des opérateurs de téléphonie	80 015 €	83 747 €	90 000 €	84 000 €
Autres recettes diverses	258 876 €	331 022 €	620 932 €	1 294 000 €
<b>TOTAL recettes générées par l'établissement</b>	<b>5 182 626 €</b>	<b>4 458 258 €</b>	<b>5 222 790 €</b>	<b>6 253 765 €</b>

Les **loyers** des résidences étudiantes représentent **1,6M€**, soit plus du quart du volume total des recettes propres générées par l'établissement. Les recettes liées aux **mises à disposition** sortantes de personnels sont prévues pour **1,1M€** à ce budget initial.

Les **droits d'inscription** sont estimés à **660k€** en 2022, en baisse de 100k€ par rapport aux prévisions du BR 2021. Ce montant tient compte de la baisse engendrée par la modification du tarif du diplôme de l'ENS de Lyon pour les Normaliens étudiants non boursiers, votée par le conseil d'administration du 25 mai 2021. Ce tarif est en effet passé de 213€ à 107€ depuis la rentrée universitaire 2021. Il est à noter également qu'il n'y a plus de refacturation à l'université Lyon 1 de droits d'inscription qui pouvaient y être payés car ces droits sont désormais directement versés à l'ENS de Lyon.

Il est à noter que l'ENS de Lyon percevra une recette d'**indemnisation d'assurance** à hauteur de 200k€ faisant suite à des sinistres subis par l'établissement (bâtiment D9 et ANTS).

La recette pour la contribution à la vie étudiante et de campus, dite **CVEC**, est évaluée à **140k€** à ce budget initial 2022.

### 3.1.3 Les recettes globalisées pré-affectées

Parmi les recettes globalisées, certaines recettes sont considérées comme pré-affectées dès lors que leur usage ou leur affectation est prédéterminé. Elles sont évaluées à **4,09M€** en encaissement à ce budget initial 2022.

	Exécution 2019	Exécution 2020	BR 2021	BI 2022
Prestations/refacturations/autres recettes structures de recherche	2 435 262 €	1 527 679 €	1 993 743 €	1 438 607 €
Colloques organisés via cellule congrès				883 863 €
Préciput ANR	555 531 €	518 056 €	741 685 €	728 759 €
Fonds recherche : contributions des EPST (CNRS, INRIA...)	1 177 235 €	850 103 €	1 079 666 €	727 000 €
ENS Editions dont ventes d'ouvrage	223 149 €	191 962 €	199 950 €	190 000 €
Hébergement start-ups, licences, rémunérations d'inventions	107 231 €	104 444 €	144 221 €	90 899 €
Laboratoires SHS : subventions, redevances...	160 380 €	98 560 €	63 561 €	24 823 €
Institut Français de l'Education	68 060 €	157 927 €	121 316 €	9 560 €
<b>Total recettes globalisées pré-affectées</b>	<b>4 726 849 €</b>	<b>3 448 731 €</b>	<b>4 344 142 €</b>	<b>4 093 511 €</b>

Un grand nombre de laboratoires en sciences exactes et expérimentales réalisent des recettes propres liées à leur activité : prestations de recherche, refacturations aux utilisateurs de plateformes scientifiques etc. Elles sont estimées à **1,4M€** à ce BI 2022.

La cellule congrès et manifestations coordonne l'organisation de plusieurs **colloques** d'envergure, tel que International Mineralogical Association (IMA) 2022 pour le laboratoire de géologie par exemple. Les recettes encaissables sont prévues à **884k€** pour l'ensemble des colloques qui auront lieu en 2022.

Les recettes du **préciput ANR** et les contributions des **EPST** sont évaluées respectivement à 728k€ et 727k€. Ce total prévisionnel de 1,45M€ constitue l'essentiel des ressources externes de la vice-présidence recherche dans le cadre des projets financés par le fonds recherche de l'établissement.

## 3.2 Dépenses globalisées du budget initial 2022

### 3.2.1 Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement globalisées sont inscrites au BI 2022 pour 31,4M€ en autorisations d'engagement et **29,4M€** en crédits de paiement.

Ce tableau présente de manière non exhaustive la répartition de ces dépenses selon les montants en crédits de paiement les plus significatifs.

Dépenses globalisées : fonctionnement	BI 2022 (en crédits de paiement)
Reversements CDSN aux établissements d'accueil	10 658 918 €
Dépenses courantes de l'établissement	8 931 500 €
Fonctionnement des structures	7 367 368 €
Colloques 2022	906 363 €
Documentation BDL	803 830 €
Reversements RH (mises à disposition)	352 000 €
Projets SI	237 000 €
Programmation CVEC	140 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>29 396 979 €</b>

Les **reversements CDSN** aux établissements d'accueil sont prévus pour **10,66M€** de crédits de paiement en 2022. Les autorisations d'engagement sont quant à elles estimées à 12,47M€ et correspondent aux derniers engagements relatifs à la promotion 2021-2024 qui a débuté à la rentrée universitaire 2021, ainsi qu'aux nouveaux engagements que l'établissement devra prendre pour la promotion 2022-2025 dès septembre 2022.

Cohorte	Nombre de doctorants	Montant total des reversements pour l'ensemble de la période	Autorisations d'engagement					Crédits de paiements							
			AE consommées en 2018	AE consommées en 2019	AE consommées en 2020	AE prévues au BR 2021	AE prévues au BI 2022	TOTAL AE par cohorte	CP consommés en 2018	CP consommés en 2019	CP consommés en 2020	CP prévus au BR 2021	CP prévus au BI 2022	TOTAL CP par cohorte	
Cohorte 2018-2021	132	10 799 712 €	9 408 840 €	1 318 147 €					10 726 987 €	490 914 €	4 127 188 €	3 737 856 €	2 371 029 €		10 726 987 €
Cohorte 2019-2022	139	11 372 424 €		9 408 840 €	1 963 584 €			11 372 424 €		600 006 €	4 370 360 €	3 790 808 €	2 527 205 €		11 288 379 €
Cohorte 2020-2023	129	10 554 264 €			6 299 832 €	4 254 432 €		10 554 264 €			497 732 €	4 111 236 €	3 518 088 €		8 127 056 €
Cohorte 2021-2024	133	12 472 341 €				7 977 060 €	4 495 281 €	12 472 341 €				472 715 €	4 200 000 €		4 672 715 €
Cohorte 2022-2025	130	12 903 150 €					7 977 060 €	7 977 060 €					413 625 €		413 625 €
Total	663	58 101 891 €	9 408 840 €	10 726 987 €	8 263 416 €	12 231 492 €	12 472 341 €	53 103 076 €	490 914 €	4 727 194 €	8 605 948 €	10 745 788 €	10 658 918 €		35 228 762 €



Les **dépenses courantes** de l'École prévues à **8,93M€** regroupent les principales charges de l'établissement telles que détaillées dans le tableau ci-dessous :

Dépenses courantes de l'établissement	BI 2022 (en crédits de paiement)
Fluides : eau, gaz, électricité, chauffage	3 975 000 €
Frais de maintenance	1 146 850 €
Loyer contrat de partenariat	1 100 000 €
Gardiennage	956 150 €
Nettoyage et entretien	800 000 €
Autres loyers	650 000 €
Accueil physique et téléphonique	111 000 €
Environnement et gestion des déchets	110 000 €
Marchés transversaux	82 500 €
<b>TOTAL</b>	<b>8 931 500 €</b>

Les dépenses de **fluides** sont évaluées à presque **4M€** soit +0,5M€ en comparaison des prévisions du BR 2021. Cette hausse significative se justifie notamment par l'augmentation générale des prix de l'énergie. Ce montant de dépenses prend également en compte les coûts supplémentaires générés par la consommation du nouveau bâtiment M8.

Les frais de **maintenance** concernent les maintenances obligatoires réalisées par la direction du patrimoine, la DSI et également par le service Sécurité. Ils sont estimés à **1,1M€** en 2022.

Le loyer du **contrat de partenariat** est estimé à **1,1M€** en 2022.

Le gardiennage et le nettoyage sont respectivement prévus à hauteur de 0,96M€ et 0,8M€.

Le fonctionnement des structures est évalué à **7,37M€** en 2022 : organisation du concours d'entrée, fonctionnement des départements d'enseignement et des laboratoires de recherche etc.

Comme évoqué dans le paragraphe 3.1.2, l'ENS de Lyon prévoit de recevoir 140k€ de recettes dans le cadre de la **CVEC** qui est la contribution à la vie étudiante et de campus.

Les dépenses afférentes ont été programmées sur l'année 2022 selon la répartition suivante :

Programmation CVEC	BI 2022
FSDIE - fonds de solidarité et de développement des initiatives étudiantes	73 000 €
Dépenses de santé, prévention, soin	40 000 €
Budget participatif étudiants	12 000 €
Actions socio-culturelles	10 000 €
Lutte contre la précarité menstruelle	3 000 €
Mise à disposition de contraceptifs pour les étudiants	2 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>140 000 €</b>

L'Ecole, par le biais de certains de ses laboratoires, organise des **colloques** dont certains d'envergure internationale en 2022. Les dépenses totales sur l'exercice budgétaire sont prévues pour **906k€**. Il y aura par exemple le colloque de géologie IMA 2022 (750k€) ou encore celui du laboratoire reproduction et développement des plantes PBM 2022 (56k€).

Les achats de la **BDL** pour la **documentation** électronique, la documentation monographies et la documentation en ressources initiales sont estimées à plus de 800k€ à ce BI 2022.

La **DSI** mène des projets qui vont consommer des crédits de fonctionnement pour **237k€** : projets de dématérialisation, poursuite du projet SIRH, études pour la refonte du SI Finances, réversibilité de téléphonie IP, renforcement de la sécurité informatique.

## 3.2.2 Les dépenses d'investissement

### 3.2.2.1 Dépenses du BI 2022

Les dépenses d'investissement globalisées sont prévues au BI 2022 pour **8,5M€** en autorisations d'engagement et **8,1M€** en crédits de paiement.

Ce tableau présente la répartition des prévisions de dépenses d'investissement par service et/ou vice-présidence.

Dépenses globalisées : investissements	BI 2022 (en crédits de paiement)
Travaux et aménagements portés par la Direction du patrimoine	5 239 112 €
<i>dont travaux et aménagements pour activités de formation</i>	1 397 940 €
<i>dont travaux et aménagements pour activités de la BDL</i>	1 305 000 €
<i>dont travaux et aménagements pour activités de recherche</i>	1 931 172 €
<i>dont autres travaux et aménagements</i>	605 000 €
Investissements Recherche via le PPI	1 063 600 €
Direction des systèmes d'informations	886 000 €
Fonds recherche	321 400 €
Laboratoires sur recettes préaffectées (prestations, refacturations...)	231 818 €
Accueil et sécurité	105 000 €
Investissements départements de formation et vie étudiante	77 100 €
ENS Médias	48 000 €
Direction des moyens généraux	32 000 €
DUNES	20 000 €
Bibliothèque Diderot de Lyon	15 000 €
Prévention et santé au travail	14 000 €
Institut français de l'éducation	7 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>8 060 030 €</b>

C'est la direction du patrimoine qui dispose du plus gros volume budgétaire avec 5,2M€ soit 65% de l'ensemble des dépenses globalisées, afin de mener des travaux et aménagements.

Parmi les travaux significatifs planifiés en 2022, **1,25M€** sont inscrits au budget pour réaliser l'**étanchéité de la BDL** et la réfection intérieure des locaux endommagés par les intempéries.

La **réhabilitation de la résidence** étudiante du site Descartes est programmée sur plusieurs années afin que les travaux soient effectués lors des périodes estivales : le coût prévu en 2022 est de **750k€**.

La rénovation de **salles de TP d'enseignement** et d'**amphithéâtres de cours** est évaluée à environ **500k€** au BI 2022.

En Recherche, le **sous-sol du bâtiment M6** va être entièrement aménagé pour **500k€** afin de permettre l'installation de soutes et compresseur. La finalisation de travaux d'aménagement et de déménagement de salles de culture au nouveau **bâtiment M8** est estimée à plus de **400k€** en 2022.

L'établissement prévoit des études de faisabilité pour **400k€** dans la perspective de la **construction d'un bâtiment** pouvant accueillir un cryomicroscope pour le laboratoire CIRI ainsi que le P3.

Le remplacement de luminaires, une modification de la gestion technique centralisée (GTC) ou encore la pose de compteurs sur le site Descartes sont évalués à un total de **540k€**.

La **vice-présidence Recherche** prévoit des investissements à hauteur de **1,4M€** via le PPI et le fonds recherche, essentiellement pour des achats d'équipements scientifiques par les laboratoires.

La direction des systèmes d'information va acquérir de nouvelles **baies de stockage** pour la Recherche à **400k€**. Le renforcement de la **sécurité du cœur de réseau** est prévu pour **226k€**, la refonte du **parc wifi** à **55k€** (et 14k€ en fonctionnement) ou encore la poursuite de la **refonte du SI Concours** à **50k€**.

L'établissement prévoit l'acquisition et l'installation d'un système de **vidéoprotection** pour environ **105k€** en 2022.

### 3.2.2.1.2 Projection pluriannuelle des investissements

L'ensemble des services a été consulté afin d'identifier les projets d'investissement ayant des impacts budgétaires pluriannuels.

Le tableau ci-dessous présente les projets recensés lors de l'élaboration du BI 2022.

Investissements pluriannuels	Montant total du projet	Répartition pluriannuelle prévisionnelle des dépenses				
		2022	2023	2024	2025	2026
Travaux construction bâtiment P3 et cryomicroscope	3 000 000 €	400 000 €	1 500 000 €	650 000 €	450 000 €	
Travaux réhabilitation résidence étudiante site Descartes	3 000 000 €	750 000 €	750 000 €	750 000 €	750 000 €	
Travaux réhabilitation amphis et salles de cours	1 500 000 €	490 000 €	150 000 €	150 000 €	350 000 €	360 000 €
Equipements plateforme Plexmico	3 153 726 €	1 295 456 €	470 000 €			
Construction bâtiment d'enseignement, recherche, médiation et enjeux sociétaux (projet)	26 000 000 €	0 €	600 000 €	11 000 000 €	12 000 000 €	2 400 000 €
Gymnase Debourg site Monod (projet)	5 000 000 €	0 €	750 000 €	3 000 000 €	1 250 000 €	
Microscope balayage électronique	920 000 €	0 €	800 000 €	120 000 €		
Refonte SI concours	90 000 €	50 000 €	40 000 €			
Refonte parc wifi	100 000 €	55 000 €	45 000 €			
Remplacement machinerie scénique Kantor	90 300 €	30 100 €	30 100 €	30 100 €		
<b>TOTAL</b>	<b>42 854 026 €</b>	<b>3 070 556 €</b>	<b>5 135 100 €</b>	<b>15 700 100 €</b>	<b>14 800 000 €</b>	<b>2 760 000 €</b>

Les trois premiers projets figurent dans les annexes n°9, n°9bis et n°10 de la liasse budgétaire du BI 2022. Il s'agit d'opérations immobilières portées par la direction du patrimoine pour lesquelles des dépenses se réaliseront en 2022. Les projets immobiliers de construction d'un bâtiment d'enseignement, recherche, médiation et enjeux sociétaux et de construction d'un gymnase ne figurent pas dans les annexes immobilières car la possibilité de réaliser des dépenses dès 2022 est conditionnée à l'obtention de financements externes (CPER notamment).

### 3.2.2.1.3 Fonds de roulement mobilisable

Parmi ces projets d'investissements, certains sont totalement financés par l'établissement mais d'autres bénéficient en partie de recettes externes déjà obtenues et/ou demandées.

Par exemple, le projet de construction du bâtiment pour installer le cryomicroscope a obtenu dès 2021 un financement de 200k€ du MESRI suite à un appel à projet dans le cadre du dialogue stratégique de gestion. Il a été demandé une participation financière complémentaire de 800k€ à d'autres partenaires institutionnels tels que le CNRS et l'INSERM pour ce bâtiment, l'ENS de Lyon prenant en charge 2M€.

	Montant total du projet	Financements externes	Financement ENS de Lyon	dont financement ENS de Lyon en 2022
Travaux construction bâtiment P3 et cryomicroscope	3 000 000 €	1 000 000 €	2 000 000 €	400 000 €
Travaux réhabilitation résidence étudiante site Descartes	3 000 000 €	0 €	3 000 000 €	750 000 €
Travaux réhabilitation amphis et salles de cours	1 500 000 €	0 €	1 500 000 €	490 000 €
Equipements plateforme Plexmico	3 153 726 €	1 576 863 €	1 576 863 €	1 295 456 €
Construction bâtiment d'enseignement, recherche, médiation et enjeux sociétaux (projet)	26 000 000 €	23 500 000 €	2 500 000 €	0 €
Gymnase Debourg site Monod (projet)	5 000 000 €	3 000 000 €	2 000 000 €	0 €
Microscope balayage électronique	920 000 €	380 000 €	540 000 €	0 €
Refonte SI concours	90 000 €	0 €	90 000 €	50 000 €
Refonte parc wifi	100 000 €	0 €	100 000 €	55 000 €
Remplacement machinerie scénique Kantor	90 300 €	0 €	90 300 €	30 100 €
<b>TOTAL</b>	<b>42 854 026 €</b>	<b>29 456 863 €</b>	<b>13 397 163 €</b>	<b>3 070 556 €</b>

Compte-tenu du niveau du fonds de roulement prévisionnel inscrit au BR 2021 et du seuil prudentiel de 15 jours de fonctionnement à conforter, l'ensemble des projets listés dans le tableau ci-dessus mobilise pleinement le fonds de roulement disponible de l'établissement.

### 3.2.3 La masse salariale

#### De quoi parle-t-on ?

Les **dépenses de personnel** : rémunérations principales, cotisations patronales, rémunérations accessoires et prestations sociales obligatoires.

**Masse salariale État** : crédits transférés à partir du titre 2 du budget de l'État lors du passage aux compétences et responsabilités élargies en 2010.

**Ressources Propres** : toutes les autres charges de personnels hors crédits transférés : contrats de recherche, vacations et jury de concours.

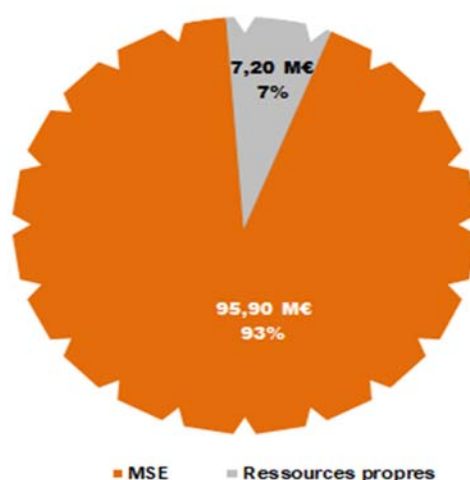


Figure 5 – Part relative de la masse salariale en fonction du support budgétaire

Support budgétaire	BR 2021	BI 2022	€	%
MSE	93 308 088 €	95 903 907 €	2,60 M€	2,78%
RP	7 583 531 €	7 205 443 €	- 0,38 M€	-5,0%
<b>Total</b>	<b>100 891 619 €</b>	<b>103 109 350 €</b>	<b>2,22 M€</b>	<b>2,2%</b>

Entre la prévision initiale et rectificative, les coûts salariaux augmentent de **+ 2,22M€ (+2,2%)** au global. Alors que la masse salariale consommée sur le support État est en hausse (**+2,60M€ ; +2,78%**), les charges de personnels financées sur ressources propres diminuent (**-0.38M€ ; -5%**).

### 3.2.3.1.1 Masse salariale État

#### A - Principaux éléments de variation de la masse salariale État entre les prévisions rectificatives et initiales

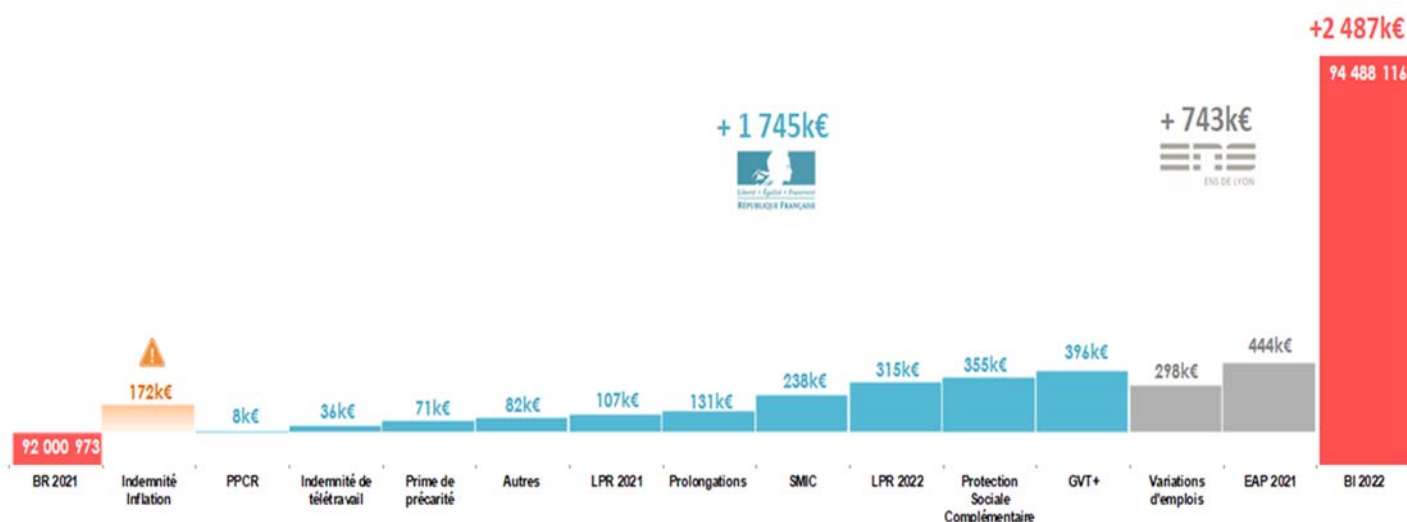


Figure 6 : Évolution structurelle des prévisions sur emplois budgétaires entre le budget initial 2022 et le budget rectificatif 2021

MSE	BR 2021*	BI 2022*	€	%
Dépenses de rémunérations	92 000 973 €	94 488 116 €	2,49 M€	2,7%

\*Prolongations Covid19 2021 exclus

Entre ces deux prévisions, les dépenses de rémunérations de l'établissement augmentent de **+2,49M€ (+2,7%)**.

La décomposition des dépenses prévisionnelles par facteurs d'évolution présente l'effet financier de chaque dispositif sur l'exercice 2022. Ces différents éléments sont également regroupés per type, en distinguant les mesures **réglementaires** (obligatoires), des **décisions de l'établissement**.

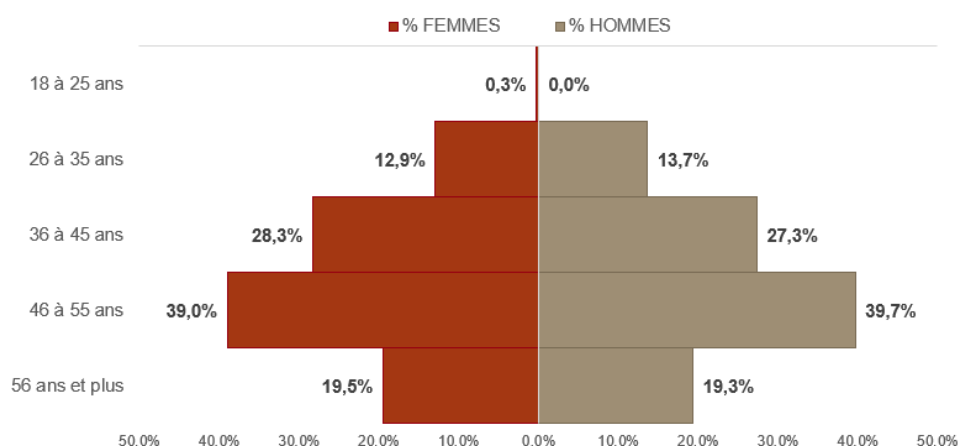
➔ **Réglementaires : + 1 745 k€**

Facteurs d'évolution	€
GVT+	396 926 €
Protection Sociale Complémentaire	355 681 €
LPR 2022	315 238 €
SMIC	238 556 €
Prolongations	131 304 €
LPR 2021	107 712 €
Autres	82 905 €
Prime de précarité	71 099 €
Indemnité de télétravail	36 651 €
PPCR	8 408 €
<b>Facteurs</b>	<b>1 744 480 €</b>
<i>Indemnité Inflation</i>	<i>172 000 €</i>

### ➤ Le GVT

Le **glissement, vieillesse, technicité** (GVT) est un enjeu majeur pour l'établissement. Le GVT positif correspond à l'augmentation mécanique de la masse salariale liée aux changements d'échelons, de grades ou de corps des agents titulaires. Le GVT négatif correspond à l'impact des flux d'entrées et de sorties des agents titulaires. Par exemple, le remplacement des agents en fin de carrière par des agents en début de carrière a généralement un effet financier négatif, ces derniers ayant des indices de rémunération plus faibles.

Toutefois, en raison de la structure par âge du personnel titulaire, ces variations de masse salariale ne permettent pas d'annuler complètement la charge du GVT :



Pyramide des âges des personnels TITULAIRES par genre au 31.12.2020



En 2021, l'âge moyen des personnels fonctionnaires est de 47 ans. Si l'établissement dispose de solides compétences et d'agents titulaires expérimentés, cette typologie de pyramide des âges en forme de champignon est associée à des organisations où les charges salariales sont importantes, et l'impact du GVT positif relativement important. Pour 2022, le **GVT positif** est de **396k€** soit environ 0,4% de la dotation de masse salariale.

➤ La **protection sociale complémentaire** (PSC)

L'État a décidé d'aligner le système de prise en charge des frais de mutuelle dans la fonction publique avec celui en place dans le secteur privé depuis 2016. La transition vers le régime cible commence dès 2022 pour les agents de l'État, avec une prise en charge de la complémentaire santé à hauteur de 25%.

Les agents éligibles bénéficieront d'un forfait mensuel de 15€, correspondant au remboursement d'une partie des cotisations de protection sociale complémentaire destinées à couvrir les frais de santé (frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident) : **+ 355k€**. Ce dispositif est intégralement financé par l'État.

➤ La mise en œuvre de la **LPR 2022** (loi de programmation de la recherche)

LPR 2022	€
Refonte indemnitaire et repyramidage	200 839 €
Revalorisation des contrats doctoraux	69 120 €
Mesure "deux SMIC"	45 279 €
<b>Total</b>	<b>315 238 €</b>

**Refonte indemnitaire et repyramidage** : initiées en 2021, les mesures de revalorisations indemnitaires et statutaires et le repyramidage des enseignants chercheurs se poursuivent en 2022 : **+ 200k€**. Les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs seront définies ultérieurement par le MESRI.

**Revalorisation des contrats doctoraux – nouveaux contrats 2022** : une nouvelle augmentation est prévue à la rentrée 2022 car la rémunération brute mensuelle des nouveaux contractuels doctorants sera relevée à 1975€ (arrêté du 11 octobre 2021). Le coût de ce dispositif est évalué à **+ 69k€**.

**Mesure « deux SMIC »** : amélioration de la rémunération des personnels de recherche, tout maître de conférences sera recruté à hauteur d'au moins deux Smic (**+ 45k€**).

➤ Le SMIC

La hausse de 2,2% du **saire minimum de croissance** (SMIC) au 1er octobre 2021 a entraîné une augmentation de la masse salariale de **+ 238k€**. Cette augmentation se répercute

principalement sur les dépenses salariales des élèves fonctionnaire stagiaires au 1er échelon : **+ 224k€**.

- La prolongation des contrats doctoraux et de recherche affectés par la pandémie de Covid-19 : **+ 131k€**. L'État participe à la prise en charge financière de ces prolongations.
- Le déploiement de la **LPR 2021** : **+ 107k€** de crédits de personnels dédiés à la réévaluation de la rémunération des contractuels doctorants en 2021. Ce dispositif est intégralement compensé en recettes par l'État.
- **Autres** :

Autres	€
Révision de l'IFSE	72 905 €
Congés pour projet pédagogique & CRCT	10 000 €
<b>Total</b>	<b>82 905 €</b>

**Révision de l'IFSE : + 72k€** prévus pour la pérennisation en 2022 de la revalorisation triennale de l'IFSE des personnels ITRF (catégorie C) et des bibliothèques (catégorie B et C).

**+ 10k€** pour **les congés pour recherches ou conversions thématiques**, et **congés pour projet pédagogique**.

- **+ 71k€** consacrés au versement de la **prime de précarité**, indemnités de fin de contrat concernant les personnels contractuels éligibles à ce dispositif.

	Contractuels	€
<b>Prime de précarité</b>	Biatss	32 406 €
	EC	38 693 €
	<b>Total</b>	<b>71 099 €</b>

- **Indemnité de télétravail** : le montant de l'indemnité est fixé à 2,5 € par journée de télétravail effectuée dans la limite de 220€ par an. Cette indemnité sera versée trimestriellement (**+36k€** sur l'année).
- **+ 8k€** de dépenses prévues au titre de la poursuite des mesures de revalorisations salariales prévues par le protocole sur les parcours professionnels carrières et rémunérations (**PPCR**).
- L'**indemnité inflation** aide exceptionnelle de l'Etat

Les modalités de mise en œuvre de cette mesure restent à définir. Sur la base des informations à notre disposition, le montant consacré à cette indemnité serait de **172k€**. A noter, la neutralité budgétaire de l'indemnité inflation, il est prévu que le montant des indemnités versées s'imputera sur le montant des cotisations sociales.

➔ **A l'initiative de l'établissement : +743k€**

Facteurs d'évolution	€
EAP 2021	444 000 €
Variations d'emplois	298 662 €
<b>Total</b>	<b>742 662 €</b>

- ▶ **Variations d'emplois 2022** : correspond à la valorisation du coût ou du gain engendré par les variations d'effectifs (comptabilisé en ETPT) sur l'exercice : **+298k€**. Ces crédits de personnels retranscrivent l'impact financier des mouvements d'effectifs prévus sur 2022 (réintégration, retraites, détachements, mutations, disponibilités, recrutement, remplacement...)
- ▶ **EAP 2021** : les extensions en année pleine (EAP) mesurent les effets financiers des flux d'effectifs 2021 sur l'exercice 2022 : **+ 444k€**.

Ce montant s'explique en partie par :


- les entrées/sorties d'élèves fonctionnaires stagiaires lors de la rentrée universitaire 2021(+260k€).
- l'impact budgétaire de la campagne d'emplois 2021 des personnels enseignants et enseignants chercheurs : +385k€
- les mouvements des contractuels doctorants (+239k€)
- le solde des mouvements de personnels administratifs (entrées/sorties), observé lors du dernier quadrimestre 2021(-440k€). Il est à noter un nombre de départs plus important que celui prévu en 2021. L'impact budgétaire est en effet fortement accentué par les effets financiers liés aux délais de recrutement à l'ENS de Lyon, la durée médiane d'un remplacement étant de près de 3 mois.

Catégorie	Durée médiane	
	Jours	Mois
A	150	5,0
B	87	2,9
C	43	1,4
<b>Total</b>	<b>82</b>	<b>2,7</b>

**B - Répartition globale de la masse salariale État par population et type de dépenses**

Le montant total des dépenses salariales État prévues est de **95 903 907 €** pour ce BI 2022.

Elles se répartissent de la manière suivante :

	 Population / Type	BR 2021	BI 2022	Écarts	%
<b>Enseignants &amp; Enseignants Chercheurs</b>	Élèves	32 879 529	33 445 489	565 960	1,7%
	Titulaires	23 053 559	23 492 066	438 507	1,9%
	Contractuels	1 946 252	1 942 304	- 3 948	-0,2%
	Doctorants	5 184 340	5 530 375	346 035	6,7%
	<b>Sous total EC</b>	<b>63 063 681</b>	<b>64 410 235</b>	<b>1 346 554</b>	<b>2,1%</b>
<b>Biats</b>	Titulaires	25 147 185	25 425 190	278 005	1,1%
	Contractuels	4 012 672	4 652 691	640 019	15,9%
	<b>Sous total BIATSS</b>	<b>29 159 857</b>	<b>30 077 881</b>	<b>918 024</b>	<b>3,1%</b>
<b>Total - Rémunérations</b>		<b>92 223 537</b>	<b>94 488 116</b>	<b>2 264 578</b>	<b>2,5%</b>
<b>Vacations</b>	Administratives	154 758	317 325	162 567	105,0%
	Gpeec	15 000	15 000	-	0,0%
	Enseignement	410 000	474 988	64 988	15,9%
	CPES	15 000	17 600	2 600	17,3%
	<b>Total - Vacations</b>	<b>594 758</b>	<b>824 913</b>	<b>230 155</b>	<b>38,7%</b>
<b>Hors-psop</b>	Action sociale	449 793	517 878	68 085	15,1%
	FSDIE	40 000	73 000	33 000	82,5%
	<b>Total dépenses H-psop</b>	<b>489 793</b>	<b>590 878</b>	<b>101 085</b>	<b>20,6%</b>
<b>Total</b>		<b>93 308 088</b>	<b>95 903 907</b>	<b>2 595 819</b>	<b>2,8%</b>

► **Élèves fonctionnaires stagiaires :**

 Population	BR 2021	BI 2022	€	%
Élèves fonctionnaires stagiaires	32 879 529 €	33 445 489 €	565 960 €	1,72%

Les dépenses de salaires des **élèves fonctionnaires stagiaires** représentent **35,4%** des dépenses de rémunérations.

Cette prévision de dépenses est en augmentation : **+565k€**, résultant de :

- la hausse du SMIC : **+224k€**
- la protection sociale complémentaire : **+162k€**
- des variations d'emplois : **+180k€**

► **Enseignants et enseignants-chercheurs – Doctorants contractuels**

 Population	BR 2021	BI 2022	€	%
Enseignants et EC - Doctorants	30 184 152 €	30 964 746 €	780 594 €	2,59%

La prévision de masse salariale concernant les **Enseignants et enseignants-chercheurs et doctorants contractuels** augmente : **+780k€** .

Cette hausse s'explique principalement par :

- le **schéma d'emplois** : **+367k€**, avec notamment une hausse du nombre de contractuels doctorants (+10,1 ETPT, en excluant le décompte des prolongations Covid19)
- **LPR 2022** : **+237k€** (voir par ailleurs « La mise en œuvre de la LPR 2022 »)
- Du **GVT positif** : **+198k€**
- **Protection sociale complémentaire** : **+78k€**
- L'ajustement des dépenses salariales consacrées à **l'allongement des contrats doctoraux et contrats de recherche** affectés par la pandémie de COVID-19 (**-91k€** par rapport au BR 2021, portant ainsi le total à **131k€**)

▶ **BIATSS :**

 Population	BR 2021	BI 2022	€	%
BIATSS	29 159 857 €	30 077 881 €	<b>918 024 €</b>	<b>3,15%</b>

Les dépenses de rémunérations des personnels **BIATSS** sont en hausse **+ 918k€**

- le **schéma d'emplois** : **+537k€**, près de 330k€ de dépenses salariales sont liées à la campagne d'emplois 2021 (créations de postes).
- **GVT positif** : **+198k€**
- **Indemnité de télétravail** : **+36k€**
- **Prime de précarité** : **+17k€**
- **Protection sociale complémentaire** : **+95k€**
- **PPCR 2022** : **+8k€**

▶ **Vacations**

L'enveloppe globale de masse salariale État inscrite au budget, intègre également les dépenses salariales relatives aux **vacations**, ces crédits de personnels ne décomptent pas le plafond d'emplois.

 Vacations	BR 2021	BI 2022	€	%
Enseignement	410 000 €	474 988 €	64 988 €	15,9%
Administratives	154 758 €	317 325 €	162 567 €	105,0%
CPES	15 000 €	17 600 €	2 600 €	17,3%
Gpeec	15 000 €	15 000 €	- €	0,0%
<b>Total</b>	<b>594 758 €</b>	<b>824 913 €</b>	<b>230 155 €</b>	<b>38,7%</b>

- > Les **vacations d'enseignement** sont en hausse dans ce budget : **+65k€**.
- > Les vacances administratives augmentent sensiblement dans ce budget : **+162k€ (+105%)**. Cette hausse s'explique par l'extension des horaires de la bibliothèque Diderot qui accroît le recours aux emplois étudiants. Ces agents ont bénéficié par ailleurs d'une revalorisation de leur rémunération.

### ► Dépenses hors-psop

Hors-psop	BR 2021	BI 2022	Écart	%
Action sociale	449 793 €	517 878 €	68 085 €	15,1%
FSDIE	40 000 €	73 000 €	33 000 €	82,5%
<b>Total</b>	<b>489 793 €</b>	<b>590 878 €</b>	<b>101 085 €</b>	<b>20,6%</b>

Les prévisions de dépenses Hors paye sans ordonnancement préalable augmentent de 101k€ :

- > **68k€** de dépenses complémentaires prévus au titre de l'action sociale : cela tient principalement du fait de la **revalorisation du capital décès**.
- > Le **Fonds de Solidarité et de Développement des Initiatives Étudiantes (FSDIE)** qui participe au financement de projets conduits par des étudiants de l'École dispose de moyens supplémentaires : **+33k€**

### C - Plafond d'emplois Etat

Pour information, le plafond d'emplois sur supports budgétaires de l'État est fixé à **1 977 ETPT** (cf. annexe « Tableau des emplois »). L'Équivalent Temps Plein Travaillé (ETPT) est l'unité de décompte du plafond d'emplois. Ce décompte demeure proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année.



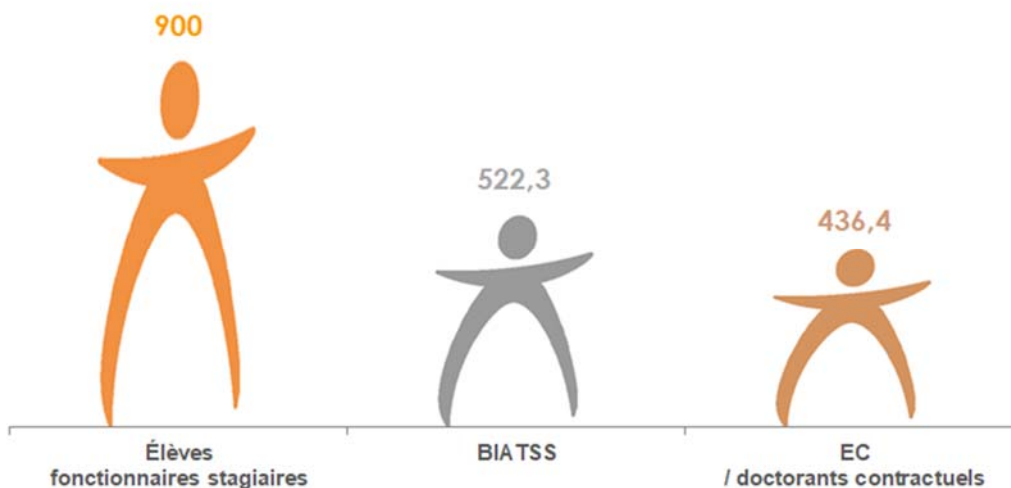



Figure 7 : Répartition des ETPT par population sur emplois budgétaires de l'Etat en 2022

Emplois	BR 2021	BI 2022		%
Élèves fonctionnaires stagiaires	890,0	900,0	10,0	1,1%
EC / Doc. contractuels	431,8	436,4	4,6	1,1%
BIATSS	524,8	522,3	- 2,5	-0,5%
<b>MSE</b>	<b>1 846,6</b>	<b>1 858,7</b>	<b>12,0</b>	<b>0,7%</b>

La prévision de consommation des ETPT sur emplois budgétaires s'établit à **1 858,7 ETPT**. Cette moyenne annualisée prend en considération les arrivées et départs prévus sur l'exercice budgétaire.

La prévision augmente (+ **12 ETPT** ; - **0,2%**) par rapport au BR 2021, principalement en raison des variations du volume d'emplois des élèves fonctionnaires stagiaires (+10 ETPT).



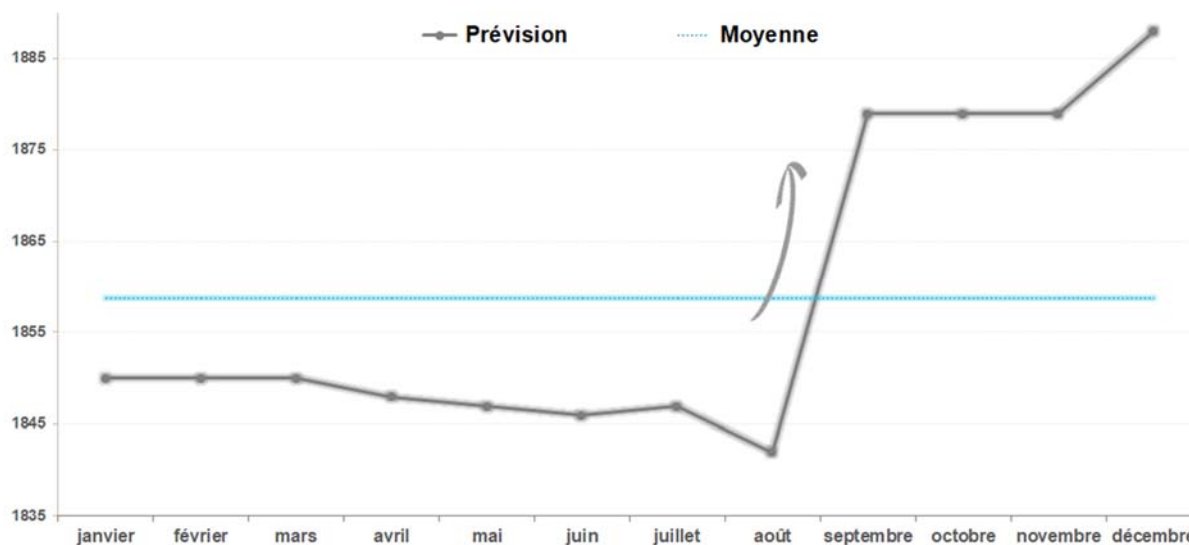


Figure 8 : Courbe de consommation prévisionnelle mensuelle des emplois 2021 sur supports budgétaires État

Une variation sensible des emplois est observée entre août et septembre.

L'évolution d'ETPT coïncide avec le calendrier des campagnes d'emplois et les mouvements attendus lors cette rentrée universitaire 2022 (cohorte de doctorants, mutations, détachements, intégrations...).

#### D – Masse salariale globale et ETPT proposés au vote du conseil d'administration

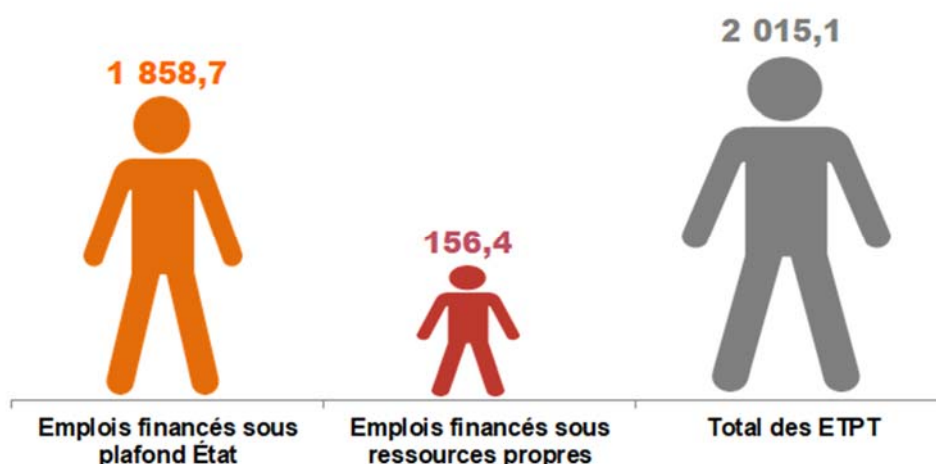



Figure 9 : Décomposition du plafond d'emplois prévisionnel (en ETPT)

Les emplois État (**1 858,7 ETPT**) et sur ressources propres (**156,4 ETPT**) se cumulent et forment le plafond d'emplois de l'établissement : **2 015,1 ETPT**.

Pour rappel, un plafond global de 2 011,9 ETPT a été voté au BR 2021 (+0,2%).

Emplois	BR 2021	BI 2022		%
Élèves fonctionnaires stagiaires	890,0	900,0	10,0	1,1%
Enseignants-Chercheurs	274,1	276,1	2,1	0,8%
Doctorants	157,8	160,3	2,5	1,6%
BIATSS	524,8	522,3	- 2,5	-0,5%
<b>MS État</b>	<b>1 846,6</b>	<b>1 858,7</b>	<b>12,0</b>	<b>0,7%</b>
BIATSS	52,6	47,6	- 5,0	-9,6%
EC / Doctorants	112,7	108,8	- 3,9	-3,4%
<b>Ressources Propres</b>	<b>165,3</b>	<b>156,4</b>	<b>- 8,9</b>	<b>-5,4%</b>
<b>Total</b>	<b>2 011,9</b>	<b>2 015,1</b>	<b>3,1</b>	<b>0,2%</b>

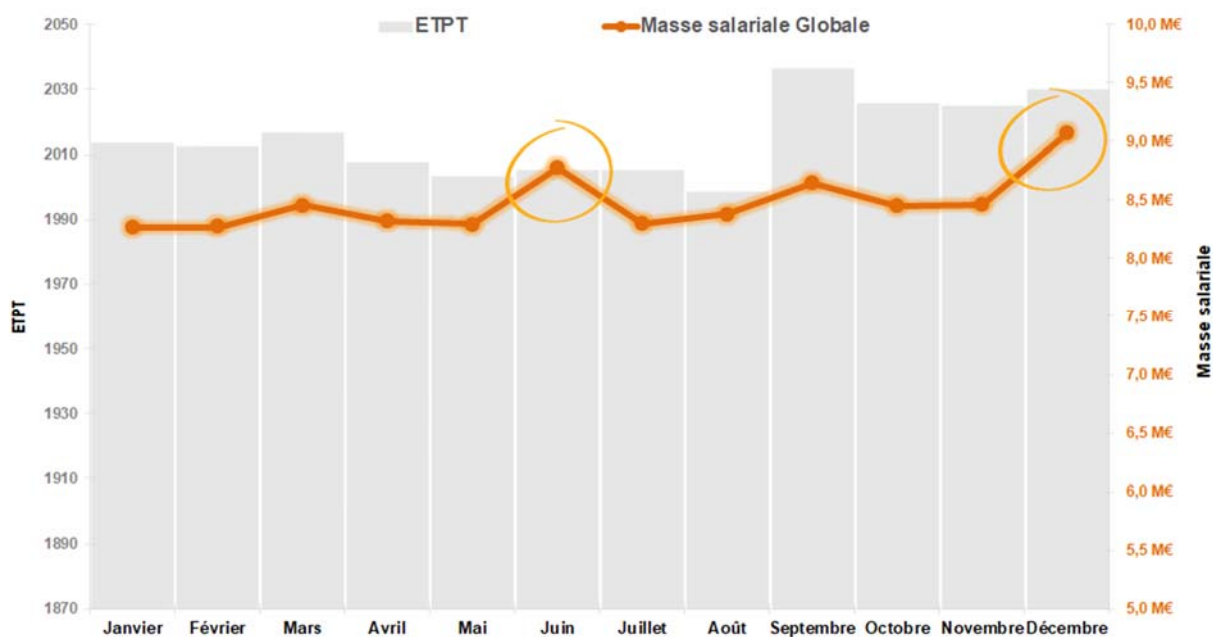



Figure 10 : Consommation mensuelle totale en ETPT et masse salariale globale

L'enveloppe de masse salariale globale de l'ENS de Lyon proposée au vote du conseil d'administration pour le budget rectificatif 2021 s'élève à **103 109 350 €** pour **2 015,1 ETPT**, dont :

 Support budgétaire	MS	Emplois
État	95 903 907 €	1 858,7
Ressources propres	7 205 443 €	156,4
<b>ENSL</b>	<b>103 109 350 €</b>	<b>2 015,1</b>

### 3.2.3.1.2 Autres dépenses de masse salariale globalisée

Les dépenses globalisées de masse salariale sont constituées très majoritairement de la masse salariale Etat, mais également de dépenses financées via des ressources propres.

Ces dépenses sont évaluées à **1,4M€** au budget initial 2022.

Elles comprennent les rémunérations des jurys du concours d'entrée pour environ **655k€**.

Les principales autres rémunérations sont prévues pour des recrutements de doctorants, post-doctorants, ou encore des ingénieurs et techniciens en CDD dans les **structures de recherche**. Le montant total atteint quasiment **700k€**.

Les autres dépenses de masse salariale sur ressources propres (5,8M€) sont portées par des contrats de recherche fléchés (cf paragraphe 4).

## 4. Recettes et dépenses fléchées du budget initial 2022

### De quoi parle-t-on ?

Les **recettes fléchées** constituent une exception au principe de globalisation des recettes et ont une utilisation prédéterminée par le financeur. Elles sont destinées à des dépenses explicitement identifiées, potentiellement réalisées sur un exercice différent de celui de leur encaissement. Ex : contrats de recherche.

### 4.1 Recettes fléchées du budget initial 2022

Les recettes fléchées inscrites au BI 2022 sont estimées à **9 691 618€**.

Les encaissements prévus se répartissent ainsi :

	Exécution 2019	Exécution 2020	BR 2021	BI 2022
ANR PIA IDEX	277 538 €	1 071 870 €	616 749 €	1 189 495 €
ANR PIA hors IDEX	138 220 €	461 018 €	1 409 425 €	1 184 186 €
<b>Total ANR PIA</b>	<b>415 759 €</b>	<b>1 532 888 €</b>	<b>2 026 174 €</b>	<b>2 373 681 €</b>
ANR hors PIA	1 763 078 €	2 580 974 €	3 240 625 €	3 047 658 €
Union Européenne	2 173 232 €	1 840 511 €	4 070 322 €	1 121 798 €
Région	270 005 €	179 367 €	684 286 €	1 003 522 €
Autres recettes	2 510 054 €	3 316 938 €	3 920 350 €	2 144 959 €
<b>TOTAL recettes fléchées</b>	<b>7 132 128 €</b>	<b>9 450 678 €</b>	<b>13 941 756 €</b>	<b>9 691 618 €</b>

Les tendances d'encaissements pour 2022 s'articulent autour du financement de 109 contrats ANR pour près de 56%, dont les 3 projets ANR IA pour 1M€, et les premiers versements de l'Equipex Spatial-Cell-ID et les projets du Plan de relance R&D. La fin de l>IDEX se concrétise en 2022 par le solde de 17 contrats sur les 39 restants pour un montant de près de 488k€.

La part des recettes estimées issues de contrat européens est en forte baisse par rapport à 2020 et 2021, qui peut s'expliquer par l'encaissement en 2020 et 2021 de versements conséquents liés à plusieurs projets ERC, Horizon 2020 ou H2020 ou encore celui du fonds européen de développement régional FEDER (Plexmico).

Les encaissements autres hors fondations, contrats et prestations de recherche hors ANR et SCSP se caractérisent en 2022 par le versement final de 6 contrats de plus de 50k€ pour un montant de 727k€ dont près de la moitié pour le GIS CollEx Persée.

Les recettes issues de la région sont prévues en hausse pour 2022, passant de 0,68k€ à 1M€. Ces dernières comprennent notamment 0,45k€ de 22 contrats Pack Ambition Recherche et International.

## 4.2 Dépenses fléchées du budget initial 2022

### 4.2.1 Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement sur contrats fléchés s'élèvent à **3 570 720€** au BI 2022 en crédits de paiement.

Selon la typologie de contrats, elles se répartissent comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

	Exécution 2019	Exécution 2020	Budget Rectificatif 2021	Budget initial 2022
ANR PIA IDEX	336 339 €	151 622 €	803 141 €	11 913 €
ANR PIA hors IDEX	124 761 €	25 767 €	61 406 €	260 324 €
<b>Total ANR PIA</b>	<b>461 100 €</b>	<b>177 389 €</b>	<b>864 547 €</b>	<b>272 237 €</b>
ANR hors PIA	609 739 €	60 340 €	846 393 €	1 169 938 €
Union Européenne	494 142 €	133 660 €	409 024 €	667 427 €
Région	154 818 €	77 454 €	353 239 €	498 860 €
Autres	780 574 €	550 825 €	1 147 233 €	962 258 €
<b>Fonctionnement fléché en crédits de paiement</b>	<b>2 500 373 €</b>	<b>999 667 €</b>	<b>3 620 437 €</b>	<b>3 570 720 €</b>

### 4.2.2 Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement sur contrats fléchés sont évaluées à **3 618 358€** en crédits de paiement pour ce budget initial.

	Exécution 2019	Exécution 2020	Budget Rectificatif 2021	Budget initial 2022
ANR PIA IDEX	22 729 €	95 524 €	682 603 €	10 000 €
ANR PIA hors IDEX	321 505 €	54 521 €	226 805 €	1 234 146 €
<b>Total ANR PIA</b>	<b>344 233 €</b>	<b>150 045 €</b>	<b>909 408 €</b>	<b>1 244 146 €</b>
ANR hors PIA	203 726 €	320 044 €	275 362 €	338 032 €
Union Européenne	88 313 €	629 835 €	517 673 €	1 123 743 €
Région	103 464 €	118 218 €	56 000 €	47 895 €
Autres	772 723 €	566 413 €	313 783 €	864 543 €
<b>Investissement fléché en crédits de paiement</b>	<b>1 512 459 €</b>	<b>1 784 555 €</b>	<b>2 072 225 €</b>	<b>3 618 358 €</b>

Ces dépenses d'investissements passent de 2,07M€ à 3,62M€ entre la prévision 2021 et le BI 2022. Cette hausse prévoit notamment des investissements significatifs tels que :

- le projet FEDER PLEXMICO pour 1,19M€ au PBES
- l'Equipex Spatial-Cell-ID (95k€) porté par le laboratoire IGFL
- un certain nombre d'investissements au laboratoire de Physique pour un total de 703k€ dont plusieurs d'un total de plus de 30k€ répartis sur 6 contrats (1 avec l'Europe, 2 avec des fondations - Wave Turbulence Simons Foundation et FQXi Silicon valley Community Foundation -, un avec l'US Army et deux avec l'ANR)
- 323k€ au laboratoire Chimie pour la majorité d'ANR
- 264k€ au LGL notamment pour l'achat du Spectro Raman (195k€).

### 4.2.3 La masse salariale

Les dépenses de masse salariale sur contrats fléchés sont inscrites à hauteur de **5 790 225€** en 2022.

	Exécution 2019	Exécution 2020	Budget Rectificatif 2021	Budget initial 2022
ANR PIA IDEX	327 575 €	446 825 €	1 071 062 €	354 530 €
ANR PIA hors IDEX	380 082 €	612 168 €	136 533 €	377 868 €
<b>Total ANR PIA</b>	<b>707 657 €</b>	<b>1 058 993 €</b>	<b>1 207 595 €</b>	<b>732 398 €</b>
ANR hors PIA	853 504 €	1 030 887 €	1 403 320 €	2 182 193 €
Union Européenne	649 862 €	805 116 €	1 028 858 €	990 646 €
Région	169 299 €	322 621 €	294 369 €	291 535 €
Autres	1 300 205 €	1 308 127 €	1 818 616 €	1 593 453 €
<b>Masse salariale fléchée</b>	<b>3 680 527 €</b>	<b>4 525 744 €</b>	<b>5 752 757 €</b>	<b>5 790 225 €</b>

Des recrutements de contractuels financés sur contrats fléchés sont prévus pour environ 133 ETPT (équivalents temps plein) sur l'ensemble de l'année 2022. Ce sont très majoritairement des doctorants et post-doctorants qui travaillent sur les projets de recherche financés par les contrats de recherche fléchés.

## 5. Indicateurs et ratios budgétaires et comptables

		Exécution 2018	Exécution 2019	Exécution 2020	BR 2021	BI 2022	Ecart BI 2022/ BR 2021
<b>Résultat</b>	ENS de Lyon	2 133 738 €	2 733 557 €	3 272 574 €	1 445 253 €	<b>1 984 322 €</b>	539 069 €
	BDL	0 €	0 €	0 €	0 €	<b>0 €</b>	0 €
	<b>TOTAL résultat</b>	2 133 738 €	2 733 557 €	3 272 574 €	1 445 253 €	<b>1 984 322 €</b>	539 069 €
<b>Capacité d'autofinancement (CAF)</b>	ENS de Lyon	5 143 281 €	4 966 922 €	6 153 447 €	4 192 196 €	<b>4 703 798 €</b>	511 602 €
	BDL	34 537 €	28 604 €	25 140 €	27 955 €	<b>31 741 €</b>	3 786 €
	<b>TOTAL CAF</b>	5 177 818 €	4 995 526 €	6 178 587 €	4 220 151 €	<b>4 735 539 €</b>	515 388 €
<b>Fonds de roulement</b>	ENS de Lyon	17 735 396 €	18 234 248 €	21 187 782 €	19 660 888 €	<b>15 999 581 €</b>	-3 661 307 €
	BDL	231 042 €	245 227 €	247 551 €	221 757 €	<b>238 498 €</b>	16 741 €
	<b>TOTAL fonds de roulement</b>	17 966 438 €	18 479 475 €	21 435 333 €	19 882 645 €	<b>16 238 079 €</b>	-3 644 566 €
<b>Solde budgétaire</b>	ENS de Lyon	5 664 772 €	-1 708 179 €	3 578 746 €	-99 996 €	<b>-6 495 256 €</b>	-6 395 260 €
	BDL	-37 217 €	36 553 €	-23 061 €	-51 166 €	<b>4 241 €</b>	55 407 €
	<b>TOTAL solde budgétaire</b>	5 627 555 €	-1 671 626 €	3 555 685 €	-151 162 €	<b>-6 491 015 €</b>	-6 339 853 €
<b>Trésorerie</b>	ENS de Lyon	27 680 412 €	25 615 235 €	28 709 805 €	28 234 208 €	<b>21 440 952 €</b>	-6 793 256 €
	BDL	229 226 €	244 524 €	241 421 €	200 255 €	<b>214 496 €</b>	14 241 €
	<b>TOTAL trésorerie</b>	27 909 638 €	25 859 759 €	28 951 226 €	28 434 463 €	<b>21 655 448 €</b>	-6 779 015 €

Le résultat, la capacité d'autofinancement et le niveau de fonds de roulement sont calculés en droits constatés. Les dépenses non décaissables (sans impact sur la trésorerie) sont prises en compte : amortissements, provisions, cautions des résidences étudiantes, dépenses réalisées en attente de factures.

En recettes, ce sont les éléments non encaissables qui sont intégrés en droits constatés et couvrent ainsi : les recettes d'amortissement, les reprises sur provision, et les recettes en attente d'encaissement. Tous ces indicateurs sont présentés dans l'annexe 6 : tableau de situation patrimoniale.

Quant au solde budgétaire, il s'agit d'un indicateur GBCP présenté dans l'annexe 2 : tableau des autorisations budgétaires.

## 5.1.1 Le solde budgétaire du BI 2022

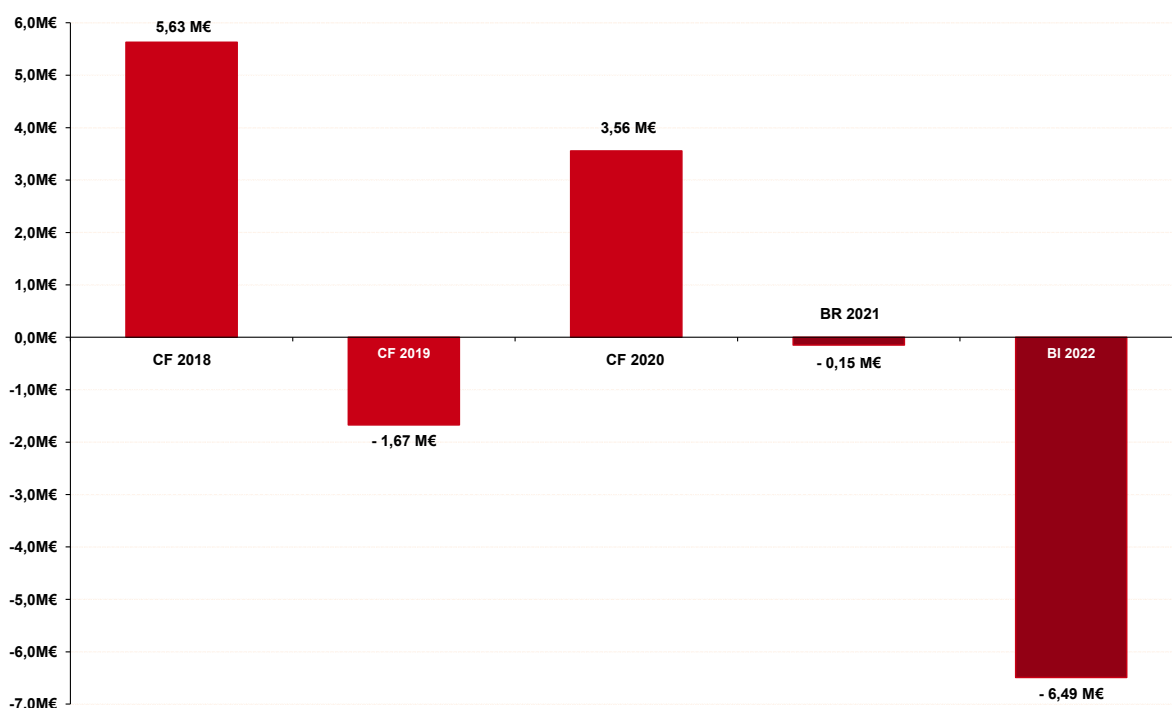
### De quoi parle-t-on ?

Le **solde budgétaire** correspond à l'écart entre les recettes encaissées et les crédits de paiement (=dépenses décaissées). Il s'agit du flux de trésorerie généré par l'activité de l'établissement.

Le solde budgétaire n'est pas obligatoirement à l'équilibre : il peut être excédentaire ou déficitaire.

Le solde budgétaire est déficitaire pour ce BI 2022 : **-6 491 015€**

En 2020, année marquée par la crise sanitaire, le solde budgétaire s'est avéré excédentaire (3,56M€) tout comme en 2018. Seule l'année 2019 a connu un solde déficitaire.



**Figure 11 : évolution du solde budgétaire depuis le compte financier 2018 (données prévisionnelles pour 2021 et 2022)**

Ce schéma démontre que le solde budgétaire peut être très variable d'une année à l'autre. Son évolution est fortement associée aux opérations pluriannuelles et aux opérations fléchées qui ont un impact significatif sur la trésorerie du fait de volumes d'encaissements et de décaissements pouvant être décalés sur des exercices différents.

Ce solde budgétaire négatif au BI 2022 s'explique par les opérations fléchées qui ont un impact de 3,29M€ comme constaté en annexe budgétaire n°8, mais aussi par les nombreux investissements prévus par l'établissement en 2022 et qui mobiliseront la trésorerie.



## 5.1.2 La trésorerie du BI 2022

### De quoi parle-t-on ?

Il s'agit des liquidités dont l'École dispose quoiqu'il arrive et quasi immédiatement.

La trésorerie est depuis le décret GBCP gérée à la fois en comptabilité budgétaire, en encaissements (recettes encaissées) et décaissements (crédits de paiement) et en comptabilité générale (compte financier de classe 5).

Le BI 2022 prévoit une mobilisation de la trésorerie pour 6,78M€, ce qui porte le niveau de la trésorerie de l'établissement à **21,66M€** fin 2022 soit 57 jours (seuil d'alerte = 30 jours).

Ce montant est calculé en prenant en compte comme base de départ le niveau de trésorerie prévisionnel au 31/12/2021 lors du budget rectificatif, qui s'élevait à 28,43M€.

Au vu du tableau 4 présenté en annexe, ce prélèvement sur la trésorerie en 2022 s'explique par :

- un solde budgétaire déficitaire de 6,49M€
- un décalage déficitaire de 0,29M€ entre les encaissements et décaissements liés aux opérations non budgétaires présentées dans le tableau 5 "opérations pour comptes de tiers"

La différence entre le niveau prévisionnel de la trésorerie et celui du fonds de roulement entraîne un besoin en fonds de roulement (BFR) de -5,42M€. Le besoin en fonds de roulement correspond à la somme que l'établissement doit financer pour couvrir le besoin résultant des décalages de trésorerie entre les entrées et les sorties.

La prévision de cet indicateur étant négative, l'établissement n'a pas de difficulté majeure dans la mesure où sa trésorerie couvre largement ses besoins.

## 5.1.3 Les restes-à-payer

Les restes-à-payer (RAP) font partie des indicateurs significatifs introduits par le décret GBCP. Ils permettent en effet d'appréhender la soutenabilité budgétaire de l'établissement à moyen et long terme. Ils représentent un montant inéluctable des décaissements à venir.

L'évolution des RAP, la durée sur laquelle ils s'étalent ainsi que les ressources permettant de couvrir les futurs décaissements constituent des points d'analyse essentiels de la soutenabilité budgétaire.

Le niveau final des restes-à-payer au 31/12/2022 pour l'ENS de Lyon est estimé à **45,69M€**. Ce montant figure dans l'annexe budgétaire intitulée « tableau de synthèse budgétaire et comptable ».

Le tableau 9 des opérations pluriannuelles permet d'identifier les principaux volumes de restes-à-payer par catégorie, qui sont le loyer du contrat de partenariat et les contrats d'enseignement (représentant à eux seuls 87% des restes-à-payer).

Nous constatons en effet que 21,8M€ de restes-à-payer concernent le loyer du contrat de partenariat public-privé, soit 47% de l'ensemble des restes-à-payer de l'établissement.

Les contrats d'enseignement constituent quant à eux 17,8M€ des restes-à-payer soit 39% du total des RAP. Ce volume important s'explique par l'intégration dans cette catégorie des reversements CDSN auprès des établissements partenaires, pour lesquels les engagements sont pris pour une durée de 3 ans pour chaque promotion d'étudiants.

## 5.1.4 Les ratios en comptabilité budgétaire

### 5.1.4.1 Poids relatif des dépenses de personnel

Ce ratio permet d'indiquer le degré de "rigidité" du budget lié à la part des dépenses destinées à la rémunération des personnels. Il se calcule à l'appui du tableau 2 des annexes réglementaires : dépenses de personnel / dépenses totales hors investissement.

2018	2019	2020	BR 2021	BI 2022
78,3%	76,6%	76,8%	75,3%	75,8%

Le transfert des CDSN depuis 2018 fait baisser le poids des dépenses de personnel par rapport à l'ensemble des dépenses de l'établissement.

### 5.1.4.2 Poids relatif des recettes propres

Cet indicateur mesure le degré de dépendance de l'établissement vis-à-vis des financements publics. Il se calcule à l'appui du tableau 2 des annexes réglementaires : recettes propres (globalisées et fléchées) / total des recettes.

2018	2019	2020	BR 2021	BI 2022
6,4%	6,3%	5,6%	6,1%	6,0%

La SCSP est la principale ressource de l'établissement, ce qui explique logiquement une dépendance élevée aux financements publics. En 2022, le poids recettes propres prévisionnel est identique à celui estimé au BR 2021.

### 5.1.4.1.3 Poids des crédits de paiement issus d'engagements pris antérieurement

Cet indicateur permet de préciser les hypothèses de budgétisation retenues pour déterminer le volume de crédits de paiement de l'année. Il permet également de mesurer le poids des décaissements inéluctables, car liés à des engagements déjà pris qu'il conviendra d'honorer quoiqu'il arrive, par rapport aux décaissements sur lesquels des marges de manœuvre existent davantage. Le calcul est : montant des CP relatifs à des AE consommées sur exercices antérieurs / montant total des CP de l'année issu du tableau 2.

2018	2019	2020	BR 2021	BI 2022
5,9%	6,2%	6,7%	5,6%	5,0%

En comparaison de 2020 et du BR 2021, le poids des crédits de paiement issus d'engagements antérieurs prévus en 2022 est en diminution. Cela signifie que l'établissement a moins d'engagements à dénouer liés aux années antérieures.

#### 5.1.4.1.4 Poids relatif des restes à payer

Ce ratio permet de mesurer le degré de rigidité de la dépense (hors dépenses de personnel) et l'inertie générée par les engagements pris au cours de l'exercice et des exercices précédents. Il se calcule comme tel : restes-à-payer (tous exercices confondus) issus du tableau de synthèse budgétaire et comptable / montant des CP de l'année hors personnel issus du tableau 2 en annexe.

2018	2019	2020	BR 2021	BI 2022
126,5%	114,4%	117,8%	98,9%	102,3%

Les restes-à-payer de notre établissement concernent majoritairement les engagements pris pour de nombreuses années.

#### 5.1.4.1.5 Poids des charges à payer au sein des restes à payer

Il permet de mesurer le poids des reste-à-payer les plus imminents. Si le pourcentage est élevé, il doit attirer l'attention sur la capacité ou non de l'établissement à faire face à cette sortie de trésorerie à venir. Il se calcule ainsi : charges à payer issues de la balance de comptabilité générale / restes-à-payer issus du tableau de synthèse budgétaire et comptable.

2018	2019	2020	BR 2021	BI 2022
8,8%	8,2%	6,4%	6,3%	5,7%

Ce ratio diminue entre la prévision 2021 et la prévision 2022. Ce taux plutôt faible signifie que l'établissement peut honorer sur l'exercice 2022 les décaissements liés à des dépenses rattachées comptablement à l'exercice 2021.

## 5.2.1 Le résultat du BI 2022

### De quoi parle-t-on ?

Le **résultat net comptable** correspond au bénéfice ou à la perte de la période, mesuré par la différence entre les produits et les charges (au sens comptable) de l'exercice. Il mesure les ressources nettes restant à l'établissement à l'issue de l'exercice.

**Calcul** : = Montant des recettes de fonctionnement (classe 7) – Montant des dépenses de fonctionnement (classe 6)

Le résultat prévisionnel de ce budget initial est évalué à **1 984 322€**.

Il est en hausse de 0,54M€ en comparaison de l'estimation de son niveau au BR 2021, comme on peut l'observer dans le tableau 6 de situation patrimoniale en annexe du rapport.

Il s'explique, en droits constatés, par des produits s'élevant à 147,4M€ et des charges de personnel et de fonctionnement de 145,5M€.

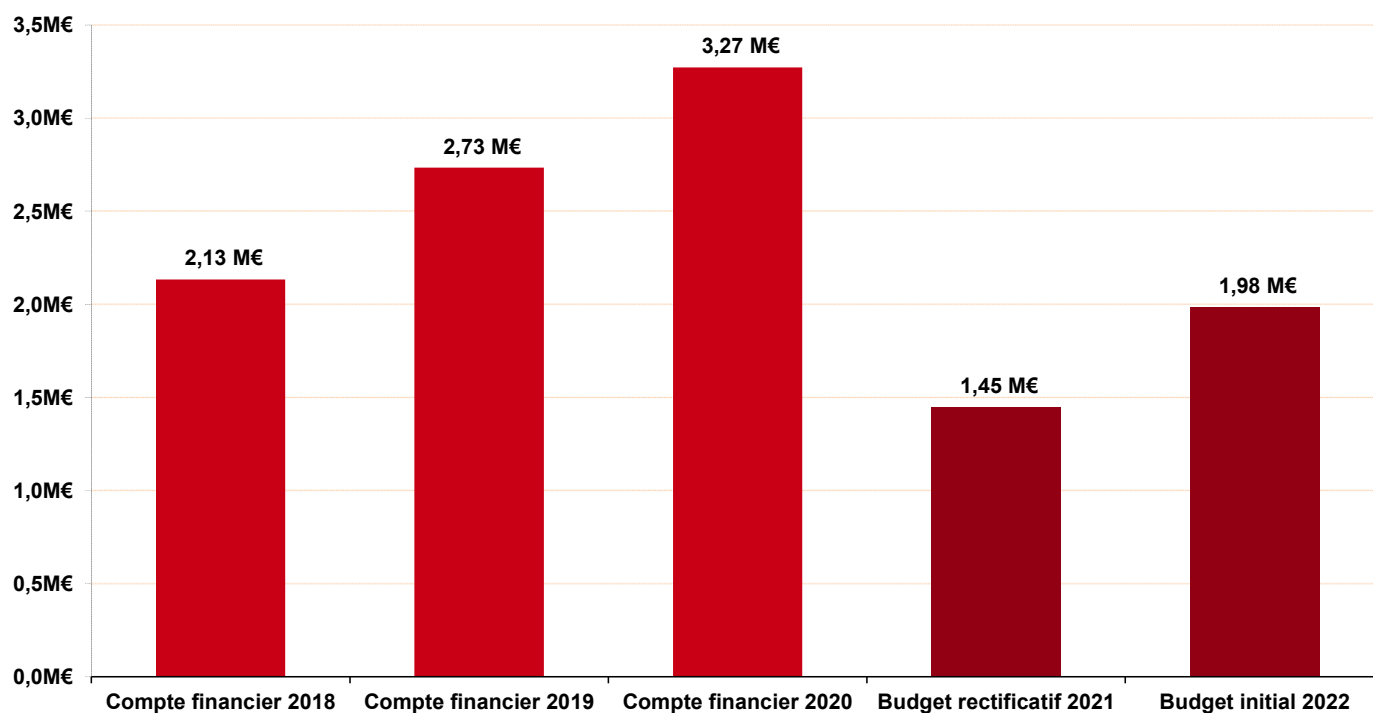


Figure 12 : évolution du résultat depuis le compte financier 2018 (résultat prévisionnel pour 2021 et 2022)

## 5.2.2 La capacité d'autofinancement (CAF) du BI 2022

### De quoi parle-t-on ?

La **capacité d'autofinancement (CAF)** correspond à l'ensemble des ressources financières générées par les opérations de gestion de l'établissement et dont il pourrait disposer pour couvrir ses autres besoins. Elle mesure donc la capacité de ce dernier à financer, sur ses propres ressources, les besoins liés à son existence, tels que les investissements ou les remboursements de dettes.

### Calcul (méthode additive) :

#### Résultat Net Comptable

- + Charges calculées (amortissements et provisions)
- Reprise sur charges calculées (reprises sur amortissements - dotation sur amortissements)
- + Valeur Nette Comptable d'éléments d'Actif Cédés
- Produits de Cession d'éléments d'Actif
- Quote-part des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice

La capacité d'autofinancement de l'établissement atteint **4 735 539€** pour ce BI 2022. Elle est en hausse par rapport au BR 2021.

La CAF est plus faible que celle observée depuis 2018 car elle est liée intrinsèquement au niveau du résultat, dont l'estimation à ce BI est plus basse que le niveau réalisé les années précédentes mais supérieure à celle du BR 2021 (en lien avec la prévision du résultat).

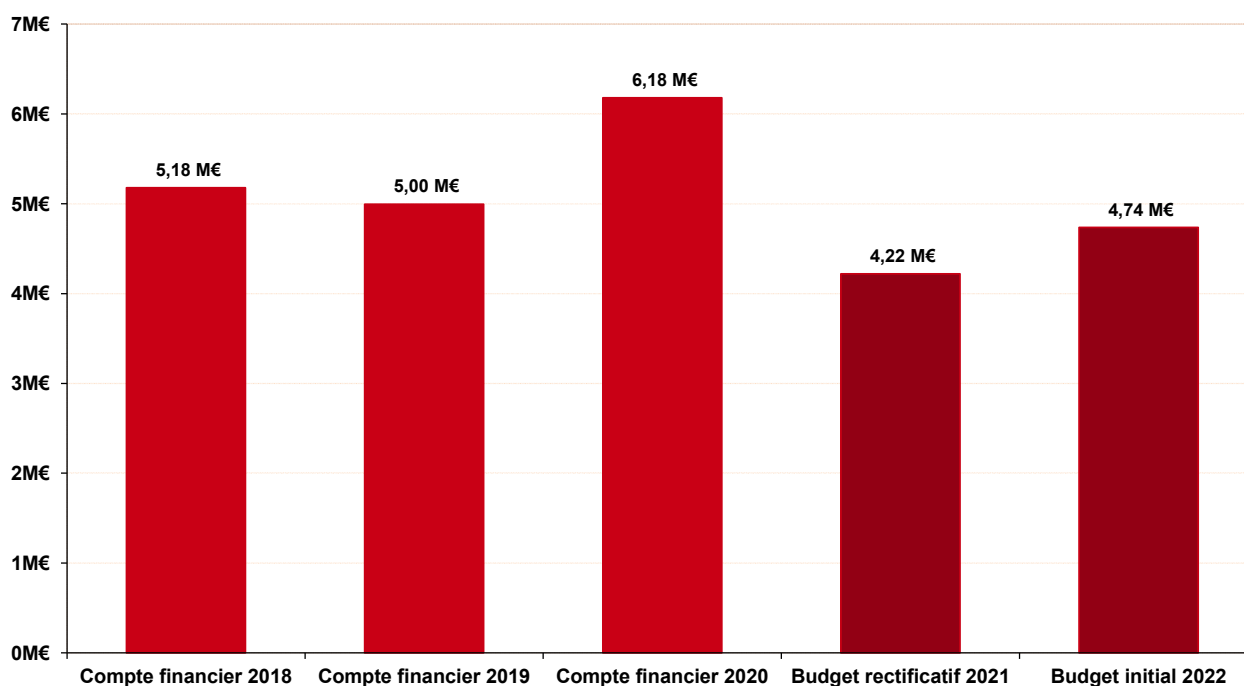


Figure 13 : évolution de la capacité d'autofinancement depuis le compte financier 2018 (CAF prévisionnelle pour 2021 et 2022)

### 5.2.3 Le fonds de roulement du BI 2022

#### De quoi parle-t-on ?

Le **fonds de roulement** constitue un excédent de ressources stables qui va permettre de financer une partie des besoins à court terme de l'établissement appelés autrement besoins en fonds de roulement.

En comptabilité budgétaire, il correspond à la somme des excédents que l'établissement a dégagé au cours du temps.

**Calcul** = Ressources stables (capitaux propres et provisions) – Actifs stables (actif immobilisé)

Si le fonds de roulement est positif, l'équilibre financier est donc respecté et l'établissement dispose grâce au fonds de roulement d'un excédent de ressources stables qui lui permettra de financer ses autres besoins de financement à court terme.

Avec un prélèvement prévisionnel évalué à 3,64M€, le projet de BI prévoit un fonds de roulement de l'établissement s'élevant à **16 238 079€** représentant 43 jours de fonctionnement (le seuil d'alerte fixé par Bercy est fixé à 15 jours). Pour rappel, la prévision 2021 s'élevait à 19,88M€ soit 53 jours de fonctionnement.

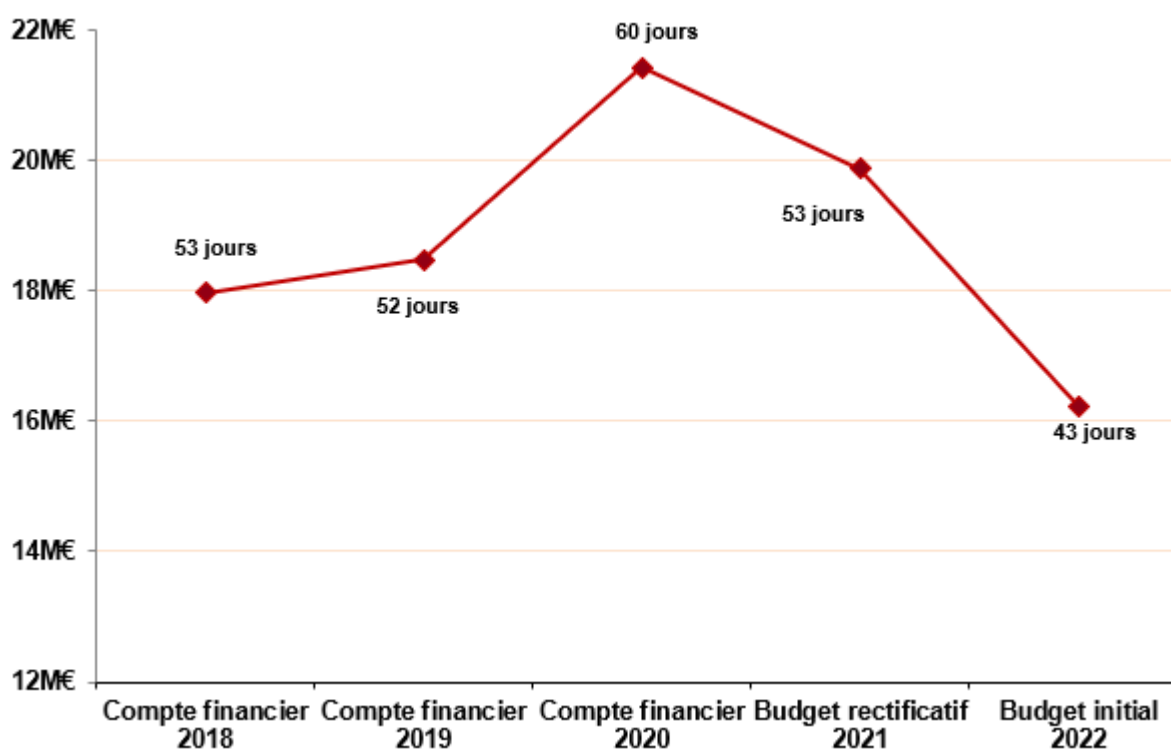


Figure 14 : évolution du fonds de roulement depuis le compte financier 2018 (prévisions pour 2021 et 2022)

## 5.2.4 Les ratios en comptabilité générale

Les ratios présentés sont des indicateurs d'analyse dont le ministère de l'action et des comptes publics recommande l'usage dans la circulaire des opérateurs transmise à chaque ministère. Le rectorat de l'académie de Lyon s'appuie également sur ces ratios afin d'apprécier la trajectoire financière et budgétaire de notre établissement.

Pour précision, certains de ces ratios sont déjà intégrés dans le corps de ce rapport et n'apparaissent donc pas dans ce paragraphe, comme le fonds de roulement en nombre de jours par exemple.

Les données utilisées pour calculer ces ratios sont celles issues du tableau 6 de situation patrimoniale, qui se trouve parmi les annexes réglementaires de ce rapport.

### 5.2.4.1.1 Poids des charges décaissables de fonctionnement général

Ce ratio mesure l'évolution dans le temps du poids relatif des charges de fonctionnement décaissables, hors charges de masse salariale. Il se calcule de la manière suivante : charges décaissables de fonctionnement / produits encaissables.

2018	2019	2020	BR 2021	BI 2022
21,6%	22,5%	22,4%	24,9%	25,0%

Depuis 2017, le poids des charges de fonctionnement augmente. Cela s'explique principalement par le transfert de l'Etat des financements relatifs aux CDSN, dont une grande partie est reversée en fonctionnement par l'ENS de Lyon aux établissements dans lesquels les doctorants vont effectuer leur thèse.

### 5.2.4.1.2 Dépendance aux financements de l'État

Cet indicateur mesure la dépendance de l'établissement à la subvention pour charges de service public et aux éventuelles autres subventions de l'État. Il se calcule de la manière suivante : ressources propres encaissables / produits encaissables. Une vigilance est à avoir si ce taux se situe entre 13% et 15%, et une alerte s'il est inférieur à 13%.

2018	2019	2020	BR 2021	BI 2022
14,4%	15,9%	15,4%	18,0%	18,2%

Pour ce BI, les ressources propres encaissables représentent 18,2% des produits encaissables. La dépendance de notre établissement aux financements de l'Etat demeure élevée, la subvention pour charges de service public (SCSP) étant la principale recette de l'Ecole.

### 5.2.4.1.3 Taux de déficit

Ce ratio éclaire sur l'envergure du résultat de l'établissement. Le mode de calcul pour déterminer cet indicateur est le suivant : résultat / total des recettes de la classe 7.

2018	2019	2020	BR 2021	BI 2022
1,6%	2,0%	2,3%	1,0%	1,3%

Pour ce BI 2022, cet indicateur est en hausse par rapport au BR 2021 car le niveau prévisionnel du résultat augmente entre ces 2 actes budgétaires. Le résultat a donc un poids plus important par rapport à l'ensemble des produits de fonctionnement de l'établissement.

#### 5.2.4.1.4 Poids des charges de personnel

Ce ratio, appelé aussi taux de saturation, permet de mesurer le poids des charges de personnel par rapport à l'ensemble des produits encaissables de l'établissement. Une vigilance est à avoir si ce taux se situe entre 82% et 83%, et une alerte s'il dépasse 83%.

2018	2019	2020	BR 2021	BI 2022
74,4%	73,7%	73,0%	72,1%	71,7%

La tendance du poids des charges de personnel est à la baisse depuis 2017. Cet indicateur est toutefois à analyser avec précaution. En effet, le transfert des financements des CDSN par l'Etat augmente les produits de l'établissement, mais les dépenses de masse salariale n'augmentent pas en miroir puisque les versements aux établissements partenaires sont réalisés en fonctionnement.

#### 5.2.4.1.5 Taux d'autofinancement

Ce ratio permet de mesurer l'amélioration ou la dégradation de la capacité d'autofinancement (CAF) par rapport à l'ensemble des produits encaissables. Une vigilance est à avoir si ce taux se situe entre 0,5% et 1%, et une alerte s'il est en dessous de 0,5%.

2018	2019	2020	BR 2021	BI 2022
4,1%	3,8%	4,6%	3,0%	3,3%

Le taux d'autofinancement basé sur les prévisions du BI est en-dessous des seuils de vigilance et d'alerte.



## 6. Annexes réglementaires

### 6.1 Annexe 1 : tableau des emplois

TABLEAU DES EMPLOIS

TABLEAU DES EMPLOIS - BUDGET INITIAL 2022					
CATEGORIES D'EMPLOIS	NATURE DES EMPLOIS		EMPLOIS - ARTICLE L712-9		NOMBRE D'EMPLOIS
			EN ETPT	AUTRES EMPLOIS EN ETPT	EN ETPT
ENSEIGNANTS, ENSEIGNANTS -CHERCHEURS, CHERCHEURS	PERMANENTS	TITULAIRES	228,6	-	228,6
		CDI		1,0	1,0
	NON PERMANENTS	CDD	207,8	107,8	315,6
<b>SOUS TOTAL EC</b>			<b>436,4</b>	<b>108,8</b>	<b>545,2</b>
ELEVES FONCTIONNAIRES STAGIAIRES					
BIATSS	PERMANENTS	TITULAIRES	900,0	-	900,0
		CDI	422,7	-	422,7
	NON PERMANENTS	CDD	27,6	-	27,6
<b>SOUS TOTAL BIATSS</b>			<b>72,0</b>	<b>47,6</b>	<b>119,6</b>
<b>TOTAL</b>			<b>522,3</b>	<b>47,6</b>	<b>569,9</b>
<b>PLAFOND DES EMPLOIS FIXES PAR L'ÉTAT</b>			<b>1 858,7</b>	<b>156,4</b>	<b>2 015,1</b>
<b>AUTRES EMPLOIS</b>			<b>1 977</b>	<b>156,4</b>	<b>2 133,4</b>
<b>PLAFOND GLOBAL DES EMPLOIS PROPOSÉ AU CONSEIL D'ADMINISTRATION</b>					
					<b>2 015,1</b>

## 6.2 Annexe 2 : tableau des autorisations budgétaires

### 6.2.1 Tableau des autorisations budgétaires établissement

Tableau 2 : Tableau des autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire établissement (ENS de Lyon + BDL)

	DÉPENSES						RECETTES			
	BR 2021		BI 2022		VARIATION		BR 2021	BI 2022	VARIATION	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP				
Personnel	100 891 619 €	100 891 619 €	103 109 350 €	103 109 350 €	2 217 731 €	2 217 731 €	128 642 048 €	131 572 804 €	2 930 756 €	Recettes globalisées
dont contributions employeur au CAS Pension	29 886 197 €		30 033 200 €	30 033 200 €	147 003 €	147 003 €	118 392 622 €	121 225 528 €	2 832 906 €	Subvention pour charges de service public
Infra-annuel	95 138 862 €		97 319 125 €	97 319 125 €	2 180 263 €	2 180 263 €	9 950 €	0 €	-9 950 €	Autres financements de l'Etat
Pluri-annuel	5 752 757 €		5 790 225 €	5 790 225 €	37 468 €	37 468 €	140 000 €	140 000 €	0 €	Fiscalité affectée
Fonctionnement	34 050 531 €	33 030 126 €	34 845 898 €	32 987 699 €	795 357 €	-62 427 €	2 927 416 €	2 495 475 €	-431 941 €	Autres financements publics
Infra-annuel	18 155 856 €	17 603 901 €	18 975 051 €	17 639 061 €	819 203 €	34 160 €	7 172 060 €	7 711 801 €	539 741 €	Recettes propres
Pluri-annuel	15 894 675 €	15 426 225 €	15 870 837 €	15 348 638 €	-23 836 €	-66 567 €				
dont reversements CDSM	12 231 482 €	10 746 788 €	12 472 341 €	10 698 918 €	2 40 949 €	-66 870 €	13 941 756 €	9 691 619 €	-4 250 138 €	Recettes fléchées
Intervention							443 221 €	324 699 €	-118 522 €	Financements de l'Etat fléchés
Investissement	8 092 467 €	8 813 221 €	14 119 096 €	11 678 388 €	6 026 629 €	2 865 167 €	11 996 582 €	8 576 935 €	-3 419 647 €	Autres financements publics fléchés
Infra-annuel	6 665 741 €	6 401 960 €	6 875 740 €	6 420 030 €	969 969 €	18 050 €	1 501 953 €	789 984 €	-711 969 €	Recettes propres fléchées
Pluri-annuel	2 206 726 €	2 411 241 €	7 243 356 €	5 258 359 €	5 036 630 €	2 847 117 €				
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>143 034 617 €</b>	<b>142 734 966 €</b>	<b>152 074 344 €</b>	<b>147 755 437 €</b>	<b>9 039 727 €</b>	<b>5 020 471 €</b>	<b>142 583 804 €</b>	<b>141 264 422 €</b>	<b>-1 319 382 €</b>	<b>TOTAL DES RECETTES</b>
<b>SOLDE BUDGÉTAIRE (excédent)</b>							<b>-151 162 €</b>	<b>-6 491 015 €</b>		<b>SOLDE BUDGÉTAIRE (déficit)</b>

## 6.2.2 Tableau des autorisations budgétaires ENS de Lyon

Tableau 2 : Tableau des autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire ENS de Lyon

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

DÉPENSES										RECETTES			
	BR 2021		BI 2022		VARIATION		BR 2021	BI 2022	VARIATION				
	AE	CP	AE	CP	AE	CP							
<b>Personnel</b>	<b>100 845 619 €</b>	<b>100 845 619 €</b>	<b>103 088 350 €</b>	<b>103 088 350 €</b>	<b>2 242 731 €</b>	<b>2 242 731 €</b>	<b>127 581 987 €</b>	<b>130 503 828 €</b>	<b>2 921 841 €</b>	<b>Recettes globalisées</b>			
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>	29 886 197 €	29 886 197 €	30 033 200 €	30 033 200 €	147 003 €	147 003 €	117 435 164 €	120 250 352 €	2 815 188 €	Subvention pour charges de service public			
<i>Infraannuel</i>	95 082 882 €	95 082 882 €	97 298 125 €	97 298 125 €	2 205 263 €	2 205 263 €	9 950 €	0 €	-9 950 €	Autres financements de l'Etat			
<i>Pluriannuel</i>	5 762 737 €	5 762 737 €	5 790 225 €	5 790 225 €	37 468 €	37 468 €	140 000 €	140 000 €	0 €	Fiscalité affectée			
<b>Fonctionnement</b>	<b>33 044 510 €</b>	<b>32 018 648 €</b>	<b>33 722 163 €</b>	<b>31 928 964 €</b>	<b>677 653 €</b>	<b>-89 684 €</b>	<b>2 837 613 €</b>	<b>2 414 475 €</b>	<b>-423 138 €</b>	Autres financements publics			
<i>Infraannuel</i>	17 153 209 €	16 585 795 €	17 688 826 €	16 616 826 €	715 617 €	21 031 €	7 159 260 €	7 699 001 €	539 741 €	Recettes propres			
<i>Pluriannuel</i>	15 891 301 €	15 432 853 €	15 853 337 €	15 312 138 €	-37 964 €	-110 715 €							
<i>dont reversements COSV</i>	12 231 482 €	10 745 789 €	12 472 341 €	10 658 918 €	2 240 649 €	-86 870 €							
<b>Intervention</b>							443 221 €	324 699 €	-118 522 €	Financements de l'Etat fléchés			
<b>Investissement</b>	<b>8 038 718 €</b>	<b>8 759 472 €</b>	<b>14 104 096 €</b>	<b>11 663 388 €</b>	<b>6 065 378 €</b>	<b>2 903 916 €</b>	1 501 953 €	789 984 €	-711 969 €	Recettes propres fléchées			
<i>Infraannuel</i>	5 831 992 €	6 348 231 €	6 860 740 €	6 405 030 €	1 028 748 €	56 789 €							
<i>Pluriannuel</i>	2 206 726 €	2 411 241 €	7 243 356 €	5 258 358 €	5 036 630 €	2 847 117 €							
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>141 928 847 €</b>	<b>141 623 739 €</b>	<b>150 914 609 €</b>	<b>146 680 702 €</b>	<b>8 985 762 €</b>	<b>5 066 963 €</b>	<b>141 523 743 €</b>	<b>140 185 446 €</b>	<b>-1 338 297 €</b>	<b>TOTAL DES RECETTES</b>			
<b>SOLDE BUDGÉTAIRE (excédent)</b>							<b>-99 996 €</b>	<b>-6 495 256 €</b>		<b>SOLDE BUDGÉTAIRE (déficit)</b>			

### 6.2.3 Tableau des autorisations budgétaires BDL

Tableau 2 : Tableau des autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire BDL

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

	DÉPENSES						RECETTES			
	BR 2021		BI 2022		VARIATION		BR 2021	BI 2022	VARIATION	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP				
<b>Personnel</b>	<b>46 000 €</b>	<b>46 000 €</b>	<b>21 000 €</b>	<b>21 000 €</b>	<b>-25 000 €</b>	<b>-25 000 €</b>	<b>1 068 976 €</b>	<b>8 915 €</b>	<b>Recettes globalisées</b>	
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>							957 458 €	17 718 €	Subvention pour charges de service public	
<i>Infra-annuel</i>	46 000 €	46 000 €	21 000 €	21 000 €	-25 000 €	-25 000 €			Autres financements de l'Etat	
<i>Pluri-annuel</i>	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €			Fiscalité affectée	
							89 803 €	-8 803 €	Autres financements publics	
<b>Fonctionnement</b>	<b>1 006 021 €</b>	<b>1 011 478 €</b>	<b>1 123 735 €</b>	<b>1 038 735 €</b>	<b>117 714 €</b>	<b>27 257 €</b>	<b>12 800 €</b>	<b>0 €</b>	Recettes propres	
<i>Infra-annuel</i>	1 002 649 €	1 008 106 €	1 106 235 €	1 021 235 €	103 586 €	13 129 €				
<i>Pluri-annuel</i>	3 372 €	3 372 €	17 500 €	17 500 €	14 128 €	14 128 €				
							<b>0 €</b>	<b>10 000 €</b>	<b>Recettes fléchées</b>	
									Financements de l'Etat fléchés	
							10 000 €	10 000 €	Autres financements publics fléchés	
									Recettes propres fléchées	
<b>Investissement</b>	<b>53 749 €</b>	<b>53 749 €</b>	<b>15 000 €</b>	<b>15 000 €</b>	<b>-38 749 €</b>	<b>-38 749 €</b>				
<i>Infra-annuel</i>	53 749 €	53 749 €	15 000 €	15 000 €	-38 749 €	-38 749 €				
<i>Pluri-annuel</i>	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €				
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>1 105 770 €</b>	<b>1 111 227 €</b>	<b>1 159 735 €</b>	<b>1 074 735 €</b>	<b>53 965 €</b>	<b>-36 492 €</b>	<b>1 060 061 €</b>	<b>18 915 €</b>	<b>TOTAL DES RECETTES</b>	
<b>SOLDE BUDGÉTAIRE (excédent)</b>					<b>4 241 €</b>		<b>-51 166 €</b>		<b>SOLDE BUDGÉTAIRE (déficit)</b>	

## 6.3 Annexe 3 : tableau des dépenses par destination et des recettes par origine

### 6.3.1 Tableau des dépenses par destination et des recettes par origine établissement

Tableau 3 : Tableau des dépenses par destination établissement (ENS de Lyon + BDL)

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
<b>Formation initiale et continue</b>	<b>22 532 368 €</b>	<b>22 532 368 €</b>	<b>13 159 714 €</b>	<b>11 346 291 €</b>	<b>15 000 €</b>	<b>15 000 €</b>	<b>35 707 082 €</b>	<b>33 893 659 €</b>
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	1 034 730 €	1 034 730 €	444 858 €	444 858 €	0 €	0 €	1 479 588 €	1 479 588 €
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	15 815 672 €	15 815 672 €	242 515 €	242 515 €	15 000 €	15 000 €	16 073 187 €	16 073 187 €
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	5 681 966 €	5 681 966 €	12 472 341 €	10 658 918 €	0 €	0 €	18 154 307 €	16 340 884 €
D105 - Bibliothèques et documentation	5 011 049 €	5 011 049 €	1 123 735 €	1 038 735 €	15 000 €	15 000 €	6 149 784 €	6 064 784 €
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	3 657 705 €	3 657 705 €	1 949 987 €	1 993 466 €	4 222 674 €	2 241 030 €	9 830 366 €	7 892 201 €
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	2 472 315 €	2 472 315 €	521 688 €	523 645 €	17 000 €	17 000 €	3 011 003 €	3 012 960 €
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	4 177 529 €	4 177 529 €	1 151 952 €	1 266 054 €	1 149 321 €	1 149 321 €	6 478 802 €	6 592 904 €
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	1 326 885 €	1 326 885 €	1 300 413 €	1 304 305 €	303 015 €	303 015 €	2 930 313 €	2 934 205 €
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	7 170 250 €	7 170 250 €	953 122 €	960 624 €	41 818 €	41 818 €	8 165 190 €	8 172 692 €
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	4 250 948 €	4 250 948 €	2 774 544 €	2 654 936 €	1 461 577 €	1 461 577 €	8 487 069 €	8 367 461 €
D113 - Diffusion des savoirs et musées	2 381 142 €	2 381 142 €	37 800 €	37 800 €	32 279 €	36 015 €	2 451 221 €	2 454 957 €
D114 - Immobilier	1 463 508 €	1 463 508 €	4 796 000 €	5 896 000 €	5 639 112 €	5 214 112 €	11 898 620 €	12 573 620 €
D115 - Pilotage et support	47 614 135 €	47 614 135 €	5 674 000 €	4 517 000 €	1 085 000 €	1 107 400 €	54 373 135 €	53 238 535 €
Étudiants	1 051 516 €	1 051 516 €	1 402 943 €	1 428 843 €	137 300 €	77 100 €	2 591 759 €	2 557 459 €
D201 - Aides directes aux étudiants	79 500 €	79 500 €	590 862 €	591 762 €	0 €	0 €	670 362 €	671 262 €
D202 - Aides indirectes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	972 016 €	972 016 €	812 081 €	837 081 €	137 300 €	77 100 €	1 921 397 €	1 886 197 €
<b>Total</b>	<b>103 109 350 €</b>	<b>103 109 350 €</b>	<b>34 845 898 €</b>	<b>32 967 699 €</b>	<b>14 119 096 €</b>	<b>11 678 388 €</b>	<b>152 074 344 €</b>	<b>147 765 437 €</b>
							<b>SOLDE BUDGETAIRE (déficit)</b>	
								<b>-6 491 015 €</b>

Tableau 3 : Tableau des recettes par origine établissement (ENS de Lyon + BDL)

## POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

	Recettes globalisées						Recettes fléchées			Total
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées		
Subvention pour charges de service public	121 225 528 €					116 250 €			121 341 778 €	
Droits d'inscription					660 000 €	0 €	0 €	0 €	660 000 €	
Formation continue, diplômes propres et VAE					80 000 €	0 €	0 €	0 €	80 000 €	
Taxe d'apprentissage					40 000 €	0 €	0 €	0 €	40 000 €	
Contrats et prestations de recherche hors ANR					596 309 €	0 €	0 €	156 385 €	752 694 €	
Valorisation					50 000 €	0 €	0 €	0 €	50 000 €	
ANR investissements d'avenir				0 €		0 €	2 373 681 €	0 €	2 373 681 €	
ANR hors investissements d'avenir				728 759 €		0 €	3 047 658 €	0 €	3 776 417 €	
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région				14 000 €		0 €	1 003 522 €	0 €	1 017 522 €	
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne				0 €		0 €	1 121 798 €	0 €	1 121 798 €	
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres		0 €		1 752 716 €	0 €	208 449 €	1 030 276 €	0 €	2 991 441 €	
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs		0 €		0 €	0 €	0 €	0 €	633 599 €	633 599 €	
Autres recettes			140 000 €	0 €	6 285 492 €	0 €	0 €	0 €	6 425 492 €	
<b>Total</b>	<b>121 225 528 €</b>	<b>0 €</b>	<b>140 000 €</b>	<b>2 495 475 €</b>	<b>7 711 801 €</b>	<b>324 699 €</b>	<b>8 576 935 €</b>	<b>789 984 €</b>	<b>141 264 422 €</b>	

### 6.3.2 Tableau des dépenses par destination et des recettes par origine ENS de Lyon

Tableau 3 : Tableau des dépenses par destination ENS de Lyon

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Formation initiale et continue	22 532 368 €	22 532 368 €	13 159 714 €	11 346 291 €	15 000 €	15 000 €	38 707 082 €	33 893 659 €
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	1 034 730 €	1 034 730 €	444 858 €	444 858 €			1 479 588 €	1 479 588 €
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	15 815 672 €	15 815 672 €	242 515 €	242 515 €	15 000 €	15 000 €	16 073 187 €	16 073 187 €
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	5 881 966 €	5 881 966 €	12 472 341 €	10 658 918 €			18 154 307 €	16 340 884 €
D105 - Bibliothèques et documentation	4 990 049 €	4 990 049 €					4 990 049 €	4 990 049 €
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	3 657 705 €	3 657 705 €	1 949 987 €	1 993 466 €	4 222 674 €	2 241 030 €	9 830 366 €	7 892 201 €
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	2 472 315 €	2 472 315 €	521 688 €	523 645 €	17 000 €	17 000 €	3 011 003 €	3 012 960 €
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	4 177 529 €	4 177 529 €	1 151 952 €	1 266 054 €	1 149 321 €	1 149 321 €	6 478 802 €	6 592 904 €
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies								
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	1 326 885 €	1 326 885 €	1 300 413 €	1 304 305 €	303 015 €	303 015 €	2 930 313 €	2 934 205 €
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	7 170 250 €	7 170 250 €	953 122 €	960 624 €	41 818 €	41 818 €	8 165 190 €	8 172 692 €
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	4 250 948 €	4 250 948 €	2 774 544 €	2 654 936 €	1 461 577 €	1 461 577 €	8 487 069 €	8 367 461 €
D113 - Diffusion des savoirs et musées	2 381 142 €	2 381 142 €	37 800 €	37 800 €	32 279 €	36 015 €	2 451 221 €	2 454 957 €
D114 - Immobilier	1 463 508 €	1 463 508 €	4 796 000 €	5 896 000 €	5 639 112 €	5 214 112 €	11 898 620 €	12 573 620 €
D115 - Ploiage et support	47 614 135 €	47 614 135 €	5 674 000 €	4 517 000 €	1 085 000 €	1 107 400 €	54 379 135 €	53 238 535 €
Étudiants	1 051 516 €	1 051 516 €	1 402 943 €	1 428 843 €	137 300 €	77 100 €	2 591 759 €	2 557 459 €
D201 - Aides directes aux étudiants	79 500 €	79 500 €	590 862 €	591 762 €			670 362 €	671 262 €
D202 - Aides indirectes							0 €	0 €
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	972 016 €	972 016 €	812 081 €	837 081 €	137 300 €	77 100 €	1 921 397 €	1 886 197 €
<b>Total</b>	<b>103 088 350 €</b>	<b>103 088 350 €</b>	<b>33 772 163 €</b>	<b>31 928 964 €</b>	<b>14 104 096 €</b>	<b>11 663 388 €</b>	<b>150 914 609 €</b>	<b>146 860 702 €</b>
								<b>SOLDE BUDGETAIRE (déficit)</b>
								<b>-6 495 256 €</b>

Tableau 3 : Tableau des recettes par origine ENS de Lyon

## POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

	Recettes globalisées						Recettes fléchées			Total
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées		
Subvention pour charges de service public	120 250 352 €					116 250 €			120 366 602 €	
Droits d'inscription					660 000 €				660 000 €	
Formation continue, diplômes propres et VAE					80 000 €				80 000 €	
Taxe d'apprentissage					40 000 €				40 000 €	
Contrats et prestations de recherche hors ANR					596 309 €			156 385 €	752 694 €	
Valorisation					50 000 €				50 000 €	
ANR investissements d'avenir								2 373 681 €	2 373 681 €	
ANR hors investissements d'avenir				728 759 €				3 047 658 €	3 776 417 €	
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région				14 000 €				1 003 522 €	1 017 522 €	
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne								1 121 798 €	1 121 798 €	
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres				1 671 716 €		208 449 €		1 020 276 €	2 900 441 €	
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs								633 599 €	633 599 €	
Autres recettes			140 000 €		6 272 692 €				6 412 692 €	
<b>Total</b>	<b>120 250 352 €</b>	<b>0 €</b>	<b>140 000 €</b>	<b>2 414 475 €</b>	<b>7 699 001 €</b>	<b>324 699 €</b>	<b>8 566 935 €</b>	<b>789 984 €</b>	<b>140 185 446 €</b>	



## 6.3.3 Tableau des dépenses par destination et des recettes par origine BDL

Tableau 3 : Tableau des dépenses par destination BDL

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Formation initiale et continue	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence								
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master								
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat								
D105 - Bibliothèques et documentation	21 000 €		1 123 735 €	1 038 735 €	15 000 €	15 000 €	1 159 735 €	1 074 735 €
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé								
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies								
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur								
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies								
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement								
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société								
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale								
D113 - Diffusion des savoirs et musées								
D114 - Immobilier								
D115 - Pliage et support								
Étudiants	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
D201 - Aides directes aux étudiants								
D202 - Aides indirectes								
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives								
<b>Total</b>	<b>21 000 €</b>	<b>21 000 €</b>	<b>1 123 735 €</b>	<b>1 038 735 €</b>	<b>15 000 €</b>	<b>15 000 €</b>	<b>1 159 735 €</b>	<b>1 074 735 €</b>
							<b>SOLDE BUDGETAIRE (excédent)</b>	<b>4 241 €</b>

Tableau 3 : Tableau des recettes par origine BDL

**POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

	Recettes globalisées						Recettes fléchées			Total
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées		
Subvention pour charges de service public	975 176 €								975 176 €	
Droits d'inscription									0 €	
Formation continue, diplômes propres et VAE									0 €	
Taxe d'apprentissage									0 €	
Contrats et prestations de recherche hors ANR									0 €	
Valorisation									0 €	
ANR investissements d'avenir									0 €	
ANR hors investissements d'avenir									0 €	
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région									0 €	
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne									0 €	
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres				81 000 €					91 000 €	
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs									0 €	
Autres recettes					12 800 €				12 800 €	
<b>Total</b>	<b>975 176 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>81 000 €</b>	<b>12 800 €</b>	<b>0 €</b>	<b>10 000 €</b>	<b>0 €</b>	<b>1 078 976 €</b>	

## 6.4 Annexe 4 : tableau d'équilibre financier

### 6.4.1 Tableau d'équilibre financier établissement

Tableau 4 : Tableau d'équilibre financier établissement (ENS de Lyon + BDL)

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Besoins (utilisation des financements)				Financements (couverture des besoins)			
	BR 2021	BI 2022	VARIATION	BR 2021	BI 2022	VARIATION	
Solde budgétaire (déficit) *	151 162 €	6 491 015 €	6 339 853 €				Solde budgétaire (excédent) *
<i>dont solde budgétaire budget principal</i>							<i>dont solde budgétaire budget principal</i>
<i>dont solde budgétaire budget du SAIC</i>							<i>dont solde budgétaire budget du SAIC</i>
<i>dont solde budgétaire FU</i>							<i>dont solde budgétaire FU</i>
<i>dont solde budgétaire BAI</i>							<i>dont solde budgétaire BAI</i>
<i>dont solde budgétaire SIE (BDL)</i>							<i>dont solde budgétaire SIE (BDL)</i>
Cautions résidences étudiantes	195 000 €	195 000 €	0 €	195 000 €	195 000 €	0 €	Cautions résidences étudiantes
Opérations au nom et pour le compte de tiers (décaissements de l'exercice)	3 980 858 €	4 778 760 €	797 902 €	3 615 257 €	4 490 760 €	875 503 €	Opérations au nom et pour le compte de tiers (encaissements de l'exercice)
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)							Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)
<b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme</b>	<b>4 327 020 €</b>	<b>11 464 775 €</b>	<b>7 137 755 €</b>	<b>3 810 257 €</b>	<b>4 685 760 €</b>	<b>875 503 €</b>	<b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme</b>
<b>Variation de trésorerie</b>				<b>516 763 €</b>	<b>6 779 015 €</b>	<b>6 262 252 €</b>	<b>Variation de trésorerie</b>
<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée</i>	<i>2 420 973 €</i>				<i>3 287 685 €</i>	<i>5 708 658 €</i>	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée</i>
<i>dont Abondement de la trésorerie disponible (non fléchée)</i>				<i>2 937 736 €</i>	<i>3 491 330 €</i>	<i>553 594 €</i>	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie disponible (non fléchée)</i>
<b>TOTAL DES BESOINS</b>	<b>4 327 020 €</b>	<b>11 464 775 €</b>	<b>7 137 755 €</b>	<b>4 327 020 €</b>	<b>11 464 775 €</b>	<b>7 137 755 €</b>	<b>TOTAL DES FINANCEMENTS</b>

## 6.4.2 Tableau d'équilibre financier ENS de Lyon

Tableau 4 : Tableau d'équilibre financier ENS de Lyon

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Besoins (utilisation des financements)				Financements (couverture des besoins)			
	BR 2021	BI 2022	VARIATION	BR 2021	BI 2022	VARIATION	
Solde budgétaire (déficit) *	98 996 €	6 495 256 €	6 395 260 €				Solde budgétaire (excédent) *
<i>dont solde budgétaire budget principal</i>							<i>dont solde budgétaire budget principal</i>
<i>dont solde budgétaire budget du SAIC</i>							<i>dont solde budgétaire budget du SAIC</i>
<i>dont solde budgétaire FU</i>							<i>dont solde budgétaire FU</i>
<i>dont solde budgétaire BAI</i>							<i>dont solde budgétaire BAI</i>
<i>dont solde budgétaire SIE</i>							<i>dont solde budgétaire SIE (BDL)</i>
Cautions résidences étudiantes	195 000 €	195 000 €	0 €	195 000 €	195 000 €	0 €	Cautions résidences étudiantes
Opérations au nom et pour le compte de tiers (décaissements de l'exercice)	3 890 858 €	4 688 760 €	797 902 €	3 515 257 €	4 390 760 €	875 503 €	Opérations au nom et pour le compte de tiers (encaissements de l'exercice)
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)							Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)
<b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme</b>	<b>4 185 854 €</b>	<b>11 379 016 €</b>	<b>7 193 162 €</b>	<b>3 710 257 €</b>	<b>4 585 760 €</b>	<b>875 503 €</b>	<b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme</b>
<b>Variation de trésorerie</b>				<b>475 597 €</b>	<b>6 793 256 €</b>	<b>6 317 659 €</b>	<b>Variation de trésorerie</b>
<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée</i>	2 424 345 €				3 280 185 €	5 704 530 €	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée</i>
<i>dont Abondement de la trésorerie disponible (non fléchée)</i>				2 890 942 €	3 513 071 €	613 129 €	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie disponible (non fléchée)</i>
<b>TOTAL DES BESOINS</b>	<b>4 185 854 €</b>	<b>11 379 016 €</b>	<b>7 193 162 €</b>	<b>4 185 854 €</b>	<b>11 379 016 €</b>	<b>7 193 162 €</b>	<b>TOTAL DES FINANCEMENTS</b>

## 6.4.3 Tableau d'équilibre financier BDL

Tableau 4 : Tableau d'équilibre financier BDL

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Besoins (utilisation des financements)				Financements (couverture des besoins)			
	BR 2021	BI 2022	VARIATION	BR 2021	BI 2022	VARIATION	
Solde budgétaire (déficit)	51 166 €			4 241 €	4 241 €	55 407 €	Solde budgétaire (excédent)
<i>dont solde budgétaire budget principal</i>							<i>dont solde budgétaire budget principal</i>
<i>dont solde budgétaire budget du SAIC</i>							<i>dont solde budgétaire budget du SAIC</i>
<i>dont solde budgétaire FU</i>							<i>dont solde budgétaire FU</i>
<i>dont solde budgétaire BAI</i>							<i>dont solde budgétaire BAI</i>
<i>dont solde budgétaire SIE</i>							<i>dont solde budgétaire SIE (BDL)</i>
Remboursements d'emprunts							Nouveaux emprunts
Opérations au nom et pour le compte de tiers (décaissements de l'exercice)	90 000 €	90 000 €	0 €	100 000 €	100 000 €	0 €	Opérations au nom et pour le compte de tiers (encaissements de l'exercice)
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)							Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)
<b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme</b>	<b>141 166 €</b>	<b>90 000 €</b>	<b>51 166 €</b>	<b>100 000 €</b>	<b>104 241 €</b>	<b>4 241 €</b>	<b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme</b>
<b>Variation de trésorerie</b>		<b>14 241 €</b>	<b>55 407 €</b>	<b>41 166 €</b>			<b>Variation de trésorerie</b>
<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée</i>				3 372 €	7 500 €	4 128 €	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée</i>
<i>dont Abondement de la trésorerie disponible (non fléchée)</i>		21 741 €	59 535 €	37 794 €			<i>dont Prélèvement sur la trésorerie disponible (non fléchée)</i>
<b>TOTAL DES BESOINS</b>	<b>141 166 €</b>	<b>104 241 €</b>	<b>-36 925 €</b>	<b>141 166 €</b>	<b>104 241 €</b>	<b>-36 925 €</b>	<b>TOTAL DES FINANCEMENTS</b>

## 6.5 Annexe 5 : tableau des opérations pour compte de tiers

### 6.5.1 Tableau des opérations pour compte de tiers établissement

**Tableau 5 : Tableau des opérations pour le compte de tiers Établissement (ENS de Lyon et BDL)**

**POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Suivi des opérations au nom et pour le compte de tiers Établissement (ENS de Lyon et BDL)

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Décaissements	Encaissements
Bourses Aide à la mobilité internationale	C 46711	AMI	50 400 €	50 400 €
TVA	C 445	TVA	3 490 000 €	3 200 000 €
Inscriptions banque d'épreuves littéraires	C47312	BEL	600 000 €	602 000 €
Retraite supplémentaire de la fonction publique	C47311	RAFP	10 000 €	10 000 €
Reversements partenaires - contrats de recherche	C4675/4434	Reversements	628 360 €	628 360 €
<b>TOTAL</b>			<b>4 778 760 €</b>	<b>4 490 760 €</b>

Nous constatons un décalage entre les encaissements et les décaissements sur les opérations suivantes :

- TVA : le montant des dépenses, pour lesquelles l'établissement peut déduire intégralement ou partiellement la TVA, est supérieur au montant des recettes sur lesquelles la collecte est possible.
- Inscriptions BEL : une partie des encaissements revient à l'ENS et sera donc comptabilisée comme une recette budgétaire

## 6.5.2 Tableau des opérations pour compte de tiers ENS de Lyon

Tableau 5 : Tableau des opérations pour le compte de tiers ENS de Lyon

## POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Suivi des opérations au nom et pour le compte de tiers - ENS de Lyon

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Décaissements	Encaissements
Bourses Aide à la mobilité internationale	C 4671	AMI	50 400 €	50 400 €
TVA	C 445	TVA	3 400 000 €	3 100 000 €
Inscriptions banque d'épreuves littéraires	C47312	BEL	600 000 €	602 000 €
Retraite additionnelle de la fonction publique	C47311	RAFP	10 000 €	10 000 €
Reversements partenaires - contrats de recherche	C4675/4434	Reversements	628 360 €	628 360 €
<b>TOTAL</b>			<b>4 688 760 €</b>	<b>4 390 760 €</b>

## 6.5.3 Tableau des opérations pour compte de tiers BDL

Tableau 5 : Tableau des opérations pour le compte de tiers BDL

## POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

## Suivi des opérations au nom et pour le compte de tiers - BDL

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Décaissements	Encaissements
Bourses Aide à la mobilité internationale	C 46711	AMI		
TVA	C 445	TVA	90 000 €	100 000 €
Inscriptions banque d'épreuves littéraires	C47312	BEL		
Reversements partenaires - contrats de recherche	C4675/4434	Reversements		
<b>TOTAL</b>			<b>90 000 €</b>	<b>100 000 €</b>



## 6.6 Annexe 6 : tableau de situation patrimoniale

### 6.6.1 Tableau de situation patrimoniale établissement

Tableau 6 : Tableau de situation patrimoniale Établissement (ENS de Lyon+EDL)

**POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**Compte de résultat prévisionnel**

CHARGES	BR 2021	BI 2022	VARIATION	PRODUITS	BR 2021	BI 2022	VARIATION
Personnel	99 808 449 €	101 732 021 €	1 923 572 €	Subventions de l'Etat	118 518 822 €	121 506 322 €	2 987 500 €
<i>dont charges de pensions civiles*</i>	29 886 197 €	30 033 200 €	147 003 €	Fiscalité affectée	140 000 €	140 000 €	0 €
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	42 331 649 €	43 663 228 €	1 331 579 €	Autres subventions	11 913 685 €	11 077 561 €	-736 124 €
				Autres produits	13 112 844 €	14 715 688 €	1 602 844 €
<b>TOTAL DES CHARGES (1)</b>	<b>142 140 099 €</b>	<b>145 455 249 €</b>	<b>3 315 151 €</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS (2)</b>	<b>143 586 351 €</b>	<b>147 439 571 €</b>	<b>3 854 220 €</b>
<i>Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)</i>	<i>1 445 253 €</i>	<i>1 984 322 €</i>	<i>539 069 €</i>	<i>Résultat prévisionnel : déficit (3) = (2) - (1)</i>	<i>0 €</i>	<i>0 €</i>	<i>0 €</i>
<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3)</b>	<b>143 585 351 €</b>	<b>147 439 571 €</b>	<b>3 854 220 €</b>	<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3)</b>	<b>143 586 351 €</b>	<b>147 439 571 €</b>	<b>3 854 220 €</b>

\* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

**Calcul de la capacité d'auto-financement (CAF)**

	BR 2021	BI 2022	VARIATION
<b>Résultat prévisionnel de l'exercice bénéfice (3)</b>	1 445 253 €	1 984 322 €	539 069 €
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	7 900 348 €	8 196 723 €	296 375 €
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	5 125 450 €	5 445 506 €	320 056 €
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	0 €	0 €	0 €
- produits de cession d'éléments d'actifs	0 €	0 €	0 €
- quote-part des subventions d'investissement versée au résultat de l'exercice	0 €	0 €	0 €
<b>= CAF *</b>	<b>4 220 151 €</b>	<b>4 735 539 €</b>	<b>515 388 €</b>

\* capacité d'auto-financement ou insuffisance d'auto-financement

**État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés**

EMPLOIS	BR 2021	BI 2022	VARIATION	RESSOURCES	BR 2021	BI 2022	VARIATION
Insuffisance d'auto-financement*	0 €	0 €	0 €	Capacité d'auto-financement*	4 220 151 €	4 735 539 €	515 388 €
Investissements	8 307 951 €	11 428 388 €	3 120 437 €	Financement de l'actif par l'Etat	0 €	0 €	0 €
Remboursement des dettes financières	195 000 €	195 000 €	0 €	Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	2 066 642 €	2 621 783 €	555 141 €
				Autres ressources	488 470 €	426 500 €	-41 970 €
<b>TOTAL DES EMPLOIS (5)</b>	<b>8 502 951 €</b>	<b>11 623 388 €</b>	<b>3 120 437 €</b>	Augmentation des dettes financières	195 000 €	195 000 €	0 €
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)				<b>TOTAL DES RESSOURCES (6)</b>	<b>6 950 263 €</b>	<b>7 978 822 €</b>	<b>1 028 559 €</b>
				Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)	<b>1 552 688 €</b>	<b>3 644 566 €</b>	<b>2 091 878 €</b>

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

	BR 2021	BI 2022	VARIATION
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : AUGMENTATION OU DIMINUTION	-1 552 688 €	-3 644 566 €	-2 091 878 €
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	-1 035 925 €	3 134 449 €	4 170 374 €
Variation de la TRESORERIE : AUGMENTATION OU DIMINUTION	-516 763 €	-6 779 015 €	-6 262 252 €
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	19 882 645 €	16 238 079 €	-3 644 566 €
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-8 551 818 €	-5 417 369 €	3 134 449 €
Niveau de la TRESORERIE	28 434 463 €	21 655 448 €	-6 779 015 €

\* : montant issu du tableau "équilibre financier"

## 6.6.2 Tableau de situation patrimoniale ENS de Lyon

Tableau 6 : Tableau de situation patrimoniale ENS de Lyon

**POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**Compte de résultat prévisionnel**

CHARGES	BR 2021	BI 2022	VARIATION	PRODUITS	BR 2021	BI 2022	VARIATION
Personnel	99 762 449 €	101 771 021 €	2 008 572 €	Subventions de l'Etat	117 561 364 €	120 531 146 €	2 969 782 €
dont charges de pensions civiles*	29 886 197 €	30 033 200 €	147 003 €	Fiscalité affectée	140 000 €	140 000 €	0 €
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	41 289 035 €	42 590 381 €	1 301 346 €	Autres subventions	11 698 510 €	10 974 061 €	-724 449 €
<b>TOTAL DES CHARGES (1)</b>	<b>141 051 484 €</b>	<b>144 361 402 €</b>	<b>3 309 918 €</b>	Autres produits	13 096 863 €	14 700 517 €	1 603 654 €
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	1 445 253 €	1 984 322 €	539 069 €	<b>TOTAL DES PRODUITS (2)</b>	<b>142 496 737 €</b>	<b>146 345 724 €</b>	<b>3 848 987 €</b>
<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3)</b>	<b>142 496 737 €</b>	<b>146 345 724 €</b>	<b>3 848 987 €</b>	Résultat prévisionnel : déficit (3) = (2) - (1)	142 496 737 €	146 345 724 €	3 848 987 €
				<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3)</b>	<b>142 496 737 €</b>	<b>146 345 724 €</b>	<b>3 848 987 €</b>

\* Il s'agit des sous-catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

**Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)**

	BR 2021	BI 2022	VARIATION
<b>Résultat prévisionnel de l'exercice</b>	<b>1 445 253 €</b>	<b>1 984 322 €</b>	<b>539 069 €</b>
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	7 869 212 €	8 162 611 €	293 399 €
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	5 122 269 €	5 443 135 €	320 866 €
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés			
- produits de cession d'éléments d'actifs			
- quote-part des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice			
<b>= CAF *</b>	<b>4 192 196 €</b>	<b>4 703 798 €</b>	<b>511 602 €</b>

\* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

**État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés**

EMPLOIS	BR 2021	BI 2022	VARIATION	RESSOURCES	BR 2021	BI 2022	VARIATION
Insuffisance d'autofinancement*				Capacité d'autofinancement	4 192 196 €	4 703 798 €	511 602 €
Investissements	8 254 202 €	11 413 388 €	3 159 186 €	Financement de l'Etat	0 €	0 €	0 €
Remboursement des dettes financières	195 000 €	195 000 €	0 €	Financement de l'Etat par des tiers autres que l'Etat	2 096 642 €	2 821 763 €	555 141 €
<b>TOTAL DES EMPLOIS (5)</b>	<b>8 449 202 €</b>	<b>11 608 388 €</b>	<b>3 159 186 €</b>	Autres ressources	468 470 €	426 500 €	-41 970 €
<b>Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)</b>				Augmentation des dettes financières	195 000 €	195 000 €	0 €
				<b>TOTAL DES RESSOURCES (6)</b>	<b>6 922 308 €</b>	<b>7 947 061 €</b>	<b>1 024 773 €</b>
				<b>Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)</b>	<b>1 526 894 €</b>	<b>3 661 307 €</b>	<b>2 134 413 €</b>

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

	BR 2021	BI 2022	VARIATION
<b>VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : AUGMENTATION OU DIMINUTION</b>	<b>-1 526 894 €</b>	<b>-3 661 307 €</b>	<b>-2 134 413 €</b>
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	-1 051 297 €	3 131 949 €	4 183 246 €
Variation de la TRESORERIE : AUGMENTATION OU DIMINUTION	-475 597 €	-6 793 256 €	-6 317 659 €
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	19 660 888 €	15 999 581 €	-3 661 307 €
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-8 573 320 €	-5 441 371 €	3 131 949 €
Niveau de la TRESORERIE	28 234 208 €	21 440 952 €	-6 793 256 €

\* : montant issu du tableau "équilibre financier"

### 6.6.3 Tableau de situation patrimoniale BDL

Tableau 6 : Tableau de situation patrimoniale BDL

**POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	BR 2021	BI 2022	VARIATION	PRODUITS	BR 2021	BI 2022	VARIATION
Personnel	46 000 €	21 000 €	-25 000 €	Subventions de l'Etat	957 468 €	975 176 €	17 718 €
dont charges de pensions civiles*				Fiscalité affectée			
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	1 042 614 €	1 072 847 €	30 233 €	Autres subventions	115 175 €	103 800 €	-11 675 €
				Autres produits	15 981 €	15 171 €	-810 €
<b>TOTAL DES CHARGES (1)</b>	<b>1 088 614 €</b>	<b>1 093 847 €</b>	<b>5 233 €</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS (2)</b>	<b>1 088 614 €</b>	<b>1 093 847 €</b>	<b>5 233 €</b>
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	0 €	0 €	0 €	Résultat prévisionnel : déficit (3) = (2) - (1)	0 €	0 €	0 €
<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>1 088 614 €</b>	<b>1 093 847 €</b>	<b>5 233 €</b>	<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3)</b>	<b>1 088 614 €</b>	<b>1 093 847 €</b>	<b>5 233 €</b>

\* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	BR 2021	BI 2022	VARIATION
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (4))	0 €	0 €	0 €
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	31 136 €	34 112 €	2 976 €
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	3 181 €	2 371 €	-810 €
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés			
- produits de cession d'éléments d'actifs			
- quote-part des subventions d'investissement versées au résultat de l'exercice			
<b>= CAF ou IAF*</b>	<b>27 955 €</b>	<b>31 741 €</b>	<b>3 786 €</b>

\* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	BR 2021	BI 2022	VARIATION	RESSOURCES	BR 2021	BI 2022	VARIATION
Insuffisance d'autofinancement*				Capacité d'autofinancement*	27 955 €	31 741 €	3 786 €
Investissements	53 749 €	15 000 €	-38 749 €	Financement de l'actif par l'Etat			
Reboursement des dettes financières				Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat			
				Autres ressources			
				Augmentation des dettes financières			
<b>TOTAL DES EMPLOIS (5)</b>	<b>53 749 €</b>	<b>15 000 €</b>	<b>-38 749 €</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES (6)</b>	<b>27 955 €</b>	<b>31 741 €</b>	<b>3 786 €</b>
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)				Diminution du fonds de roulement (8) = (6)-(6)	<b>25 794 €</b>		

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

	BR 2021	BI 2022	VARIATION
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : AUGMENTATION OU DIMINUTION	-25 794 €	16 741 €	42 535 €
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	15 372 €	2 500 €	-12 872 €
Variation de la TRESORERIE : AUGMENTATION OU DIMINUTION	-41 166 €	14 241 €	55 407 €
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	221 757 €	238 498 €	16 741 €
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	21 502 €	24 002 €	2 500 €
Niveau de la TRESORERIE	200 255 €	214 496 €	14 241 €

\* : montant issu du tableau "équilibre financier"

## 6.7 Annexe 7 : tableau présentant le plan de trésorerie

Tableau présentant le plan de trésorerie

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de la trésorerie annuelle
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	28 434 483 €	48 870 260 €	39 125 397 €	28 568 296 €	47 018 801 €	39 048 776 €	28 320 577 €	59 657 871 €	51 967 850 €	40 227 028 €	47 709 931 €	35 724 421 €	
<i>dont placements</i>	0												
<b>ENCAISSEMENTS</b>													
<b>A1. Recettes budgétaires globalisées</b>	29 736 101 €	1 070 352 €	690 505 €	30 203 802 €	782 409 €	969 453 €	44 716 414 €	512 931 €	600 758 €	18 730 835 €	832 275 €	2 717 969 €	131 572 804 €
Subvention pour charges de service public	29 726 797 €	0 €	0 €	29 726 797 €	0 €	0 €	43 935 856 €	0 €	0 €	17 836 078 €	0 €	0 €	121 225 528 €
Autres financements de l'Etat	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	100 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	40 000 €	140 000 €
Fiscalité affectée	2 794 €	221 422 €	166 722 €	317 163 €	122 547 €	214 018 €	241 849 €	169 382 €	102 906 €	200 552 €	216 444 €	519 656 €	2 495 475 €
Autres financements publics	6 510 €	848 939 €	532 793 €	159 822 €	659 862 €	756 435 €	438 709 €	345 548 €	497 851 €	684 205 €	615 830 €	2 159 313 €	7 711 801 €
Recettes propres	558 436 €	536 483 €	880 621 €	1 072 175 €	1 055 196 €	1 167 311 €	376 612 €	631 601 €	530 322 €	1 463 947 €	430 336 €	988 579 €	9 691 618 €
<b>A2. Recettes budgétaires fléchées</b>	15 000 €	119 616 €	26 250 €	18 000 €	0 €	0 €	65 933 €	44 500 €	0 €	35 400 €	0 €	0 €	324 699 €
Financements de l'Etat fléchés	533 156 €	356 717 €	819 738 €	993 564 €	860 070 €	1 104 311 €	310 679 €	587 101 €	472 822 €	1 327 613 €	291 095 €	920 079 €	8 576 935 €
Autres financements publics fléchés	10 280 €	60 150 €	34 633 €	69 621 €	195 126 €	63 000 €	0 €	0 €	57 500 €	100 934 €	139 241 €	69 500 €	789 984 €
Recettes propres fléchées	603 000 €	1 231 225 €	32 000 €	81 000 €	502 800 €	51 037 €	80 000 €	796 000 €	614 557 €	1 861 141 €	404 000 €	1 050 000 €	4 685 760 €
<b>A3. Opérations non budgétaires</b>	3 000 €	3 000 €	2 000 €	0 €	1 000 €	0 €	0 €	105 000 €	70 000 €	7 000 €	4 000 €	0 €	195 000 €
Nouveaux emprunts - cautions des résidences étudiantes	590 000 €	28 225 €	0 €	11 000 €	31 800 €	11 037 €	0 €	0 €	494 557 €	124 141 €	0 €	0 €	1 290 760 €
Opérations gérées en compte de tiers (encaissements de la xercices) hors TVA	10 000 €	1 200 000 €	30 000 €	70 000 €	470 000 €	40 000 €	80 000 €	690 000 €	50 000 €	55 000 €	400 000 €	105 000 €	3 200 000 €
TVA encaissée													
Autres encaissements sur comptes de tiers													
<b>A. TOTAL</b>	30 897 537 €	2 839 060 €	1 612 126 €	31 356 977 €	2 340 404 €	2 187 801 €	45 173 026 €	1 939 532 €	1 745 636 €	20 380 923 €	1 666 611 €	3 811 548 €	145 950 182 €
<b>DECAISSEMENTS</b>													
<b>B1. Enveloppes hors recettes fléchées</b>	9 723 289 €	11 591 763 €	10 539 759 €	11 955 202 €	9 143 109 €	10 843 555 €	12 095 989 €	8 891 594 €	11 353 496 €	11 677 143 €	11 807 004 €	15 154 225 €	134 776 134 €
Personnel	7 900 890 €	7 904 626 €	8 062 302 €	7 940 377 €	7 921 727 €	8 403 567 €	7 918 128 €	8 005 038 €	8 277 684 €	8 105 396 €	8 121 050 €	8 758 340 €	97 319 125 €
Fonctionnement	1 618 111 €	2 823 311 €	2 202 523 €	3 683 498 €	1 112 567 €	2 132 795 €	3 415 592 €	881 149 €	2 807 889 €	2 846 344 €	2 235 149 €	3 638 051 €	29 396 979 €
Intervention													
Investissement	204 282 €	863 826 €	274 934 €	331 326 €	108 816 €	307 183 €	762 278 €	5 408 €	267 624 €	725 403 €	1 450 805 €	2 757 834 €	8 060 030 €
<b>B2. Dépenses sur recettes fléchées</b>	601 056 €	677 959 €	1 408 068 €	699 645 €	916 920 €	1 171 445 €	1 343 034 €	670 758 €	1 824 925 €	891 677 €	992 659 €	1 681 156 €	12 979 303 €
Personnel	483 993 €	491 104 €	509 281 €	496 017 €	487 277 €	493 076 €	499 825 €	491 794 €	484 096 €	463 988 €	457 722 €	432 051 €	5 790 225 €
Fonctionnement	80 879 €	96 396 €	175 115 €	145 734 €	248 725 €	497 451 €	372 822 €	106 597 €	355 322 €	355 322 €	426 386 €	709 970 €	3 570 720 €
Intervention													
Investissement	36 184 €	90 459 €	729 672 €	57 894 €	180 919 €	180 918 €	470 387 €	72 367 €	1 085 507 €	72 367 €	108 551 €	539 135 €	3 618 358 €
<b>B3. Opérations non budgétaires</b>	137 400 €	313 200 €	221 400 €	251 625 €	252 400 €	899 000 €	396 900 €	67 000 €	298 037 €	393 200 €	852 457 €	1 045 141 €	4 973 760 €
Nouveaux emprunts - cautions des résidences étudiantes	5 000 €	10 000 €	5 000 €	8 000 €	20 000 €	50 000 €	85 000 €	7 000 €	1 000 €	2 000 €	1 000 €	1 000 €	195 000 €
Opérations gérées en compte de tiers (décaissements de l'exercice) hors TVA	2 400 €	3 200 €	6 400 €	23 625 €	2 400 €	609 000 €	11 900 €	0 €	7 037 €	7 200 €	501 457 €	114 141 €	1 888 760 €
TVA décaissée	130 000 €	300 000 €	210 000 €	220 000 €	230 000 €	240 000 €	300 000 €	60 000 €	200 000 €	320 000 €	350 000 €	930 000 €	3 480 000 €
Autres décaissements sur comptes de tiers													
<b>B. TOTAL</b>	10 461 739 €	12 592 923 €	12 189 227 €	12 006 472 €	10 312 430 €	12 914 000 €	13 835 933 €	9 629 932 €	13 486 459 €	12 898 020 €	13 652 120 €	17 880 522 €	152 729 187 €
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	20 435 797 €	-9 744 863 €	-10 557 101 €	18 450 505 €	-7 972 026 €	-10 726 198 €	31 337 093 €	-7 689 820 €	-11 740 822 €	7 489 903 €	-11 985 510 €	-14 088 974 €	-6 779 015 €
<b>SOLDE CUMULE (1) + (2)</b>	48 870 260 €	39 125 397 €	29 568 296 €	47 018 801 €	39 048 776 €	28 320 577 €	28 320 577 €	59 657 871 €	51 967 850 €	40 227 028 €	47 709 931 €	21 655 448 €	21 655 448 €
<i>dont trésorerie fléchée = A2 - B2</i>													
<i>dont trésorerie surcomptes budgétaires = A3-B3</i>													-288 000 €

## 6.8 Annexe 8 : tableau des opérations liées aux recettes fléchées

Tableau 8 - EPSCP  
Opérations liées aux recettes fléchées

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi des opérations liées aux recettes fléchées \*

	Antérieures à N non décausées	N	N+1	N+2	N+3
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)		7 321 196 €	-3 287 685 €	-2 856 310 €	-272 271 €
Recettes fléchées (b)	36 619 593 €	9 691 618 €	7 966 347 €	3 946 017 €	2 645 228 €
Financements de l'État fléchés	1 361 671 €	324 698 €	129 150 €	70 200 €	26 260 €
Autres financements publics fléchés	29 822 405 €	8 576 938 €	7 132 202 €	3 646 817 €	2 688 868 €
Recettes propres fléchées	5 436 617 €	789 864 €	704 995 €	229 000 €	50 117 €
Dépenses sur recettes fléchées (c)	29 288 397 €	12 979 303 €	10 822 657 €	4 218 288 €	908 528 €
Personnel					
AE=CP	15 441 298 €	5 790 225 €	4 391 284 €	2 184 737 €	496 668 €
Fonctionnement et intervention					
AE	8 748 049 €	3 398 486 €	3 350 331 €	2 008 411 €	393 368 €
CP	8 690 983 €	3 570 720 €	3 382 217 €	2 015 651 €	409 868 €
Investissement					
AE	5 306 687 €	5 603 386 €	1 980 223 €	18 000 €	3 000 €
CP	5 266 116 €	3 618 358 €	3 079 156 €	18 000 €	3 000 €
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	7 321 196 €	-3 287 685 €	-2 856 310 €	-272 271 €	1 736 702 €

X repris au tableau "Equilibre financier" en (a)

## 6.9 Annexe 9 : tableau agrégé des opérations pluriannuelle

Tableau 9 - EPSCP  
Tableau agrégé des opérations pluriannuelles

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

A - Dépenses

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement				Credits de paiement				Restes	
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE nouvelles ouvertes en années n	Totales AE ouvertes sur l'année n	CP consommées au titre des années antérieures	CP consommées au titre des années antérieures	CP consommées au titre des années antérieures	CP nouveaux ouverts en années n	Total des CP ouverts sur l'année n	Restes à engager en fin d'année (AE)	Restes à payer sur AE consommés en fin d'année (CP)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
Comets ANS commencent en 2015	1.171.956 €	1.171.956 €	0 €	1.171.956 €	0 €	1.171.956 €	0 €	1.171.956 €	0 €	0 €	0 €
Comets ANS commencent en 2016	1.381.811 €	1.381.811 €	0 €	1.381.811 €	0 €	1.381.811 €	0 €	1.381.811 €	0 €	0 €	0 €
Comets ANS commencent en 2017	971.936 €	971.936 €	0 €	971.936 €	0 €	971.936 €	0 €	971.936 €	0 €	0 €	0 €
Comets ANS commencent en 2018	2.997.796 €	2.997.796 €	0 €	2.997.796 €	0 €	2.997.796 €	0 €	2.997.796 €	0 €	0 €	0 €
Comets ANS commencent en 2019	17.182.846 €	17.182.846 €	0 €	17.182.846 €	0 €	17.182.846 €	0 €	17.182.846 €	0 €	0 €	0 €
Comets ANS commencent en 2020	3.113.936 €	3.113.936 €	0 €	3.113.936 €	0 €	3.113.936 €	0 €	3.113.936 €	0 €	0 €	0 €
Comets ANS commencent en 2021	2.072.936 €	2.072.936 €	0 €	2.072.936 €	0 €	2.072.936 €	0 €	2.072.936 €	0 €	0 €	0 €
Comets ANS commencent en 2022	4.173.936 €	4.173.936 €	0 €	4.173.936 €	0 €	4.173.936 €	0 €	4.173.936 €	0 €	0 €	0 €
Comets Investissement Avenir commencent en 2018	1.574.486 €	1.574.486 €	0 €	1.574.486 €	0 €	1.574.486 €	0 €	1.574.486 €	0 €	0 €	0 €
Comets Investissement Avenir commencent en 2019	848.786 €	848.786 €	0 €	848.786 €	0 €	848.786 €	0 €	848.786 €	0 €	0 €	0 €
Comets Investissement Avenir commencent en 2020	2.543.546 €	2.543.546 €	0 €	2.543.546 €	0 €	2.543.546 €	0 €	2.543.546 €	0 €	0 €	0 €
Comets Investissement Avenir commencent en 2021	294.000 €	294.000 €	0 €	294.000 €	0 €	294.000 €	0 €	294.000 €	0 €	0 €	0 €
Comets Europeans commencent en 2015	332.376 €	332.376 €	0 €	332.376 €	0 €	332.376 €	0 €	332.376 €	0 €	0 €	0 €
Comets Europeans commencent en 2016	738.276 €	738.276 €	0 €	738.276 €	0 €	738.276 €	0 €	738.276 €	0 €	0 €	0 €
Comets Europeans commencent en 2017	1.624.476 €	1.624.476 €	0 €	1.624.476 €	0 €	1.624.476 €	0 €	1.624.476 €	0 €	0 €	0 €
Comets Europeans commencent en 2018	444.700 €	444.700 €	0 €	444.700 €	0 €	444.700 €	0 €	444.700 €	0 €	0 €	0 €
Comets Europeans commencent en 2019	772.082 €	772.082 €	0 €	772.082 €	0 €	772.082 €	0 €	772.082 €	0 €	0 €	0 €
Comets Europeans commencent en 2020	1.008.370 €	1.008.370 €	0 €	1.008.370 €	0 €	1.008.370 €	0 €	1.008.370 €	0 €	0 €	0 €
Comets Europeans commencent en 2021	8.181.266 €	8.181.266 €	0 €	8.181.266 €	0 €	8.181.266 €	0 €	8.181.266 €	0 €	0 €	0 €
Comets Europeans commencent en 2022	2.771.056 €	2.771.056 €	0 €	2.771.056 €	0 €	2.771.056 €	0 €	2.771.056 €	0 €	0 €	0 €
Comets Région commencent en 2017	22.000 €	22.000 €	0 €	22.000 €	0 €	22.000 €	0 €	22.000 €	0 €	0 €	0 €
Comets Région commencent en 2018	141.396 €	141.396 €	0 €	141.396 €	0 €	141.396 €	0 €	141.396 €	0 €	0 €	0 €
Comets Région commencent en 2019	1.173.116 €	1.173.116 €	0 €	1.173.116 €	0 €	1.173.116 €	0 €	1.173.116 €	0 €	0 €	0 €
Comets Région commencent en 2020	268.036 €	268.036 €	0 €	268.036 €	0 €	268.036 €	0 €	268.036 €	0 €	0 €	0 €
Comets Région commencent en 2021	55.800 €	55.800 €	0 €	55.800 €	0 €	55.800 €	0 €	55.800 €	0 €	0 €	0 €
Comets Région commencent en 2022	152.124 €	152.124 €	0 €	152.124 €	0 €	152.124 €	0 €	152.124 €	0 €	0 €	0 €
Comets Fondations commencent en 2018	1.886.076 €	1.886.076 €	0 €	1.886.076 €	0 €	1.886.076 €	0 €	1.886.076 €	0 €	0 €	0 €
Comets Fondations commencent en 2019	1.429.936 €	1.429.936 €	0 €	1.429.936 €	0 €	1.429.936 €	0 €	1.429.936 €	0 €	0 €	0 €
Comets Fondations commencent en 2020	1.252.440 €	1.252.440 €	0 €	1.252.440 €	0 €	1.252.440 €	0 €	1.252.440 €	0 €	0 €	0 €
Comets Fondations commencent en 2021	891.300 €	891.300 €	0 €	891.300 €	0 €	891.300 €	0 €	891.300 €	0 €	0 €	0 €
Comets Fondations commencent en 2022	219.680 €	219.680 €	0 €	219.680 €	0 €	219.680 €	0 €	219.680 €	0 €	0 €	0 €
Comets Etat - IEF	71.250 €	315.564 €	0 €	315.564 €	0 €	315.564 €	0 €	315.564 €	0 €	0 €	0 €
Autres - contrat de gestion de recherche	741.211 €	275.164 €	0 €	275.164 €	0 €	275.164 €	0 €	275.164 €	0 €	0 €	0 €
Autres subventions publiques - organismes et collectivités	5.088.072 €	3.083.346 €	0 €	3.083.346 €	0 €	3.083.346 €	0 €	3.083.346 €	0 €	0 €	0 €
Autofinancement	897.280 €	462.226 €	0 €	462.226 €	0 €	462.226 €	0 €	462.226 €	0 €	0 €	0 €
<b>Total contrats de recherche</b>	<b>69.777.943 €</b>	<b>27.072.160 €</b>	<b>0 €</b>	<b>14.888.600 €</b>	<b>26.846.499 €</b>	<b>14.888.600 €</b>	<b>26.846.499 €</b>	<b>14.888.600 €</b>	<b>26.846.499 €</b>	<b>12.571.251 €</b>	<b>2.043.111 €</b>
CDSN 2019-2022	11.372.424 €	11.372.424 €	0 €	11.372.424 €	0 €	11.372.424 €	0 €	11.372.424 €	0 €	0 €	0 €
CDSN 2020-2023	10.562.264 €	10.562.264 €	0 €	10.562.264 €	0 €	10.562.264 €	0 €	10.562.264 €	0 €	0 €	0 €
CDSN 2021-2024	7.977.000 €	7.977.000 €	0 €	7.977.000 €	0 €	7.977.000 €	0 €	7.977.000 €	0 €	0 €	0 €
CDSN 2022-2025	7.435.180 €	7.435.180 €	0 €	7.435.180 €	0 €	7.435.180 €	0 €	7.435.180 €	0 €	0 €	0 €
CDSN 2023-2026	4.000.000 €	4.000.000 €	0 €	4.000.000 €	0 €	4.000.000 €	0 €	4.000.000 €	0 €	0 €	0 €
CDSN 2024-2027	65.000 €	65.000 €	0 €	65.000 €	0 €	65.000 €	0 €	65.000 €	0 €	0 €	0 €
Comets Région commencent en 2019	69.500 €	63.284 €	0 €	63.284 €	0 €	63.284 €	0 €	63.284 €	0 €	0 €	0 €
Comets Région commencent en 2020	80.000 €	775 €	0 €	775 €	0 €	775 €	0 €	775 €	0 €	0 €	0 €
Comets Région commencent en 2021	70.000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Comets Europeans commencent en 2018	1.770.000 €	1.513.991 €	0 €	1.513.991 €	0 €	1.513.991 €	0 €	1.513.991 €	0 €	0 €	0 €
Comets Europeans commencent en 2019	80.577 €	45.153 €	0 €	45.153 €	0 €	45.153 €	0 €	45.153 €	0 €	0 €	0 €
Comets Europeans commencent en 2020	68.105 €	57.000 €	0 €	57.000 €	0 €	57.000 €	0 €	57.000 €	0 €	0 €	0 €
Comets Europeans commencent en 2021	88.105 €	68.000 €	0 €	68.000 €	0 €	68.000 €	0 €	68.000 €	0 €	0 €	0 €
Autres subventions publiques - organismes et collectivités	884.233 €	665.706 €	0 €	665.706 €	0 €	665.706 €	0 €	665.706 €	0 €	0 €	0 €
<b>Total contrats d'investissement</b>	<b>47.414.424 €</b>	<b>32.208.600 €</b>	<b>0 €</b>	<b>12.675.786 €</b>	<b>16.346.332 €</b>	<b>12.675.786 €</b>	<b>16.346.332 €</b>	<b>12.675.786 €</b>	<b>16.346.332 €</b>	<b>5.263.602 €</b>	<b>1.779.068 €</b>
Tableau construction bâtiment P346 copropriété	3.000.000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Tableau construction bâtiment P346 copropriété	3.000.000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Tableau réalisation équipements sportifs	1.500.000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>Total programmes pluriannuels d'investissement</b>	<b>7.500.000 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>
Boyer contrat de partenariat	27.414.442 €	27.414.442 €	0 €	27.414.442 €	4.484.403 €	27.414.442 €	4.484.403 €	27.414.442 €	4.484.403 €	0 €	21.820.039 €
<b>Contrat de partenariat public-privé</b>	<b>27.414.442 €</b>	<b>27.414.442 €</b>	<b>0 €</b>	<b>27.414.442 €</b>	<b>4.484.403 €</b>	<b>27.414.442 €</b>	<b>4.484.403 €</b>	<b>27.414.442 €</b>	<b>4.484.403 €</b>	<b>0 €</b>	<b>21.820.039 €</b>
<b>Total</b>	<b>185.105.447 €</b>	<b>88.842.268 €</b>	<b>0 €</b>	<b>28.904.418 €</b>	<b>47.887.244 €</b>	<b>28.904.418 €</b>	<b>47.887.244 €</b>	<b>28.904.418 €</b>	<b>47.887.244 €</b>	<b>26.373.221 €</b>	<b>41.654.673 €</b>

pour information, répartition des opérations pluriannuelles par années :

Sur total personnel	15.441.250 €	5.700.225 €	5.700.225 €	15.441.250 €
Sur total investissement	60.068.204 €	15.870.837 €	15.870.837 €	60.068.204 €
Sur total investissement	5.306.697 €	5.306.697 €	5.306.697 €	5.306.697 €

**B - Recettes**

Opérations	Montant de l'opération (1)	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs				Restes à encaisser (18), (15), (16), (17)
			Montant (15)-(1), (14)	Encaissements au titre des années antérieures (16)	Encaissements pour l'année n (17)		
Contrats ANR commençant en 2015	2 171 106 €	0 €	2 171 106 €	2 088 667 €	77 239 €	15 200 €	
Contrats ANR commençant en 2016	1 398 811 €	0 €	1 398 811 €	1 244 390 €	159 214 €	5 207 €	
Contrats ANR commençant en 2017	971 395 €	0 €	971 395 €	750 865 €	128 841 €	91 689 €	
Contrats ANR commençant en 2018	2 399 738 €	0 €	2 399 738 €	2 074 341 €	115 652 €	209 745 €	
Contrats ANR commençant en 2019	1 712 845 €	0 €	1 712 845 €	1 248 705 €	267 114 €	196 026 €	
Contrats ANR commençant en 2020	3 313 036 €	0 €	3 313 036 €	1 101 194 €	659 689 €	1 552 153 €	
Contrats ANR commençant en 2021	6 072 959 €	0 €	6 072 959 €	1 496 949 €	1 592 909 €	2 983 101 €	
Contrats ANR commençant en 2022	200 000 €	0 €	200 000 €	0 €	67 000 €	133 000 €	
Contrats Investissement Avenir commençant en 2018	4 312 369 €	0 €	4 312 369 €	3 091 074 €	432 051 €	789 244 €	
Contrats Investissement Avenir commençant en 2019	1 376 486 €	0 €	1 376 486 €	616 302 €	370 010 €	390 174 €	
Contrats Investissement Avenir commençant en 2020	848 798 €	0 €	848 798 €	533 179 €	274 754 €	40 865 €	
Contrats Investissement Avenir commençant en 2021	7 253 524 €	0 €	7 253 524 €	1 271 987 €	906 666 €	5 074 871 €	
Contrats Investissement Avenir commençant en 2022	294 000 €	0 €	294 000 €	0 €	165 200 €	128 800 €	
Contrats Européens commençant en 2015	332 379 €	0 €	332 379 €	329 822 €	0 €	2 557 €	
Contrats Européens commençant en 2016	211 900 €	0 €	211 900 €	211 900 €	0 €	0 €	
Contrats Européens commençant en 2017	2 766 243 €	0 €	2 766 243 €	2 766 243 €	233 000 €	258 974 €	
Contrats Européens commençant en 2018	7 823 457 €	0 €	7 823 457 €	1 359 004 €	133 254 €	6 331 199 €	
Contrats Européens commençant en 2019	772 083 €	0 €	772 083 €	424 414 €	135 000 €	212 669 €	
Contrats Européens commençant en 2020	1 908 370 €	0 €	1 908 370 €	966 264 €	64 648 €	877 458 €	
Contrats Européens commençant en 2021	6 181 265 €	0 €	6 181 265 €	2 501 762 €	305 000 €	3 364 503 €	
Contrats Européens commençant en 2022	277 062 €	0 €	277 062 €	0 €	180 090 €	96 972 €	
Contrats Européens commençant en 2017	229 000 €	0 €	229 000 €	46 500 €	182 500 €	0 €	
Contrats Région commençant en 2018	843 533 €	0 €	843 533 €	246 181 €	202 888 €	394 464 €	
Contrats Région commençant en 2020	266 809 €	0 €	266 809 €	2 000 €	101 762 €	163 047 €	
Contrats Région commençant en 2021	55 850 €	0 €	55 850 €	0 €	16 370 €	39 480 €	
Contrats Région commençant en 2022	152 123 €	0 €	152 123 €	0 €	31 925 €	120 198 €	
Contrats Fondations commençant en 2018	2 928 894 €	0 €	2 928 894 €	2 113 016 €	130 000 €	685 878 €	
Contrats Fondations commençant en 2019	1 429 560 €	0 €	1 429 560 €	984 747 €	289 699 €	175 114 €	
Contrats Fondations commençant en 2020	1 837 162 €	0 €	1 837 162 €	1 619 737 €	19 000 €	198 425 €	
Contrats Fondations commençant en 2021	591 300 €	0 €	591 300 €	353 050 €	80 250 €	158 000 €	
Contrats Fondations commençant en 2022	215 650 €	0 €	215 650 €	0 €	114 650 €	101 000 €	
Contrats Etat : IJF	731 250 €	0 €	731 250 €	431 250 €	116 250 €	183 750 €	
Autres : contrats de prestation de recherche	741 211 €	0 €	741 211 €	349 828 €	156 385 €	234 999 €	
Autres subventions publiques : organismes et collectivités	5 088 072 €	0 €	5 088 072 €	3 432 286 €	1 161 725 €	494 061 €	
Autofinancement	959 236 €	959 236 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
<b>total contrats de recherche</b>	<b>69 717 593 €</b>	<b>989 236 €</b>	<b>68 758 357 €</b>	<b>33 343 793 €</b>	<b>9 182 513 €</b>	<b>26 232 051 €</b>	
CDSN 2019-2022	11 372 424 €	0 €	11 372 424 €	8 845 219 €	2 527 203 €	0 €	
CDSN 2020-2023	10 554 264 €	0 €	10 554 264 €	4 690 784 €	3 518 088 €	2 345 392 €	
CDSN 2021-2024	12 472 341 €	0 €	12 472 341 €	1 385 816 €	4 157 447 €	6 929 078 €	
CDSN 2022-2025	12 903 150 €	0 €	12 903 150 €	0 €	1 433 683 €	11 469 467 €	
Contrats Région commençant en 2017	40 000 €	0 €	40 000 €	12 000 €	28 000 €	0 €	
Contrats Région commençant en 2018	65 000 €	0 €	65 000 €	38 363 €	7 200 €	19 437 €	
Contrats Région commençant en 2019	69 500 €	0 €	69 500 €	3 600 €	61 100 €	4 800 €	
Contrats Région commençant en 2020	80 000 €	0 €	80 000 €	3 000 €	40 000 €	37 000 €	
Contrats Région commençant en 2021	70 000 €	0 €	70 000 €	0 €	70 000 €	0 €	
Contrats Région commençant en 2018	1 770 609 €	0 €	1 770 609 €	1 770 610 €	0 €	-0 €	
Contrats Européens commençant en 2019	60 877 €	0 €	60 877 €	60 877 €	0 €	0 €	
Contrats Européens commençant en 2020	82 009 €	0 €	82 009 €	65 807 €	16 402 €	-0 €	
Contrats Européens commençant en 2021	68 005 €	0 €	68 005 €	68 005 €	54 403 €	13 602 €	
Autres subventions publiques	864 233 €	0 €	864 233 €	532 244 €	302 000 €	29 989 €	
<b>Total contrats d'enseignement</b>	<b>50 472 412 €</b>	<b>0 €</b>	<b>50 472 412 €</b>	<b>17 408 119 €</b>	<b>12 145 528 €</b>	<b>20 918 765 €</b>	
Travaux construction bâtiment P3 et cryomicroscope	3 000 000 €	2 000 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €	100 000 €	800 000 €	
Travaux réhabilitation résidence étudiante site Descartes	3 000 000 €	3 000 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Travaux réhabilitation amphithéâtres de cours	1 500 000 €	1 500 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
<b>Total programmes pluriannuels d'investissement</b>	<b>7 500 000 €</b>	<b>6 500 000 €</b>	<b>1 000 000 €</b>	<b>100 000 €</b>	<b>100 000 €</b>	<b>800 000 €</b>	
Loyer contrat de partenariat	27 415 442 €	0 €	27 415 442 €	4 494 933 €	1 100 000 €	21 820 509 €	
<b>Total contrat partenariat public-privé</b>	<b>27 415 442 €</b>	<b>0 €</b>	<b>27 415 442 €</b>	<b>4 494 933 €</b>	<b>1 100 000 €</b>	<b>21 820 509 €</b>	
<b>Total</b>	<b>155 105 447 €</b>	<b>7 489 236 €</b>	<b>147 646 211 €</b>	<b>55 346 945 €</b>	<b>22 528 041 €</b>	<b>69 771 326 €</b>	

## 6.10 Annexe 9bis : tableau de suivi des opérations immobilières

### Suivi des opérations immobilières

A - Prév. d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

Opération	Nature	Coût total de l'opération	Prévision N (BI + BR)										Revers			
			AE ouvertes les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE ouvertes en N	AE consommées en N	AE ouvertes en N	AE consommées en N	CP ouvertes les années antérieures à N	CP consommées les années antérieures à N	CP ouvertes en N	CP consommées en N	CP nouveaux ouverts en N	TOTAL des CP ouverts en N	Revers à payer sur AE engagés en fin d'année n (AE)	Revers à payer sur AE consommés en fin d'année n (CP)
Travaux construction bâtiment P3 et cyropneoscope		3 000 000 €	0 €	0 €	400 000 €	400 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	400 000 €	400 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Travaux réhabilitation résidence étudiante site Descartes		3 000 000 €	0 €	0 €	750 000 €	750 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	750 000 €	750 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Travaux réhabilitation amphithéâtre et salles de cours		1 500 000 €	0 €	0 €	400 000 €	400 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	400 000 €	400 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>TOTAL Opérations immobilières</b>		<b>7 500 000 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>1 500 000 €</b>	<b>1 500 000 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>1 500 000 €</b>	<b>1 500 000 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>

B - Prév. de recettes

Opération	Nature	Montant de l'opération envisagée	Montant netif < N	Montant netif N	Rece à rôtuler	Financements utilisés				Prévisions en N et réalisations						
						Montants financements extérieurs	Ecaissements antérieurs à N	Ecaissements prévus	Ecaissements réalisés	Ecaissements prévus en N1	Ecaissements réalisés en N1	Ecaissements prévus en N2	Ecaissements réalisés en N2			
Travaux construction bâtiment P3 et cyropneoscope		3 000 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Travaux réhabilitation résidence étudiante site Descartes		3 000 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Travaux réhabilitation amphithéâtre et salles de cours		1 500 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>TOTAL</b>		<b>7 500 000 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>

C - Poids des opérations sur la trésorerie de l'établissement

	Années antérieures à N	Année N	Année N+1	Année N+2	Total prévisionnel
Travaux construction bâtiment P3 et cyropneoscope	-400 000 €	300 000 €	1 100 000 €	500 000 €	2 900 000 €
Travaux réhabilitation amphithéâtre et salles de cours	0 €	750 000 €	750 000 €	750 000 €	3 000 000 €
Travaux réhabilitation amphithéâtre et salles de cours	0 €	400 000 €	150 000 €	710 000 €	1 560 000 €
<b>Total</b>	<b>-100 000 €</b>	<b>1 450 000 €</b>	<b>2 000 000 €</b>	<b>1 960 000 €</b>	<b>6 910 000 €</b>

Notes  
 Les opérations immobilières de la méditerranée sont à suivre dans le cadre de l'opération de suivi de la méditerranée.  
 • Colonne (1) "Coût total de l'opération" : coût des dépenses engagées (18) "Montant de l'opération envisagée".  
 • Colonne (2) "Montant netif < N" : montant netif des dépenses engagées (18) "Montant de l'opération envisagée".  
 • Colonne (3) "Montant netif N" : montant netif des dépenses engagées (18) "Montant de l'opération envisagée".  
 • Colonne (4) "Montant netif N+1" : montant netif des dépenses engagées (18) "Montant de l'opération envisagée".  
 • Colonne (5) "Montant netif N+2" : montant netif des dépenses engagées (18) "Montant de l'opération envisagée".  
 • Colonne (6) "Total prévisionnel" : total des dépenses engagées (18) "Montant de l'opération envisagée".



## 6.11 Annexe 10 : tableau détaillé des opérations pluriannuelles

Tableau 10 EPSCP  
Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT  
Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

Opération	Prévision pluriannuelle		Prévision N1 et N2										Prévision N1 et N2 et subventions					
	Nature	Coût total de l'opération (1)	AE couvertes les années à N (2)	AE consommées ou reportées en N (3)	AE reportées en N (4) = (2) - (3)	AE nouvelles couvertes en N (5)	TOTAL des AE couvertes en N (6) = (4) + (5)	CP au-delà des années à N (7)	CP consommés ou reportés en N (8)	CP consommés ou reportés en N+1 (9) = (7) - (8)	CP nouveaux couverts en N (10)	CP nouveaux couverts en N+1 (11) = (9) + (10)	AE prévues en N+1 (12)	CP prévues en N+1 (13)	AE prévues en N+2 (14)	CP prévues en N+2 (15)	AE prévues > N+2 (16)	CP prévues > N+2 (17)
Opérations immobilières	Investissement	7 500 000 €	0 €	0 €	0 €	1 640 000 €	1 640 000 €	0 €	0 €	0 €	1 640 000 €	1 640 000 €	2 400 000 €	2 400 000 €	1 550 000 €	1 910 000 €	1 910 000 €	1 910 000 €
<b>Total dépenses d'investissement 1</b>		<b>7 500 000 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>1 640 000 €</b>	<b>1 640 000 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>1 640 000 €</b>	<b>1 640 000 €</b>	<b>2 400 000 €</b>	<b>2 400 000 €</b>	<b>1 550 000 €</b>	<b>1 910 000 €</b>	<b>1 910 000 €</b>	<b>1 910 000 €</b>
Contrats de recherche	Personnel		15 003 264 €	15 003 264 €	0 €	5 714 225 €	5 714 225 €	15 003 264 €	0 €	0 €	5 714 225 €	5 714 225 €	4 379 294 €	4 379 294 €	2 172 737 €	2 172 737 €		
	Fonctionnement et intervention		6 804 647 €	6 804 647 €	0 €	3 038 358 €	3 038 358 €	6 619 467 €	0 €	0 €	3 038 358 €	3 038 358 €	3 295 331 €	3 295 331 €	1 978 411 €	1 985 551 €		
	Investissement		5 204 249 €	5 204 249 €	0 €	5 576 077 €	5 576 077 €	5 163 728 €	0 €	0 €	5 576 077 €	5 576 077 €	1 060 228 €	1 060 228 €	18 000 €	18 000 €		
<b>Total contrat de recherche 2</b>		<b>69 717 933 €</b>	<b>27 072 160 €</b>	<b>27 072 160 €</b>	<b>0 €</b>	<b>14 388 660 €</b>	<b>14 388 660 €</b>	<b>26 846 453 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>14 388 660 €</b>	<b>14 388 660 €</b>	<b>12 571 230 €</b>	<b>12 571 230 €</b>	<b>4 119 148 €</b>	<b>4 176 285 €</b>	<b>15 352 707 €</b>	<b>15 352 707 €</b>
Contrats de partenariat public-privé	Fonctionnement et intervention																	
<b>Total contrat de formation continue 3</b>		<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>
Contrats d'engagement	Personnel		374 035 €	374 035 €	0 €	76 000 €	76 000 €	374 035 €	0 €	0 €	76 000 €	76 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €		
	Fonctionnement et intervention		31 848 150 €	31 848 150 €	0 €	12 772 479 €	12 772 479 €	15 865 800 €	0 €	0 €	12 772 479 €	12 772 479 €	4 981 039 €	4 981 039 €	30 000 €	7 102 681 €		4 839 789 €
	Investissement		102 418 €	102 418 €	0 €	27 279 €	27 279 €	102 398 €	0 €	0 €	102 398 €	102 398 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
<b>Total contrat de formation 4</b>		<b>50 472 412 €</b>	<b>33 228 603 €</b>	<b>33 228 603 €</b>	<b>0 €</b>	<b>12 875 758 €</b>	<b>12 875 758 €</b>	<b>16 346 332 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>12 875 758 €</b>	<b>12 875 758 €</b>	<b>4 981 039 €</b>	<b>4 981 039 €</b>	<b>42 000 €</b>	<b>7 114 681 €</b>	<b>232 961 €</b>	<b>5 073 539 €</b>
Contrats de partenariat public-privé	Fonctionnement et intervention		27 415 442 €	27 415 442 €	0 €	0 €	0 €	4 494 933 €	0 €	0 €	4 494 933 €	4 494 933 €	0 €	0 €	0 €	0 €		19 520 505 €
<b>Total contrat partenariat public-privé 5</b>		<b>27 415 442 €</b>	<b>27 415 442 €</b>	<b>27 415 442 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>4 494 933 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>4 494 933 €</b>	<b>4 494 933 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>19 520 505 €</b>
<b>Total contrat</b>		<b>155 054 447 €</b>	<b>155 054 447 €</b>	<b>155 054 447 €</b>	<b>0 €</b>	<b>15 868 318 €</b>	<b>15 868 318 €</b>	<b>20 691 886 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>15 868 318 €</b>	<b>15 868 318 €</b>	<b>10 552 269 €</b>	<b>10 552 269 €</b>	<b>11 669 148 €</b>	<b>17 114 681 €</b>	<b>232 961 €</b>	<b>5 073 539 €</b>
<b>Prévisions de dépenses</b>		<b>155 054 447 €</b>	<b>155 054 447 €</b>	<b>155 054 447 €</b>	<b>0 €</b>	<b>15 868 318 €</b>	<b>15 868 318 €</b>	<b>20 691 886 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>15 868 318 €</b>	<b>15 868 318 €</b>	<b>10 552 269 €</b>	<b>10 552 269 €</b>	<b>11 669 148 €</b>	<b>17 114 681 €</b>	<b>232 961 €</b>	<b>5 073 539 €</b>
<b>Prévisions de recettes</b>		<b>155 054 447 €</b>	<b>155 054 447 €</b>	<b>155 054 447 €</b>	<b>0 €</b>	<b>15 868 318 €</b>	<b>15 868 318 €</b>	<b>20 691 886 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>15 868 318 €</b>	<b>15 868 318 €</b>	<b>10 552 269 €</b>	<b>10 552 269 €</b>	<b>11 669 148 €</b>	<b>17 114 681 €</b>	<b>232 961 €</b>	<b>5 073 539 €</b>

A. Location du budget initial N, cette colonne englobe les prévisions de dépenses en AE ou en CP de N+1 sur les dépenses budgétaires de N, le cas échéant présentées avec le compte financier N+1, cette colonne englobe les éventuels reports en AE et en CP.

\* Dans les décaissements, ne sont pas comptabilisés les décaissements des opérations de programmation en AE ou en CP de N+1 sur les dépenses budgétaires de N, le cas échéant présentées avec le compte financier N+1, cette colonne englobe les éventuels reports en AE et en CP.

B - Prévisions de recettes

Opération	Nature	Prévision		Prévisions en N1 et N2		Prévisions en N1 et N2 et subventions	
		Financement de l'opération (18)	Financement de l'opération (19)	Encaissements prévus en N+1 (21)	Encaissements prévus en N+2 (22)	Encaissements prévus en N+1 (23)	Encaissements prévus en N+2 (24)
Opérations immobilières	Financement de l'Etat*	400 000 €	100 000 €	400 000 €	400 000 €	400 000 €	400 000 €
	Autres financements publics**						
	Autres financements***	600 000 €					
<b>Total PPLI</b>		<b>1 000 000 €</b>	<b>100 000 €</b>	<b>400 000 €</b>	<b>400 000 €</b>	<b>400 000 €</b>	<b>400 000 €</b>
Contrats de recherche	Financement de l'Etat*	1 687 540 €	282 189 €	1 291 150 €	70 200 €	92 321 €	13 702 899 €
	Autres financements publics**	59 254 551 €	8 130 329 €	3 622 017 €	29 930 598 €	15 239 538 €	15 239 538 €
	Autres financements***	7 616 286 €	789 985 €	7 243 388 €	5 268 116 €	5 268 116 €	5 268 358 €
<b>Total contrat de recherche 2</b>		<b>68 558 377 €</b>	<b>9 182 513 €</b>	<b>28 904 418 €</b>	<b>47 687 224 €</b>	<b>26 379 221 €</b>	<b>26 379 221 €</b>
Contrats de formation continue	Financement de l'Etat*						
	Autres financements publics**						
	Autres financements***						
<b>Total contrat de formation continue 3</b>		<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>
Contrats d'engagement	Financement de l'Etat*	47 592 579 €	11 698 922 €	9 517 928 €	5 963 477 €	5 262 533 €	19 520 505 €
	Autres financements publics**	2 979 633 €	445 000 €	107 401 €	24 800 €	42 800 €	42 800 €
	Autres financements***	0 €		0 €	0 €	0 €	0 €
<b>Total contrat de formation 4</b>		<b>50 472 412 €</b>	<b>12 145 528 €</b>	<b>9 625 329 €</b>	<b>6 008 277 €</b>	<b>5 305 333 €</b>	<b>19 520 505 €</b>
Contrats de partenariat public-privé	Financement de l'Etat*	27 415 442 €	1 000 000 €	1 150 000 €	1 150 000 €	1 150 000 €	1 150 000 €
	Autres financements publics**						
	Autres financements***						
<b>Total contrat partenariat public-privé 5</b>		<b>27 415 442 €</b>	<b>1 000 000 €</b>	<b>1 150 000 €</b>	<b>1 150 000 €</b>	<b>1 150 000 €</b>	<b>1 150 000 €</b>
<b>Total</b>		<b>147 642 211 €</b>	<b>23 529 041 €</b>	<b>19 034 275 €</b>	<b>11 489 494 €</b>	<b>39 277 587 €</b>	<b>39 277 587 €</b>

\* Subvention pour charge de service public, autres financements de l'Etat, facilité affectée, financement de l'Etat fléché

\*\* Financement par les collectivités territoriales (régions, départements, communes, etc.)

\*\*\* Recettes propres et recettes propres fléchées



## 6.12 Annexe 11 : tableau des unités mixtes de recherche

Unités		MOYENS HORS BUDGET DE L'ETABLISSEMENT											Autres établissements		
		Moyns de totalissement	CNRS	INRA	INRIA	INSERM	UCBL	LYON2	IEP						
IAO Institut d'Asie Orientale UMR 5062 - L15	Fonctionnement	36 000 €	29 500 €												
	Personnel	Emplois													
TRIANGLE Action, Discours, Pensée politique et économique UMR 5206 - L19	Fonctionnement	72 000 €	73 500 €								76 000 €				44 000 €
	Personnel	Emplois													
Institut d'Histoire des représentations et des idées dans les modernités UMR5037 + UMR5611 - L29	Fonctionnement	75 000 €	120 000 €									48 000 €			63 450 €
	Personnel	Emplois													
ICAR Interactions, Corps, Apprentissages et Représentations UMR5191 - L16	Fonctionnement	32 000 €	30 000 €									66 000 €			
	Personnel	Emplois													
EVS Environnement, Ville et Société UMR 5600 - L12	Fonctionnement	52 000 €	66 500 €									51 000 €			239 799 €
	Personnel	Emplois													
CMW Centre Max WEBER UMR 5040 - L14	Fonctionnement	15 000 €	31 000 €									69 500 €			20 000 €
	Personnel	Emplois													
LARHRA Laboratoire de Recherche Historique Rhône-Alpes (moderne et contemporaine) UMR 5190 - L17	Fonctionnement	24 000 €	40 000 €									56 000 €			58 140 €
	Personnel	Emplois													
CHAM Histoire et Archéologie des Mondes Chrétiens et Musulmans Méditerranéens UMR 5048 - L11	Fonctionnement	17 000 €	42 200 €									40 700 €			43 250 €
	Personnel	Emplois													
GATE Groupe d'Analyse et de Théorie Economique UMR 5624 - L13	Fonctionnement	22 000 €	60 000 €							3 000 €		75 000 €			42 000 €
	Personnel	Emplois													
CNE Centre Norbert ELIAS UMR 5662	Fonctionnement														
	Personnel	Emplois													
HISOMA Histoire et sources des Mondes Antiques UMR5189 - L21	Fonctionnement	19 000 €	55 000 €									59 675 €			42 363 €
	Personnel	Emplois													
CRAL Centre de Recherche Astrophysique de Lyon UMR 5574 - S11	Fonctionnement	25 000 €													
	Personnel	Emplois													
FRE CRMIN FRE 2034 - S62	Fonctionnement	46 000 €									88 795 €				
	Personnel	Emplois													
IGFL Institut de Génétique Fonctionnelle de Lyon UMR 5242 - S62	Fonctionnement	112 766 €	223 000 €									50 000 €			
	Personnel	Emplois													
LBMC Laboratoire de Biologie Moléculaire de la Cellule UMR 5239 - S60	Fonctionnement	135 000 €	222 500 €									88 700 €			
	Personnel	Emplois													
Laboratoire de Chimie UMR 5182 - S81	Fonctionnement	110 000 €	174 500 €									32 500 €			
	Personnel	Emplois													
LIP Laboratoire de Informatique du Parallélisme UMR5668 - S71	Fonctionnement	65 530 €	75 400 €							5 000 €					
	Personnel	Emplois													
Laboratoire de Physique UMR 5672 - S80	Fonctionnement	44 470 €										43 000 €			
	Personnel	Emplois													
LGL Laboratoire de Géologie de Lyon UMR 5570 - S10	Fonctionnement	195 076 €										35 000 €			
	Personnel	Emplois													
RDP Laboratoire de Reproduction et Développement des Plantes UMR 5087 - S63	Fonctionnement	110 500 €													
	Personnel	Emplois													
UMPA Unité de Mathématiques Pures et Appliquées UMR 5669 - S70	Fonctionnement	125 000 €	180 000 €									25 000 €			
	Personnel	Emplois													
Centre International de Recherche en Infectiologie (UVH) U1111 - UMR5308 - S61	Fonctionnement	75 000 €	69 250 €												
	Personnel	Emplois													
	Fonctionnement	59 500 €	192 100 €									862 000 €			215 700 €
	Personnel	Emplois										170 000 €			

## 6.13 Tableau de synthèse budgétaire et comptable

Tableau de synthèse budgétaire et comptable Etablissement

POUR INFORMATION DE L'ORGANISME DÉLIBÉRANT

	Niveau initial de restes à payer	BI 2022 41 371 674 €
Stocks initiaux	Niveau initial du fonds de roulement	19 882 645 €
	Niveau initial du besoin en fonds de roulement	-8 651 818 €
	Niveau initial de la trésorerie	28 434 463 €
	dont niveau initial de la trésorerie fléchée	
	dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	
	<b>Autorisations d'engagement</b>	<b>152 074 344 €</b>
	Résultat patrimonial	1 984 322 €
	Capacité d'autofinancement (CAF)	4 735 539 €
	Variation du fonds de roulement	-3 644 566 €
	<b>Opérations financières non budgétaires</b>	<b>0 €</b>
	Nouveau emprunt / remboursement de prêt	SENS + / -
	Remboursement d'emprunt / prêt accordé	+
	Cautions et dépôts	+
	<b>Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires</b>	<b>0 €</b>
	Variation des stocks	+
	variation dépréciation de créances	+
	Charges sur créances irrécouvrables	-
	Produits divers de gestion courante	+
	<b>Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires</b>	<b>2 846 449 €</b>
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	SENS + / -
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+
	<b>Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11</b>	<b>-6 491 015 €</b>
	Recettes budgétaires	141 264 422 €
	Crédits de paiement ouverts	147 755 437 €
	<b>Flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires</b>	<b>288 000 €</b>
	<b>Variation de la trésorerie = 12 - 13</b>	<b>-6 779 015 €</b>
	dont variation de la trésorerie fléchée	
	dont variation de la trésorerie non fléchée	
	<b>Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13</b>	<b>3 134 449 €</b>
	<b>Restes à payer</b>	<b>4 318 907 €</b>
	<b>Niveau final de restes à payer</b>	<b>45 690 581 €</b>
	<b>Niveau final du fonds de roulement</b>	<b>16 238 079 €</b>
	<b>Niveau final du besoin en fonds de roulement</b>	<b>-5 417 369 €</b>
	<b>Niveau final de la trésorerie</b>	<b>21 655 448 €</b>
	dont niveau final de la trésorerie fléchée	
	dont niveau final de la trésorerie non fléchée	
	Comptabilité budgétaire	
	Comptabilité générale	
Stocks finaux		



Tableau 2 : Document prévisionnel de gestion des emplois et crédits de personnel (DPO) - Suivi des dépenses de personnel des EPSCP et EPA RCE

Année	2022		Exercice 2021					2022		écart réévaluation 2022 / exécution 2021	écart exécution 2022 / exécution 2021
	Budget initial	1230	BR 2021	Exécution (5)	Budget Initial	écart BI 2022 / BI 2022	écart réévaluation 2022 / exécution 2021				
Phase	1230	1230	BR 2021	Exécution (5)	Budget Initial	écart BI 2022 / BI 2022	écart réévaluation 2022 / exécution 2021	écart exécution 2022 / exécution 2021	écart exécution 2022 / exécution 2021	écart exécution 2022 / exécution 2021	
Libellé établissement	ENS de Lyon	ENS de Lyon	ENS de Lyon	ENS de Lyon	ENS de Lyon	ENS de Lyon	ENS de Lyon	ENS de Lyon	ENS de Lyon	ENS de Lyon	
Masse salariale Etablies par la DGESIP :	1,00	105 737 605,00									
Masse salariale versée au budget initial (ou soumise au budget initial) :	2,00	103 109 350,00									
Masse salariale versée sur le dernier budget rectificatif :	3,00	-									
N° DBM :	4,00	-									
<b>Depenses de personnel</b>											
Emplois sous plafond 1	Enseignants et enseignants	1,00									
	Personnels BIATSS et autres personnels titulaires (2)	2,00	81 503 868	81 080 273	81 169 011	82 362 745	858 877	81 169 011	81 169 011		
	autres personnels titulaires (2) dont cours	3,00	-	-	-	-	-	-	-	-	
	autres personnels titulaires (2) non titulaires	4,00	81 503 868	81 080 273	81 169 011	82 362 745	858 877	81 169 011	81 169 011		
	autres personnels titulaires (2) non titulaires (dont CDI)	5,00	-	-	-	-	-	-	-	-	
	autres personnels titulaires (2) non titulaires (dont CDD)	6,00	10 897 283	11 143 264	11 067 630	12 125 371	1 228 088	11 067 630	11 067 630		
	autres personnels titulaires (2) non titulaires (dont CDD) (uniquement)	7,00	-	-	-	-	-	-	-	-	
	autres personnels titulaires (2) non titulaires (dont CDD) (uniquement) (EPSCP)	8,00	10 897 283	11 143 264	11 067 630	12 125 371	1 228 088	11 067 630	11 067 630		
	autres personnels titulaires (2) non titulaires (dont CDD) (uniquement) (EPSCP)	9,00	92 401 151	92 223 537	92 236 641	94 488 116	2 066 965	92 236 641	92 236 641		
	autres personnels titulaires (2) non titulaires (dont CDD) (uniquement) (EPSCP)	10,00	-	-	-	-	-	-	-	-	
Emplois sous plafond 2	Enseignants et enseignants	11,00									
	Personnels BIATSS et autres personnels titulaires (2) non titulaires (dont CDD) (uniquement) (EPSCP)	12,00	6 149 365	6 796 190	6 682 726	6 329 381	180 016	6 682 726	6 682 726		
	autres personnels titulaires (2) non titulaires (dont CDD) (uniquement) (EPSCP)	13,00	-	-	-	-	-	-	-	-	
	autres personnels titulaires (2) non titulaires (dont CDD) (uniquement) (EPSCP)	14,00	-	-	-	-	-	-	-	-	
	autres personnels titulaires (2) non titulaires (dont CDD) (uniquement) (EPSCP)	15,00	6 149 365	6 796 190	6 682 726	6 329 381	180 016	6 682 726	6 682 726		
	autres personnels titulaires (2) non titulaires (dont CDD) (uniquement) (EPSCP)	16,00	-	-	-	-	-	-	-	-	
	autres personnels titulaires (2) non titulaires (dont CDD) (uniquement) (EPSCP)	17,00	81 503 868	81 080 273	81 169 011	82 362 745	858 877	81 169 011	81 169 011		
	autres personnels titulaires (2) non titulaires (dont CDD) (uniquement) (EPSCP)	18,00	-	-	-	-	-	-	-	-	
	autres personnels titulaires (2) non titulaires (dont CDD) (uniquement) (EPSCP)	19,00	17 045 648	17 939 444	17 760 356	18 454 752	1 408 104	17 760 356	17 760 356		
	autres personnels titulaires (2) non titulaires (dont CDD) (uniquement) (EPSCP)	20,00	17 045 648	17 939 444	17 760 356	18 454 752	1 408 104	17 760 356	17 760 356		
Total général rémunérés par l'opérateur	Autres dépenses non ventilables par	21,00	9 855 516	9 519 717	9 819 367	10 017 497	2 666 981	9 819 367	9 819 367		
	Autres dépenses non ventilables par	22,00	1 903 967	1 382 109	1 382 109	1 700 975	397 008	1 382 109	1 382 109		
	Autres dépenses non ventilables par	23,00	99 854 483	100 401 926	100 301 476	102 518 472	2 663 999	100 301 476	100 301 476		
	Autres dépenses non ventilables par	24,00	521 754	489 793	489 793	580 878	69 124	489 793	489 793		
	Autres dépenses non ventilables par	25,00	100 376 237	100 891 619	100 791 269	103 109 360	2 733 113	100 791 269	100 791 269		
	Autres dépenses non ventilables par	26,00	32 921 384	32 921 384	32 879 520	33 445 615	524 231	32 879 520	32 879 520		
	Autres dépenses non ventilables par	27,00	5 099 313	5 096 030	5 096 030	6 283 381	1 184 068	5 096 030	5 096 030		
	Autres dépenses non ventilables par	28,00	-	-	-	-	-	-	-	-	
	Autres dépenses non ventilables par	29,00	-	-	-	-	-	-	-	-	

Les cellules dont le fond est jaune sont les cellules pour lesquelles la saisie doit obligatoirement être différente de zéro. La masse salariale globale correspond aux dépenses de personnel prévues au tableau 2 des autorisations budgétaires en AE=CF de l'ensemble du budget de l'établissement (budget principal). Les montants prévisionnels et d'exécution annuels (colonne cumul au 31 décembre 2020) ne doivent pas dépasser le montant de masse salariale voté au budget de l'établissement éventuellement décomposé en AE=CF de l'ensemble du budget de l'établissement (budget principal) et décomposé en AE=CF de l'ensemble du budget de l'établissement (budget principal) et décomposé en AE=CF de l'ensemble du budget de l'établissement (budget principal).

(1) autres personnels titulaires "hors plafond" (hors CDD pour les EPA)

(2) autres personnels titulaires "comprend notamment les personnels d'encadrement sur emplois fonctionnels, les personnels d'inspection, les conservateurs

(3) autres personnels titulaires "hors plafond" (hors CDD pour les EPA)

(4) autres personnels titulaires "hors plafond" (hors CDD pour les EPA)

(5) autres personnels titulaires "hors plafond" (hors CDD pour les EPA)

(6) autres personnels titulaires "hors plafond" (hors CDD pour les EPA)

(7) autres personnels titulaires "hors plafond" (hors CDD pour les EPA)

(8) autres personnels titulaires "hors plafond" (hors CDD pour les EPA)

(9) autres personnels titulaires "hors plafond" (hors CDD pour les EPA)

(10) autres personnels titulaires "hors plafond" (hors CDD pour les EPA)



Tableau 3 - Document prévisionnel de gestion des emplois et crédits de personnel (DPE) - Décomposition des flux de la masse salariale entre 2021 et 2022 (en € et en flux)

N°	Libellé	N°	Libellé	Mesures en cours en vigueur en 2022													Total prévisionnel des emplois en 2022 (V+U)	Total prévisionnel des crédits de personnel en 2022 (V+W)	Différence 2022 (W-X)
				Evolution de la masse salariale globale - Mécanisme de l'ABICP															
				Evolution de la masse salariale globale - Mécanisme de l'ABICP						Evolution de la masse salariale globale - Mécanisme de l'ABICP						Evolution de la masse salariale globale - Mécanisme de l'ABICP			
1	Masse salariale globale	1	51 521 184	-	239 241	-	16 414	-	4 379	-	208 771	-	98 817	-	167 954	-	52 244 463	-	6 277 021
2	Evolution de la masse salariale globale - Mécanisme de l'ABICP	2	43 311 644	-	122 981	-	16 414	-	4 379	-	208 771	-	109 891	-	33 663	-	40 333 324	-	602 462
3	Evolution de la masse salariale globale - Mécanisme de l'ABICP	3	117 42 640	-	167 313	-	-	-	-	-	-	-	59 776	-	13 134	-	19 916 132	-	79 824
4	Evolution de la masse salariale globale - Mécanisme de l'ABICP	4	28 497 211	-	320 358	-	10 634	-	-	-	93 122	-	10 952	-	-	-	28 865 796	-	477 946
5	Evolution de la masse salariale globale - Mécanisme de l'ABICP	5	8894 333	-	200 250	-	-	-	4 379	-	93 046	-	220 853	-	26 651	-	93 279	-	100 046
6	Evolution de la masse salariale globale - Mécanisme de l'ABICP	6	6 911 666	-	87 101	-	-	-	-	-	-	-	60 706	-	10 156	-	109 139	-	16 627
7	Evolution de la masse salariale globale - Mécanisme de l'ABICP	7	3 309 716	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	23 471	-	3 377 086
8	Evolution de la masse salariale globale - Mécanisme de l'ABICP	8	174 417	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	174 417
9	Evolution de la masse salariale globale - Mécanisme de l'ABICP	9	5 345 937	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5 345 937
10	Evolution de la masse salariale globale - Mécanisme de l'ABICP	10	6 445	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6 445
11	Evolution de la masse salariale globale - Mécanisme de l'ABICP	11	4 977 239	-	15 337	-	4 914	-	4 914	-	90 239	-	10 882	-	3 946	-	6 618 722	-	681 972
12	Evolution de la masse salariale globale - Mécanisme de l'ABICP	12	4 316 407	-	(106)	-	-	-	4 914	-	90 239	-	94 399	-	-	-	6 518 9	-	6 518 9
13	Evolution de la masse salariale globale - Mécanisme de l'ABICP	13	1 619 913	-	4 111	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 624 024	-	1 624 024
14	Evolution de la masse salariale globale - Mécanisme de l'ABICP	14	4 0 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4 0 000	-	4 0 000
15	Evolution de la masse salariale globale - Mécanisme de l'ABICP	15	922 950	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	922 950	-	922 950
16	Evolution de la masse salariale globale - Mécanisme de l'ABICP	16	1 863 534	-	7 980	-	-	-	422 236	-	4 615	-	1 863 534	-	-	-	1 871 514	-	1 871 514
17	Evolution de la masse salariale globale - Mécanisme de l'ABICP	17	2 812 227	-	23 917	-	-	-	72 005	-	4 615	-	2 812 227	-	-	-	2 836 144	-	2 836 144
18	Evolution de la masse salariale globale - Mécanisme de l'ABICP	18	4 198 717	-	9 084	-	7 166	-	4 029	-	90 239	-	10 882	-	3 946	-	4 202 611	-	4 202 611
19	Evolution de la masse salariale globale - Mécanisme de l'ABICP	19	31 582 52	-	8 228	-	7 166	-	4 029	-	90 239	-	94 399	-	-	-	31 676 921	-	31 676 921
20	Evolution de la masse salariale globale - Mécanisme de l'ABICP	20	4 887 444	-	71 887	-	-	-	-	-	-	-	24 373	-	-	-	4 959 321	-	4 959 321
21	Evolution de la masse salariale globale - Mécanisme de l'ABICP	21	29 292 212	-	70 661	-	6 082	-	3 061	-	544 274	-	79 103	-	-	-	29 362 816	-	29 362 816
22	Evolution de la masse salariale globale - Mécanisme de l'ABICP	22	7 819 700	-	23 974	-	4 550	-	997	-	4 615	-	29 101	-	-	-	7 843 602	-	7 843 602
23	Evolution de la masse salariale globale - Mécanisme de l'ABICP	23	502 002	-	4 089	-	-	-	-	-	-	-	1 817	-	-	-	503 819	-	503 819
24	Evolution de la masse salariale globale - Mécanisme de l'ABICP	24	4 366 400	-	97 085	-	-	-	-	-	-	-	23 068	-	-	-	4 463 485	-	4 463 485
25	Evolution de la masse salariale globale - Mécanisme de l'ABICP	25	580 028	-	580 028	-	-	-	-	-	-	-	580 028	-	-	-	1 160 056	-	1 160 056
26	Evolution de la masse salariale globale - Mécanisme de l'ABICP	26	97 133	-	12 000	-	23 100	-	37 000	-	37 000	-	37 000	-	-	-	74 133	-	74 133
27	Evolution de la masse salariale globale - Mécanisme de l'ABICP	27	11 191	-	11 191	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	22 382	-	22 382
28	Evolution de la masse salariale globale - Mécanisme de l'ABICP	28	11 191	-	11 191	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	22 382	-	22 382
29	Evolution de la masse salariale globale - Mécanisme de l'ABICP	29	5 242 444	-	24 061	-	-	-	-	-	-	-	24 061	-	-	-	5 266 505	-	5 266 505
30	Evolution de la masse salariale globale - Mécanisme de l'ABICP	30	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
31	Evolution de la masse salariale globale - Mécanisme de l'ABICP	31	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
32	Evolution de la masse salariale globale - Mécanisme de l'ABICP	32	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
33	Evolution de la masse salariale globale - Mécanisme de l'ABICP	33	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

1 - Les données sont exprimées en milliers d'euros, sauf indication contraire.

2 - Les données sont exprimées en milliers d'euros, sauf indication contraire.

3 - La masse salariale globale comprend l'ensemble des dépenses de personnel au titre de l'ABICP de l'Université de Lyon, incluant le budget de l'ABICP principal, les budgets annexes (provisionnels).

4 - (1) Modification de budget, (2) annulation de budget, (3) annulation de budget, (4) annulation de budget, (5) annulation de budget, (6) annulation de budget, (7) annulation de budget, (8) annulation de budget, (9) annulation de budget, (10) annulation de budget, (11) annulation de budget, (12) annulation de budget, (13) annulation de budget, (14) annulation de budget, (15) annulation de budget, (16) annulation de budget, (17) annulation de budget, (18) annulation de budget, (19) annulation de budget, (20) annulation de budget, (21) annulation de budget, (22) annulation de budget, (23) annulation de budget, (24) annulation de budget, (25) annulation de budget, (26) annulation de budget, (27) annulation de budget, (28) annulation de budget, (29) annulation de budget, (30) annulation de budget, (31) annulation de budget, (32) annulation de budget, (33) annulation de budget.

5 - Les données sont exprimées en milliers d'euros, sauf indication contraire.

6 - Les données sont exprimées en milliers d'euros, sauf indication contraire.

7 - Les données sont exprimées en milliers d'euros, sauf indication contraire.

8 - Les données sont exprimées en milliers d'euros, sauf indication contraire.

9 - Les données sont exprimées en milliers d'euros, sauf indication contraire.

10 - Les données sont exprimées en milliers d'euros, sauf indication contraire.

11 - Les données sont exprimées en milliers d'euros, sauf indication contraire.

12 - Les données sont exprimées en milliers d'euros, sauf indication contraire.

13 - Les données sont exprimées en milliers d'euros, sauf indication contraire.

14 - Les données sont exprimées en milliers d'euros, sauf indication contraire.

15 - Les données sont exprimées en milliers d'euros, sauf indication contraire.

16 - Les données sont exprimées en milliers d'euros, sauf indication contraire.

17 - Les données sont exprimées en milliers d'euros, sauf indication contraire.

18 - Les données sont exprimées en milliers d'euros, sauf indication contraire.

19 - Les données sont exprimées en milliers d'euros, sauf indication contraire.

20 - Les données sont exprimées en milliers d'euros, sauf indication contraire.

21 - Les données sont exprimées en milliers d'euros, sauf indication contraire.

22 - Les données sont exprimées en milliers d'euros, sauf indication contraire.

23 - Les données sont exprimées en milliers d'euros, sauf indication contraire.

24 - Les données sont exprimées en milliers d'euros, sauf indication contraire.

25 - Les données sont exprimées en milliers d'euros, sauf indication contraire.

26 - Les données sont exprimées en milliers d'euros, sauf indication contraire.

27 - Les données sont exprimées en milliers d'euros, sauf indication contraire.

28 - Les données sont exprimées en milliers d'euros, sauf indication contraire.

29 - Les données sont exprimées en milliers d'euros, sauf indication contraire.

30 - Les données sont exprimées en milliers d'euros, sauf indication contraire.

31 - Les données sont exprimées en milliers d'euros, sauf indication contraire.

32 - Les données sont exprimées en milliers d'euros, sauf indication contraire.

33 - Les données sont exprimées en milliers d'euros, sauf indication contraire.



## 6.15 Projet annuel de performance (PAP)

**Données budgétaires**

Montant des budgets		Unité	BR 2021	BI 2022	Variation BR 2021 - BI 2022	Part des actions LOLF au sein du budget global de la recherche BI 2022
<b>Budget de rétablissement (en crédits de paiements)</b>						
Budget de fonctionnement de l'établissement (hors masse salariale)	(k€)		150 635 k€	155 952 k€	3,5%	
Budget de la masse salariale de l'établissement	(k€)		40 930 k€	41 164 k€	0,6%	
Budget d'investissement de l'établissement	(k€)		100 892 k€	103 109 k€	2,2%	
	(k€)		8 813 k€	11 678 k€	32,6%	
<b>Montant du budget de la recherche</b>						
	Unité		BR 2021	BI 2022	Variation BR 2021 - BI 2022	Part des actions LOLF au sein du budget global de la recherche BI 2022
<b>Budget global de la recherche (fonctionnement, investissement et personnel en crédits de paiement)</b>	(k€)		35 168 k€	36 972 k€	5,1%	
Budget de recherche (fonctionnement et investissement) de l'établissement	(k€)		12 185 k€	13 917 k€	14,2%	
Budget de recherche - Sciences de la vie, biotechnologie et santé (Code LOLF D106) (fonctionnement et investissement) (fonctionnement et investissement)	(k€)		3 149 k€	4 234 k€	34,5%	11,5%
Budget de recherche - Mathématiques, sciences et techniques de l'information, micro et nano technologie (Code LOLF D107) (fonctionnement et investissement)	(k€)		345 k€	541 k€	56,8%	1,5%
Budget de recherche - Physique, chimie et sciences pour l'ingénieur (Code LOLF D108) (fonctionnement et investissement)	(k€)		2 569 k€	2 415 k€	-5,6%	6,5%
Budget de recherche - Sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement (Code LOLF D110) (fonctionnement et investissement)	(k€)		811 k€	1 607 k€	98,1%	4,3%
Budget de recherche - Sciences humaines et sociales (Code LOLF D111) (fonctionnement et investissement)	(k€)		1 074 k€	1 002 k€	-6,7%	2,7%
Budget de recherche interdisciplinaire & transversale (Code LOLF D112) (fonctionnement et investissement)	(k€)		4 246 k€	4 117 k€	-3,0%	11,1%
<b>Montant du budget de la Formation, de la vie étudiante, santé des étudiants et rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires</b>						
	Unité		BR 2021	BI 2022	Variation BR 2021 - BI 2022	Part des actions LOLF au sein du budget global de la formation BI 2022
<b>Budget global de la Formation, de la vie étudiante, santé des étudiants et rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires (fonctionnement, investissement et personnel en crédits de paiement)</b>	(k€)		68 760 k€	69 897 k€	1,7%	
dont budget de la Formation, de la vie étudiante et santé des étudiants (fonctionnement et investissement) de l'établissement	(k€)		13 093 k€	12 867 k€	-1,7%	
Budget Formation initiale et continue du baccalauréat à la licence (Code LOLF D101)	(k€)		495 k€	445 k€	-10,1%	1,2%
Budget Formation initiale et continue de niveau master (Code LOLF D102)	(k€)		390 k€	258 k€	-34,0%	0,7%
Budget Formation initiale et continue de niveau doctorat (Code LOLF D103)	(k€)		10 746 k€	10 659 k€	-0,8%	28,8%
Budget de la vie étudiante et santé des étudiants (Code LOLF D201, D202 et D203)	(k€)		1 462 k€	1 506 k€	3,0%	4,1%
Rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires	(k€)		32 880 k€	33 445 k€	1,7%	
Part de la rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires sur le budget de la Formation, de la vie étudiante, santé des étudiants et rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires	%		48%	48%		
<b>Montant du budget de la Diffusion des savoirs, Bibliothèque et documentation</b>						
	Unité		BR 2021	BI 2022	Variation BR 2021 - BI 2022	Part des actions LOLF au sein du budget global de la diffusion des savoirs
<b>Budget global de la Diffusion des savoirs, Bibliothèque et documentation (fonctionnement, investissement et personnel en crédits de paiement)</b>	(k€)		8 601 k€	8 520 k€	-0,9%	
dont budget de la Diffusion des savoirs, Bibliothèque et documentation (fonctionnement et investissement) de l'établissement	(k€)		1 318 k€	1 128 k€	-14,4%	
Budget Bibliothèque et documentation (Code LOLF D105)	(k€)		1 065 k€	1 054 k€	-1,1%	2,9%
Budget Diffusion des savoirs et musées (Code LOLF D113)	(k€)		252 k€	74 k€	-70,8%	0,2%
<b>Montant du budget pilotage &amp; immobilier</b>						
	Unité		BR 2021	BI 2022	Variation BR 2021 - BI 2022	Part des actions LOLF au sein du budget global immobilier
<b>Budget global du pilotage et de l'immobilier de l'établissement (fonctionnement, investissement et personnel en crédits de paiement) - hors rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires.</b>	(k€)		30 216 k€	32 367 k€	7,1%	
dont budget de pilotage et de l'immobilier de l'établissement (fonctionnement et investissement) de l'établissement	(k€)		15 248 k€	16 735 k€	9,7%	
Budget Pilotage (Code LOLF D115)	(k€)		6 510 k€	5 624 k€	-13,6%	15,2%
Budget immobilier (Code LOLF D114)	(k€)		8 739 k€	11 110 k€	27,1%	30,0%
<b>Part des dépenses de personnels sur le budget de fonctionnement</b>						
Part des dépenses de personnel sur le budget de fonctionnement	%		71,1%	71,5%		
Part de la rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires sur les dépenses de personnel	%		32,6%	32,4%		
<b>Part des dépenses de personnel dans le budget de l'établissement</b>						
- Part des dépenses de personnel dans le budget global de la Formation, de la vie étudiante et rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires	%		67,0%	66,1%		
- Part des dépenses de personnel dans le budget global de la Diffusion des savoirs, bibliothèque et documentation	%		81,0%	81,6%		
- Part des dépenses de personnel dans le budget global de la Diffusion des savoirs, bibliothèque et documentation	%		84,7%	86,8%		
- Part des dépenses de personnel dans le budget global de la Recherche	%		65,4%	62,4%		
- Part des dépenses de personnel dans le budget global de Pilotage et de l'immobilier de l'établissement	%		49,5%	48,3%		

**OBJECTIF : Développer l'autonomie financière**

Taux d'exécution budgétaire		Unité	Budget Exécuté 2018 (BR) de l'ENS de Lyon	Budget Exécuté 2019 (BR) de l'ENS de Lyon	Budget Exécuté 2020 (BR) de l'ENS de Lyon
<b>Taux d'exécution des dépenses (en droits constatés)</b>		%	<b>95,8%</b>	<b>95,7%</b>	<b>96,8%</b>
Taux d'exécution des dépenses fonctionnement (hors masse salariale)		%	91,3%	91,6%	90,5%
Taux d'exécution des dépenses masse salariale		%	98,8%	98,7%	99,2%
Taux d'exécution des dépenses investissement		%	78,9%	77,5%	92,2%
Taux d'exécution des recettes		%	98,0%	97,7%	100,2%

Sources des données : Rapports de gestion ENS de Lyon

Montants des ressources (en encaissements)		Unité	BR 2021	BI 2022	Variation BR 2021 - BI 2022
<b>Montant total des ressources</b>		(k€)	<b>142 584 k€</b>	<b>141 264 k€</b>	<b>-0,9%</b>
<i>Montant total des recettes non encaissables pour information</i>		(k€)	5 125 k€	5 448 k€	6,2%
<b>Montant total des ressources publiques (fonctionnement + investissement)</b>		(k€)	<b>130 311 k€</b>	<b>129 840 k€</b>	<b>-0,4%</b>
- Crédits Etat (y compris masse salariale si responsabilités et compétences élargies) issus du système de répartition annuelle des moyens et du contrat quinquennal		(k€)	118 846 k€	121 550 k€	2,3%
- Crédits issus des agences de moyens nationales, européennes et internationales		(k€)	10 781 k€	7 272 k€	-32,5%
- Montant des ressources issues des collectivités locales et territoriales (hors immobilier)		(k€)	684 k€	1 018 k€	48,7%
- Crédits immobiliers consommés, plan campus et CPER		(k€)	0 k€	0 k€	
<b>Montant total des ressources propres</b>		(k€)	<b>12 273 k€</b>	<b>11 425 k€</b>	<b>-6,9%</b>
- Montant des droits d'inscription		(k€)	760 k€	660 k€	-13,2%
- Montant de la taxe d'apprentissage		(k€)	30 k€	40 k€	33,3%
- Montant des ressources issues de la formation continue		(k€)	75 k€	80 k€	6,7%
- Montant des ressources issues des activités partenariales avec le secteur socio-économique (€)		(k€)	1 147 k€	753 k€	-34,4%
- Montant des ressources issues de la propriété intellectuelle (€)		(k€)	0 k€	50 k€	
- Montant des ressources issues des fondations, des dons et autres financements		(k€)	10 065 k€	9 647 k€	-4,2%
- Montant des autres ressources propres (Prod. Except., cautions...)		(k€)	195 k€	195 k€	0,0%

Part des recettes propres sur le total des recettes		Unité	BR 2021	BI 2022
<b>Part des recettes propres sur le total des recettes</b>		%	<b>9%</b>	<b>8%</b>





## 8. Critères des recettes fléchées

### CRITERES DES RECETTES FLECHEES DANS LE CADRE DE L'EXECUTION DU DECRET 2012-1246 DU 07/11/2012 DIT GBCP

La réforme GBCP est édictée par le décret 2012-1246 du 07 Novembre 2012 et s'applique de manière obligatoire au 01/01/2016.

Elle a pour objet principal de mettre en place un ensemble de règles de gestion budgétaire et financière.

En particulier les recettes sont à distinguer selon deux catégories, les recettes globalisées et les recettes fléchées.

Par principe une recette est une recette globalisée. En particulier, la Subvention pour charges de service public est une recette globalisée.

Les recettes fléchées sont donc une exception à ce principe. La réglementation nécessite un tableau de suivi des opérations liées à ces recettes dans le Budget Initial et les Budgets Rectificatifs, un suivi particulier en termes de volume de trésorerie d'une année sur l'autre et leur traçabilité, en particulier en encaissement dans le tableau budgétaire en recette et dans le plan de trésorerie.

Une recette fléchée est une recette ayant une utilisation prédéterminée par le financeur, destinée à des dépenses explicitement identifiées potentiellement réalisées sur un exercice différent de celui de leur encaissement.

Une recette fléchée peut expliquer un déséquilibre budgétaire, au titre d'un ou plusieurs exercices, lié au décalage temporel entre le décaissement des dépenses et l'encaissement des recettes fléchées les finançant.

En préalable de la définition des recettes fléchées, il convient de rappeler l'attachement d'un établissement comme le nôtre à pouvoir maintenir la capacité d'anticipation sur l'exécution des opérations pluri annuelles tracées en recettes fléchées avant les premiers encaissements, en s'appuyant sur la trésorerie de l'Ecole qui doit conserver un volume suffisant pour le permettre.

En application de la définition des recettes fléchées et des recommandations émises dans les Dossiers de prescription Générales (DPG) édictés par le Ministère de Finances, il convient de distinguer les critères suivants pour les recettes fléchées.

Seront considérées comme des recettes fléchées les recettes regroupant les trois critères suivants cumulatifs :

- Ayant une utilisation prédéterminée par le financeur ;
- Destinées à des dépenses explicitement identifiées ;
- Ces dépenses étant potentiellement réalisées sur un exercice différent de celui de leur encaissement et entraînant un déséquilibre budgétaire, au titre d'un ou plusieurs exercices, lié au décalage temporel entre le décaissement des dépenses et l'encaissement des recettes fléchées les finançant.

Les grandes catégories de recettes fléchées sont sous réserve de la survenance de nouveaux modes de financement se rajoutant à cette liste :

Les Contrats avec l'Union Européenne

Les Conventions avec l'Agence Nationale de la Recherche

Les conventions avec l'Institut Universitaire de France

Les conventions avec l'Etat

Les contrats avec les collectivités locales

Les autres contrats de recherche

Les autres subventions.

Sont exclues du périmètre des recettes fléchées les prestations de recherche.

Ce principe s'applique à tous les actes budgétaires depuis le BI 2017 et a fait l'objet d'un vote du conseil d'administration le 15 décembre 2016.

## 9. Glossaire

<b>ACE</b>	Activité complémentaire d'enseignement
<b>AE</b>	Autorisation d'engagement
<b>ANR</b>	Agence nationale de la recherche
<b>BDL</b>	Bibliothèque Diderot de Lyon
<b>BI</b>	Budget initial
<b>BIATSS</b>	Personnels de Bibliothèque, Ingénieurs, Administratifs, Techniques, Sociaux et de Santé
<b>BR</b>	Budget rectificatif
<b>CAF</b>	Capacité d'autofinancement
<b>CIB</b>	Contrôle interne budgétaire
<b>CF</b>	Compte financier
<b>CNU</b>	Conseil National des Universités
<b>CP</b>	Crédit de paiement
<b>CRB</b>	Centre de Responsabilité Budgétaire
<b>DGS</b>	Direction générale des services
<b>DRFIP</b>	Direction régionale des finances publiques
<b>EPST</b>	Établissement Public à Caractère Scientifique et Technologique
<b>GBCP</b>	Gestion Budgétaire et Comptable Publique
<b>GPEEC</b>	Gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences
<b>GVT</b>	Glissement Vieillesse Technicité
<b>IDEX</b>	Initiative d'excellence
<b>Ifé</b>	Institut Français de l'Éducation
<b>MESRI</b>	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation
<b>MOP</b>	Maîtrise d'ouvrage publique
<b>MSE</b>	Masse salariale État
<b>PAP</b>	Projet annuel de performance

<b>PPCR</b>	Parcours professionnels, carrières et rémunérations
<b>PPI</b>	Plan pluriannuel d'investissement
<b>PPP</b>	Partenariat Public Privé
<b>Recettes globalisées</b>	Recettes qui n'ont pas d'utilisation prédéterminée (SCSP par exemple)
<b>Recettes fléchées</b>	Recettes destinées à des dépenses explicitement identifiées, potentiellement réalisées sur un exercice différent de celui de leur encaissement (ex : contrats de recherche, ressources propres pour un investissement particulier...)
<b>RIFSEEP</b>	Régime Indemnitare tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel
<b>RP</b>	Ressources propres
<b>SACD</b>	Service à comptabilité distincte
<b>SCSP</b>	Subvention pour charges de service public
<b>VP</b>	Vice-Présidence

*\* Papier issu des forêts européennes*

**DIRECTION  
DES AFFAIRES FINANCIÈRES**

Décembre 2021

15 parvis René-Descartes  
BP 7000, 69342 Lyon cedex 07  
Tél. +33 (0)4 37 37 60 00  
Fax +33 (0)4 37 37 60 60

**[www.ens-lyon.fr](http://www.ens-lyon.fr)**